



# *Gazette officielle de Québec*

## QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

Québec, samedi 11 juillet 1964

Quebec, Saturday, July 11, 1964

### Règlements

### Rules

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur de la Reine, Hôtel du Gouvernement, Québec.

2° Fournir le texte de l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est envoyée dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Indiquer le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous, excepté lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. En ce cas, l'intéressé doit acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur de la Reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Tout paiement doit être fait par chèque ou mandat à l'ordre du Ministre des Finances.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, expire à midi, le **mercredi**, à moins que ce jour soit un jour férié. Dans ce cas, l'ultime délai expire à midi, le mardi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur de la Reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toute demande d'annulation ou tout paiement sont soumis aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en aviser l'Imprimeur de la Reine avant la seconde insertion et ce, afin d'éviter de part et d'autre des frais onéreux de reprise.

1. Address all communications to: The Queen's Printer, Parliament Buildings, Quebec.

2. Supply advertising copy in the two official languages. When copy is supplied in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Pay cash and before publication for advertising copy according to the rates set forth below, exception when the copy is to be published several times. In that event, the interested party shall pay upon receipt of his account and before the second insertion: otherwise this insertion will be suspended without further notice and without prejudice to the Queen's Printer who will refund any overpayment.

5. Subscriptions, price of documents, etc., are payable strictly in advance.

6. Remittance must be made to the order of the Department of Finance, by cheque or money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the dead line for receiving notices, documents or advertising copy expires at noon on **Wednesday**, unless it is a holiday. In that event the dead line is noon, on Tuesday. Notices, documents or advertising copy not received on time will be published in a subsequent edition. Moreover, the Queen's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, because of their length or for reasons of administration.

8. Any demand for cancellation or any remittance of money is subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the Queen's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

**Tarif des annonces, abonnements, etc.**

Première insertion: 30 cents la ligne agate, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 270 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 10 cents la ligne agate pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: \$1 des 100 mots.

Exemplaire séparé: 40 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1.50 la douzaine.

Abonnement: \$10 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre « o » signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

*L'Imprimeur de la Reine,*

ROCH LEFEBVRE.

Hôtel du Gouvernement,  
Québec, 5 mai 1962.

5177 — 1-52-o

**Advertising, Rates, Subscriptions, etc.**

First insertion: 30 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, or 270 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 10 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (lists of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: \$1. per 100 words.

Single copies: 40 cents each.

Slips: \$1.50 per dozen.

Subscriptions: \$10. per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third to the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notices published but once are followed only by our document number.

ROCH LEFEBVRE,

*Queen's Printer.*

Parliament Buildings,  
Quebec, May 5, 1962.

5177 — 1-52-o

**Lettres patentes****L'Achat local inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 1er jour de juin 1964, constituant en corporation: Lindor Brodeur, avocat, 1455, rue des Cascades, St-Hyacinthe, Claire Gosselin, secrétaire, Acton Vale, et Georgette Michon, secrétaire, La Présentation, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'éditeurs, imprimeurs, graveurs, relieurs et autres commerces semblables; exploiter une agence de publicité, sous le nom de « L'Achat local inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 30,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et en 70,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 366, rue St-Hubert, Pont-Viau, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er jour de juin 1964.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

7160-o

2470-64

**Les Administrateurs associés inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 3e jour de juin 1964, constituant en corporation sans capital-actions: Claude Thivierge, avocat, 105, chemin Thackeray, Beaconsfield, Pierre Paquin, comptable agréé, 10274, Marquette, Montréal, Gérard Lebeau, 6826, 35e Avenue, Montréal, Rolland Gravel, 224, avenue Willowdale, Outremont, Florent Goyette, 1790, rue Boisvert, Vimont, Maurice Gravel, 5488,

**Letters Patent****L'Achat local inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of June, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Lindor Brodeur, advocate, 1455 des Cascades Street, St-Hyacinthe, Claire Gosselin, secretary, Acton Vale, and Georgette Michon, secretary, La Présentation, for the following purposes:

To carry on the business of publishers, printers, engravers, binders and other similar trades; to operate a publicity agency, under the name of "L'Achat local inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 30,000 common shares of a par value of \$1 each and 70,000 preferred shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company will be at 366 St-Hubert Street, Pont-Viau, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of June, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

7160

2470-64

**Les Administrateurs associés inc.**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of June, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Claude Thivierge, advocate, 105 Thackeray Road, Beaconsfield, Pierre Paquin, chartered accountant, 10274 Marquette, Montreal, Gérard Lebeau, 6826, 35th Avenue, Montreal, Rolland Gravel, 224 Willowdale Avenue, Outremont, Florent Goyette, 1790 Boisvert St., Vimont, Maurice Gravel,

côte St-Antoine, Montréal, Marc Bourgie, 2955, rue Lacombe, Montréal, et Rosaire M. Paradis, Paradis des Mille Iles, Auteuil, ces six derniers hommes d'affaires, pour les objets suivants:

Former une société sans but lucratif ayant pour objet de permettre l'étude et les discussions des problèmes que pose l'administration d'un commerce ou d'une industrie, sous le nom de « Les Administrateurs associés inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$500,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 3e jour de juin 1964.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

7160-o 2496-64

**Arbee Corporation**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 29e jour de mai 1964, constituant en corporation: Bernard Gardner, avocat, 412, chemin Northcote, Rosemère, Sheldon Finkelstein, avocat, 5712, avenue Wilderton, Montréal, et Anne Zifkin, secrétaire, fille majeure, 4840, rue Bourret, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de « Arbee Corporation », avec un capital total de \$100,000, divisé en 300 actions ordinaires de \$10 chacune, 1,000 actions privilégiées catégorie « A » de \$1 chacune et 960 actions privilégiées catégorie « B » de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 5810, chemin côte Saint-Luc, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 29e jour de mai 1964.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

7160 2259-64

**Baucina Super Market Inc.  
Super marché Baucina inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 29e jour de mai 1964, constituant en corporation: André Lauzon, avocat, 1807, Jean-Talon, Montréal, Giuseppe Di Batista, comptable, 3646, Dickens, Montréal, et Bernard Sornin, contremaitre, 5576, Perce-Neige, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme épiciers, sous le nom de « Baucina Super Market Inc.— Super marché Baucina inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 3405, 39e Rue, St-Michel, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 29e jour de mai 1964.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

7160-o 2181-64

5488 côte St-Antoine, Montreal, Marc Bourgie, 2955 Lacombe St., Montreal, and Rosaire M. Paradis, Paradis des Mille Iles, Auteuil, the latter six businessmen, for the following purposes:

To form an association without pecuniary gain in order to permit the study and discussions of problems brought up by the administration of a commerce or an industry, under the name of "L's Administrateurs associés inc."

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$500,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 3rd day of June, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

7160 2496-64

**Arbee Corporation**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Bernard Gardner, advocate, 412 Northcote Road, Rosemère, Sheldon Finkelstein, advocate, 5712 Wilderton Avenue, Montreal, and Anne Zifkin, secretary, spinster of the full age of majority, 4840 Bourret Street, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Arbee Corporation", with a total capital stock of \$100,000, divided into 300 common shares of \$10 each, 1,000 class "A" preferred shares of \$1 each and 960 class "B" preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 5810 côte St-Luc Road, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

7160-o 2259-64

**Baucina Super Market Inc.  
Super marché Baucina inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: André Lauzon, advocate, 1807 Jean-Talon, East, Montreal, Giuseppe Di Batista, accountant, 3646, Dickens, Montreal, and Bernard Sornin, foreman, 5576 Perce-Neige, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as grocers, under the name of "Baucina Super Market Inc.— Super marché Baucina inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 3405, 39th Street, St-Michel, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

7160 2181-64

**Benefit Realty Corporation**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 22<sup>e</sup> jour de mai 1964, constituant en corporation: J.-E. Thiboutot, vendeur, 2237, Choquette, Québec, Jean-Roch Tremblay, agent d'assurance, 1405, de Longueuil, Québec, et Claude Perrotte, vendeur, 11, Place Orléans, Beauport, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeubles, sous le nom de «Benefit Realty Corporation», avec un capital total de \$500,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et en 40,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 374, rue Sherbrooke, ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22<sup>e</sup> jour de mai 1964.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

7160-0

2317-64

**Benefit Realty Corporation**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: J.-E. Thiboutot, salesman, 2237 Choquette, Quebec, Jean-Roch Tremblay, insurance agent, 1405 de Longueuil, Quebec, and Claude Perrotte, salesman, 11 Place Orléans, Beauport, for the following purposes:

To carry on business as a real estate company, under the name of "Benefit Realty Corporation", with a total capital stock of \$500,000, divided into 10,000 common shares of a par value of \$10 each and 40,000 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at 374 Sherbrooke St., West, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

7160

2317-64

**Le Bistro du sport inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 29<sup>e</sup> jour de mai 1964, constituant en corporation: Claude Thivierge, avocat, 105, Thackeray, Beaconsfield, Pierre Viau, avocat, 11370, Bruxelles, Montréal-Nord, Gilles Hébert, avocat, 22, Barcelone, Candiac, et Renée Auger, secrétaire, célibataire, 534, Trudeau, LaSalle, pour les objets suivants:

Faire le commerce de vêtements sports pour dames et articles accessoires, sous le nom de «Le Bistro du sport inc.», avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 29<sup>e</sup> jour de mai 1964.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

7160-0

2402-64

**Le Bistro du sport inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Claude Thivierge, advocate, 105 Thackeray, Beaconsfield, Pierre Viau, advocate, 11370 Bruxelles, Montreal North, Gilles Hébert, advocate, 22 Barcelone, Candiac, and Renée Auger, secretary, spinster, 534 Trudeau, La Salle, for the following purposes:

To carry on the business of ladies' sportswear accessory articles, under the name of "Le Bistro du sport inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

7160

2402-64

**Boulangerie & pâtisserie Raymond inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 2<sup>e</sup> jour de juin 1964, constituant en corporation: Léopold Raymond, marchand, 233, rue St-Louis, Terrebonne, Pierrette Bohémier, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Léopold Raymond, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, 233, rue St-Louis, Terrebonne, et Jean Geoffrion, avocat, 30, avenue Elmwood, Outremont, pour les objets suivants:

Faire affaires comme boulangers et pâtisseries, sous le nom de «Boulangerie & pâtisserie Raymond inc.», avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 233, rue St-Louis, Terrebonne, district judiciaire de Terrebonne.

**Boulangerie & pâtisserie Raymond inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of June, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Léopold Raymond, merchant, 233 St-Louis Street, Terrebonne, Pierrette Bohémier, housewife, wife contractually separate as to property of the said Léopold Raymond, and duly authorized by him for the purpose of these presents, 233 St-Louis Street, Terrebonne, and Jean Geoffrion, advocate, 30 Elmwood Avenue, Outremont, for the following purposes:

To carry on business as bakers and pastry-cooks, under the name of "Boulangerie & pâtisserie Raymond inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 233 St-Louis Street, Terrebonne, judicial district of Terrebonne.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 2e jour de juin 1964.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

7160-o

2506-64

Given at the office of the Provincial Secretary, this 2nd day of June, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

7160

2506-64

**Cap 3 Co. Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 29e jour de mai 1964, constituant en corporation: Edward Dodson, gérant, Jocelyne Chénier, ménagère, épouse dudit Edward Dodson, tous deux de 8360, rue Ontario est, app. 11, Michael Darvas, gérant, et Nandor Darvas, manufacturier, ces deux derniers de 5490, rue Lavoie, app. 14, tous quatre de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'imprimeurs généraux, sous le nom de « Cap 3 Co. Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 29e jour de mai 1964.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

7160

2461-64

**Chalet Cleaners Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 29e jour de mai 1964, constituant en corporation: Daniel Morris, 4502, Lacombe, Montréal, Irving Halperin, 5609, chemin Queen Mary, Hampstead, tous deux avocats, et Georgette Lavoie, réceptionniste, fille majeure, 217, rue Georges-Vanier, Pont-Viau, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de nettoyeurs, sous le nom de « Chalet Cleaners Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1850, rue Ste-Catherine ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 29e jour de mai 1964.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

7160

2460-64

**Club des raqueteurs du Nord,  
Dolbeau-Mistassini, inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 1er jour de juin 1964, constituant en corporation sans capital-actions: Jean-Marie Dallaire, Mistassini, Paul-Émile Lavoie, Dolbeau, et Gérard Dugré, Dolbeau, tous trois papetiers, pour les objets suivants:

Encourager le sport de la raquette, sous le nom de « Club des raqueteurs du Nord, Dolbeau-Mistassini, inc. ».

**Cap 3 Co. Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Edward Dodson, manager, Jocelyne Chénier, housewife, wife of the said Edward Dodson, both of 8360 Ontario Street East, apt. 11, Michael Darvas, manager, and Nandor Darvas, manufacturer, the latter two of 5490 Lavoie Street, apt. 14, all four of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of general printers, under the name of "Cap 3 Co. Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of \$10 each and 3,000 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

7160-o

2461-64

**Chalet Cleaners Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Daniel Morris, 4502 Lacombe, Montreal, Irving Halperin, 5609 Queen Mary Road, Hampstead, both advocates, and Georgette Lavoie, receptionist, fille majeure, 217 Georges-Vanier Street, Pont-Viau, for the following purposes:

To carry on the business of cleaners, under the name of "Chalet Cleaners Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 1850 Ste-Catherine Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

7160-o

2460-64

**Club des raqueteurs du Nord,  
Dolbeau-Mistassini, inc.**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of June, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Jean-Marie Dallaire, Mistassini, Paul-Émile Lavoie, Dolbeau, and Gérard Dugré, Dolbeau, all three paper-makers, for the following purposes:

To encourage the sport of snowshoeing, under the name of "Club des raqueteurs du Nord, Dolbeau-Mistassini, inc."

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de \$10,000.

Le siège social de la corporation sera à Dolbeau, comté de Roberval, district judiciaire de Roberval.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er jour de juin 1964.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

7160-o

2280-64

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$10,000.

The head office of the corporation will be at Dolbeau, county of Roberval, judicial district of Roberval.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of June, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

7160

2280-64

**Commercial Office Equipment Ltd.**  
**Les Équipements de bureau Commercial Itée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 25e jour de mai 1964, constituant en corporation: Boris J. Berbrier, 4851, Fulton, Irving Shapiro, 4750, Plamondon, tous deux de Montréal, et Mark Edmund Gordon, 36, Roxborough, Westmount, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'accessoires de bureau, sous le nom de « Commercial Office Equipment Ltd.— Les Équipements de bureau Commercial Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 5488, boulevard Décarie, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 25e jour de mai 1964.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

7160

2341-64

**A. Deschênes transport inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 15e jour de mai 1964, constituant en corporation: André Deschênes, camionneur, Fernande Livernoche, ménagère, épouse séparée de biens dudit André Deschênes, et Marcel Ferland, chauffeur, tous trois de 144, avenue du Parc, Louiseville, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de transport, sous le nom de « A. Deschênes transport inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$10 chacune et en 350 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 144, avenue du Parc, Louiseville, district judiciaire de Trois-Rivières.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15e jour de mai 1964.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

7160-o

2234-64

**Devecorp. Ltd.**  
**(No Personal Liability)**

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 4e jour de juin 1964, constituant en corporation: Désiré

**Commercial Office Equipment Ltd.**  
**Les Équipements de bureau Commercial Itée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Boris J. Berbrier, 4851 Fulton, Irving Shapiro, 4750 Plamondon, both of Montreal, and Mark Edmund Gordon, 36 Roxborough, Westmount, all three advocates, for the following purposes:

To deal in office equipment, under the name of "Commercial Office Equipment Ltd.— Les Équipements de bureau Commercial Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 500 common shares of \$10 each and 3,500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 5488 Décarie Boulevard, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 25th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

7160-o

2341-64

**A. Deschênes transport inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: André Deschênes, trucker, Fernande Livernoche, housewife, wife separate as to property of the said André Deschênes, and Marcel Ferland, chauffeur, all three of 144 du Parc Ave., Louiseville, for the following purposes:

To carry on business as a transportation company, under the name of "A. Deschênes transport inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 500 common shares of \$10 each and 350 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 144 du Parc Ave., Louiseville, judicial district of Trois-Rivières.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

7160

2234-64

**Devecorp. Ltd.**  
**(No Personal Liability)**

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of June, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorpor-

Chabot, homme d'affaires, Claire-Hélène Duval et Lisette Brennan, secrétaires, tous trois de Val-d'Or, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de foreurs et de trouveurs de mines, sous le nom de « Devecorp. Ltd. » (No Personal Liability), avec un capital total de \$100,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité au-delà du montant du prix qu'ils auront payé ou convenu de payer à la compagnie pour leurs actions.

Le siège social de la compagnie sera à Val-d'Or, district judiciaire d'Abitibi.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, ce 4e jour de juin 1964.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

7160 2443-64

rating: Désiré Chabot, businessman, Claire-Hélène Duval and Lisette Brennan, secretaries, all three of Val-d'Or, for the following purposes:

To carry on the business of drillers and mine locators, under the name of "Devecorp. Ltd." (No Personal Liability), with a total capital stock of \$100,000, divided into 1,000 common shares of a par value of \$100 each.

The shareholders of the company shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the company will be at Val-d'Or, judicial district of Abitibi.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 4th day of June, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

7160-o 2443-64

**Lucien Duclos & fils limitée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 28e jour de mai 1964, constituant en corporation: Lucien Duclos, industriel, Jocelyn Duclos et Jacques Duclos, ces deux derniers étudiants, tous trois de 142, boulevard Labelle, Ste-Rose, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de transport, sous le nom de « Lucien Duclos & fils limitée », avec un capital total de \$90,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune, 1,500 actions privilégiées classe « A » de \$20 chacune et en 500 actions privilégiées classe « B » de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Ste-Rose, comté de Laval, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 28e jour de mai 1964.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

7160-o 2438-64

**Lucien Duclos & fils limitée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Lucien Duclos, industrialist, Jocelyn Duclos and Jacques Duclos, the two latter students, all three of 142 Labelle Boulevard, Ste-Rose, for the following purposes:

To carry on business as a transportation company, under the name of "Lucien Duclos & fils limitée", with a total capital stock of \$90,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each, 1,500 preferred class "A" shares of \$20 each and 500 preferred class "B" shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Ste-Rose, county of Laval, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

7160 2438-64

**Dynamic Distributors Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 29e jour de mai 1964, constituant en corporation: Saul Handelman, Stanley Cytrynbaum et Lawrence L. Fligel, avocats, de 1255, rue University, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'approvisionnement électriques et équipement électronique, sous le nom de « Dynamic Distributors Inc. », avec un capital-actions divisé en 4,000 actions sans valeur au pair.

Le siège social de la compagnie sera à St-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 29e jour de mai 1964.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

7160 2448-64

**Dynamic Distributors Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Saul Handelman, Stanley Cytrynbaum and Lawrence L. Fligel, advocates, of 1255 University Street, Montreal, for the following purposes:

To deal in electrical supplies and electronic equipment, under the name of "Dynamic Distributors Inc.", with a capital divided into 4,000 shares without par value.

The head office of the company will be at St-Laurent, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

7160-o 2448-64

**Economic Supply and Equipment Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la

**Economic Supply and Equipment Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of May, 1964, have

province de Québec, des lettres patentes, en date du 29<sup>e</sup> jour de mai 1964, constituant en corporation: Louis Gauthier, vendeur, 4330, Amiens, Montréal-Nord, Laval Bélanger, ingénieur, 9265, Millen, Montréal, et Yves Gauthier, notaire, 10215, boul. Gouin, est, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de moteurs, machines, leurs parties et accessoires et autres instruments et appareils, sous le nom de « Economic Supply and Equipment Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$10 chacune et en 3,600 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera coin 3e Avenue et 5e Rue, Quartier Rivière-des-Prairies, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 29<sup>e</sup> jour de mai 1964.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

7160-o

1711-64

### Les Éditions Dynamiques inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 30<sup>e</sup> jour d'avril 1964, constituant en corporation: Gérard Gauthier, éditeur, Grand'Mère, Gérard Marchand, journaliste, St-Tite, et Marcel Crête, avocat, Grand'Mère, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'imprimeurs, éditeurs, papetiers, lithographes, graveurs, relieurs, libraires, fondeurs typographiques et autres commerces semblables, sous le nom de « Les Éditions Dynamiques inc. », avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Tite, district judiciaire de Trois-Rivières.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 30<sup>e</sup> jour d'avril 1964.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

7160-o

1869-64

### L'Entreprise des Artisans Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 26<sup>e</sup> jour de mai 1964, constituant en corporation: Georges-Henri Couture, gérant, 2962, rue Dumas, Jean-Claude Tremblay, assistant gérant, 1305, 4e avenue, tous deux de Québec, et Jean-Claude Couture, agent d'assurances, 354, rue Paquin, Duberger, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « L'Entreprise des Artisans Itée », avec un capital total de \$135,000, divisé en 250 actions ordinaires de \$100 chacune et en 1,100 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 2962, rue Dumas, Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 26<sup>e</sup> jour de mai 1964.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

7160-o

2434-64

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Louis Gauthier, salesman, 4330 Amiens, Montreal North, Laval Bélanger, engineer, 9265 Millen, Montreal, and Yves Gauthier, notary, 10215 Gouin Blvd., East, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of motors, machines, their parts and accessories and other implements and apparatus, under the name of "Economic Supply and Equipment Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$10 each and 3,600 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at corner of 3rd Avenue and 5th Street, Quartier Rivière-des-Prairies, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

7160

1711-64

### Les Éditions Dynamiques inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of April, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Gérard Gauthier, editor, Grand'Mère, Gérard Marchand, journalist, St-Tite, and Marcel Crête, advocate, Grand'Mère, for the following purposes:

To carry on business as printers, editors, paper-makers, lithographers, engravers, book-binders, librarians, type-founders and in other similar trades, under the name of "Les Éditions Dynamiques inc.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 200 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at St-Tite, judicial district of Trois-Rivières.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

7160

1869-64

### L'Entreprise des Artisans Itée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Georges-Henri Couture, manager, 2962 Dumas Street, Jean-Claude Tremblay, assistant manager, 1305, 4th Avenue, both of Quebec, and Jean-Claude Couture, insurance agent, 354 Paquin Street, Duberger, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "L'Entreprise des Artisans Itée", with a total capital stock of \$135,000, divided into 250 common shares of \$100 each and 1,100 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 2962 Dumas Street, Quebec, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 26th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

7160

2434-64

**Entreprises Desaulniers Itée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 1er jour de juin 1964, constituant en corporation: Jean-Louis Desaulniers, 164, Principale, Windsor, Léon Desaulniers, 137, Principale, Windsor, tous deux garagistes et Yoland Castonguay, comptable, 2550, Descoteaux, Sherbrooke, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de « Entreprises Desaulniers Itée », avec un capital total de \$200,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Asbestos, district judiciaire de St-François.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er jour de juin 1964.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

7160-o

2281-64

**Entreprises Desaulniers Itée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of June, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jean-Louis Desaulniers, 164 Main, Windsor, Léon Desaulniers, 137 Main, Windsor, both garagemen, and Yoland Castonguay, accountant, 2550 Descoteaux, Sherbrooke, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Entreprises Desaulniers Itée", with a total capital stock of \$200,000, divided into 2,000 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Asbestos, judicial district of St. Francis.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of June, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

7160

2281-64

**Federman Realty Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 1er jour de juin 1964, constituant en corporation: Nathan A. Levistky, avocat, 17, Normandy Dr., Mont Royal, Rona Lassner, 4760, Maplewood, Montréal, et Madeleine Iknejian, 7311, 9e Avenue, Saint-Michel, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles, sous le nom de « Federman Realty Ltd. », avec un capital total de \$10,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$10 chacune et 900 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er jour de juin 1964.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

7160

2476-64

**Federman Realty Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of June, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Nathan A. Levistky, advocate, 17 Normandy Dr., Mount Royal, Rona Lassner, 4760 Maplewood, Montreal, and Madeleine Iknejian, 7311, 9th Avenue, St-Michel, the latter two secretaries, filles majeures, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate company, under the name of "Federman Realty Ltd.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 100 common shares of \$10 each and 900 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of June, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

7160-o

2476-64

**Ferree-Chevrier Itée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 5e jour de juin 1964, constituant en corporation: Donald W. Seal, 5790, avenue Northmount, Montréal, Gary Moscovitz, 260, St-Aubin, St-Laurent, et Philip Shaposnick, 5485, Coolbrooke, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs et constructeurs généraux et en électricité, sous le nom de « Ferree-Chevrier Itée », avec un capital total de \$25,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 1,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 3, Place Ville Marie, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 5e jour de juin 1964.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

7160

2587-64

**Ferree-Chevrier Itée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of June, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Donald W. Seal, 5790 Northmount Avenue, Montreal, Gary Moscovitz, 260 St-Aubin, St-Laurent, and Philip Shaposnick, 5485 Coolbrooke, Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To carry on the business of electrical and general contractors and builders, under the name of "Ferree-Chevrier Itée", with a total capital stock of \$25,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 1,500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 3 Place Ville Marie, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of June, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

7160-o

2587-64

**Ferro & Titanium Mining Company Inc.**  
(No Personal Liability)

**La Compagnie minière Ferro & Titane inc.**  
(Libre de responsabilité personnelle)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 1er jour de juin 1964, constituant en corporation: Dr Louis-Philippe Dubé, médecin, St-Sylvestre, comté de Lotbinière, Henri Gilbert, maître de poste, St-Sylvestre, comté de Lotbinière, Clément Kelley, briquetier, 69, Chaumont, Villeneuve, Marcel Kelley, mécanicien, 69, Chaumont, Villeneuve, et Placide Gilbert, surveillant, 62, St-Louis, Québec, pour les objets suivants:

Faire des explorations ou recherches pour découvrir des mines et minerais, sous le nom de « Ferro & Titanium Mining Company Inc. » (No Personal Liability) — « La Compagnie minière Ferro & Titane inc. » (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Les actionnaires de la compagnie n'encourront aucune responsabilité au delà du montant du prix qu'ils auront payé ou convenu de payer à la compagnie pour leurs actions.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er jour de juin 1964.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

7160-o

2469-64

**Franco construction Itée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 2e jour de juin 1964, constituant en corporation: Mario Miccoli, finisseur en ciment, 7712, rue De Gaspé, Montréal, Vito Miccoli, finisseur en ciment, 9063, 13e Avenue, St-Michel, et François Miccoli, entrepreneur en construction, 7712, rue De Gaspé, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de « Franco construction Itée », avec un capital total de \$20,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 150 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 10, rue St-Jacques, ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 2e jour de juin 1964.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

7160-o

2502-64

**P.-E. Gauthier limitée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 26e jour de mai 1964, constituant en corporation: Paul-Émile Gauthier, 1090, 17e Rue, Shawinigan-Sud, Jean Gauthier, 2445, Coutu,

**Ferro & Titanium Mining Company Inc.**  
(No Personal Liability)

**La Compagnie minière Ferro & Titane inc.**  
(Libre de responsabilité personnelle)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of June, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Dr. Louis-Philippe Dubé, physician, St-Sylvestre, county of Lotbinière, Henri Gilbert, postmaster, St-Sylvestre, county of Lotbinière, Clément Kelley, bricklayer, 69 Chaumont, Villeneuve, Marcel Kelley, mechanic, 69 Chaumont, Villeneuve, and Placide Gilbert, supervisor, 62 St-Louis, Quebec, for the following purposes:

To explore and search for mines and ores, under the name of "Ferro & Titanium Mining Company Inc." (No Personal Liability) — « La Compagnie minière Ferro & Titane inc. » (Libre de responsabilité personnelle), with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The shareholders of the company shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the company will be at Québec, judicial district of Québec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of June, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

7160

2469-64

**Franco construction Itée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of June, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Mario Miccoli, finisher in cement, 7712 De Gaspé St., Montreal, Vito Miccoli, finisher in cement, 9063, 13th Avenue, St-Michel, and François Miccoli, building contractor, 7712 De Gaspé St., Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Franco construction Itée", with a total capital stock of \$20,000, divided into 5,000 common shares of \$1 each and 150 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 10 St-James St., West, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 2nd day of June, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

7160

2502-64

**P.-E. Gauthier limitée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Paul-Émile Gauthier, 1090, 17th Street, Shawinigan-South, Jean Gauthier, 2445 Coutu, Shawinigan, and

Shawinigan, et Claude Gauthier, 473, St-Michel, La Tuque, tous trois marchands, pour les objets suivants:

Commerce de comestibles, sous le nom de « P.-E. Gauthier limitée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1632, Dufresne, Shawinigan, district judiciaire de Trois-Rivières.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 26e jour de mai 1964.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

7160-o

2439-64

Claude Gauthier, 473 St-Michel, La Tuque, all three merchants, for the following purposes:

To deal in food products, under the name of "P.-E. Gauthier limitée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 1632 Dufresne, Shawinigan, judicial district of Trois-Rivières.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 26th day of May, 1964.

*RAYMOND DOUVILLE,*  
*Assistant Secretary of the Province.*

7160

2439-64

**Hermas Gibeau's Enterprises Inc.**  
**Les Entreprises Hermas Gibeau inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 2e jour de juin 1964, constituant en corporation: Jean-Paul Dansereau, avocat, 7783, de Marillac, Montréal, Anita Boisvert, secrétaire, 6626, 21e avenue, Montréal, et Monique Bellemare, téléphoniste, 2542, Beaubien, est, Montréal, ces deux dernières filles majeures, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de « Hermas Gibeau's Enterprises Inc.—Les Entreprises Hermas Gibeau inc. », avec un capital total de \$1,000,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 8,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 2e jour de juin 1964.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

7160-o

2171-64

**Hermas Gibeau's Enterprises Inc.**  
**Les Entreprises Hermas Gibeau inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of June, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jean-Paul Dansereau, advocate, 7783 de Marillac, Montreal, Anita Boisvert, secretary, 6626, 21st Avenue, Montreal, and Monique Bellemare, telephone operator, 2542 Beaubien, East, Montreal, the latter two filles majeures, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "Hermas Gibeau's Enterprises Inc.—Les Entreprises Hermas Gibeau inc.", with a total capital stock of \$1,000,000, divided into 2,000 common shares of a par value of \$100 each and 8,000 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 2nd day of June, 1964.

*RAYMOND DOUVILLE,*  
*Assistant Secretary of the Province.*

7160

2171-64

**Imprimerie Ferrol inc.**  
**Ferrol Printing Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 1er jour de juin 1964, constituant en corporation: Pierre Bourque, 48, Chartres, Dollard-des-Ormeaux, Claude Benoit, 1758, Jacques-Lemaistre, Montréal, et François Bélanger, 1049, 6e avenue, Verdun, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme imprimeurs, sous le nom de « Imprimerie Ferrol inc.—Ferrol Printing Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er jour de juin 1964.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

7160-o

2493-64

**Imprimerie Ferrol inc.**  
**Ferrol Printing Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of June, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Pierre Bourque, 48 Charters, Dollard-des-Ormeaux, Claude Benoit, 1758 Jacques-Lemaistre, Montréal, and François Bélanger, 1049, 6th Avenue, Verdun, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as printers, under the name of "Imprimerie Ferrol inc.—Ferrol Printing Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of June, 1964.

*RAYMOND DOUVILLE,*  
*Assistant Secretary of the Province.*

7160

2493-64

**Institut linguistique Viva inc.**  
**Viva Linguistic Institute Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

**Institut linguistique Viva inc.**  
**Viva Linguistic Institute Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent,

été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 3e jour de juin 1964, constituant en corporation: Gioacchino Del Din, Sergio Zardini, tous deux de 201, rue St-Zotique, est, Montréal, et Simon Younes, 4971, Paisley, St-Léonard, tous trois hommes d'affaires, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'éditeurs, imprimeurs, graveurs, relieurs d'oeuvres littéraires et linguistiques et autres commerces semblables, sous le nom de « Institut linguistique Viva inc.—Viva Linguistic Institute Inc. », avec un capital total de \$10,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 201, rue St-Zotique, est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 3e jour de juin 1964.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

7160-o

2285-64

### Italcanda Finance & Investment Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 1er jour de juin 1964, constituant en corporation: Leon Jedeikin, avocat, 11, avenue Windsor, Westmount, Maria Tucci, ménagère, épouse séparée de biens de Gianfranco Tucci, 9295, rue Jeanne-Mance, Montréal, et Giovanni Tucci, courtier en assurances, 9295, rue Jeanne-Mance, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de finance et de placements, sous le nom de « Italcanda Finance & Investment Corporation », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 2015, rue Drummond, chambre 301, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er jour de juin 1964.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

7160

2161-64

### Janripas inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 22e jour de mai 1964, constituant en corporation: Janet Y. Leclaire, secrétaire, fille majeure, 4278, St-Hubert, Montréal, Marie R. Godin, garde-bébé, fille majeure, 10667, Hamelin, app. 1, Montréal, et Joseph D. Levesque, commis voyageur, 10667, Hamelin, app. 1, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de « Janripas inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 5165, rue Sherbrooke, ouest, chambre 204, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22e jour de mai 1964.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

7160-o

2191-64

bearing date the 3rd day of June, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Gioacchino Del Din, Sergio Zardini, both of 201 St-Zotique St., East, Montreal, and Simon Younes, 4971 Paisley, St-Léonard, all three businessmen, for the following purposes:

To carry on the business of publishers, printers, engravers, binders of literary and linguistic works and other similar trades, under the name of "Institut linguistique Viva inc.—Viva Linguistic Institute Inc.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 100 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 201 St-Zotique Street, East, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 3rd day of June, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

7160

2285-64

### Italcanda Finance & Investment Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of June, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Leon Jedeikin, advocate, 11 Windsor Avenue, Westmount, Maria Tucci, housewife, wife separate as to property of Gianfranco Tucci, 9295 Jeanne-Mance Street, Montreal, and Giovanni Tucci, insurance broker, 9295 Jeanne-Mance Street, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a finance and investment company, under the name of "Italcanda Finance & Investment Corporation", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 2015 Drummond Street, Suite 301, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of June, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

7160-o

2161-64

### Janripas inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Janet Y. Leclaire, secretary, fille majeure, 4278 St-Hubert, Montreal, Marie R. Godin, baby-nurse, fille majeure, 10667 Hamelin, apt. 1, Montreal, and Joseph D. Levesque, clerk-traveller, 10667 Hamelin, apt. 1, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and insurance company, under the name of "Janripas inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$100 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 5165 Sherbrooke St. West, Room 204, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

7160

2191-64

**Jones Insurance Inc.**  
**Assurance Jones inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 1er jour de juin 1964, constituant en corporation: W. Stewart Jones, 426, boul. Bédard, William R. Jones, 105, chemin Bethany, tous deux courtiers agréés en assurances, et Pauline Paquette, ménagère, veuve non remariée de feu Edward M. Jones, de son vivant courtier agréé en assurances, 105, chemin Bethany, tous trois de Lachute, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de courtiers et agents en assurances, sous le nom de « Jones Insurance Inc.—Assurance Jones inc. », avec un capital total de \$25,000, divisé en 900 actions ordinaires de \$10 chacune et 1,600 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Lachute, district judiciaire de Terrebonne.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er jour de juin 1964.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
**RAYMOND DOUVILLE.**

7160 2059-64

**Laureal Company Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 29e jour de mai 1964, constituant en corporation: Cécile Messier, secrétaire, célibataire, 6601, Joseph-Renaud, app. 23, Anjou, Georges Costea, technicien, 10685, Des Prairies, Montréal, et Gaëtan E. Lagarde, avocat, 4169, St-Hubert, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de « Laureal Company Limited », avec un capital total de \$10,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 4169, St-Hubert, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 29e jour de mai 1964.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
**RAYMOND DOUVILLE.**

7160 2489-63

**Laurentian Metal Products Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 20e jour de mai 1964, constituant en corporation: Monroe Abbey, 519, avenue Clarke, Westmount, Max Slapack, 5562, Glencrest, Côte-Saint-Luc, tous deux conseils en loi de la Reine, Gregory Charlap, 2990, Soissons, Montréal, Morris Chaikelson, 5162, Isabella, Montréal, et Arthur Shulman, 3445, Ridgewood, Montréal, tous cinq avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de produits en métal et leurs sous-produits, sous le nom de « Laurentian Metal Products Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Lachine, district judiciaire de Montréal.

**Jones Insurance Inc.**  
**Assurance Jones inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of June, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: W. Stewart Jones, 426 Bédard Blvd., William R. Jones, 105 Bethany Road, both chartered insurance brokers, and Pauline Paquette, housewife, unmarried widow of the late Edward M. Jones, in his lifetime chartered insurance broker, 105 Bethany Road, all three of Lachute, for the following purposes:

To carry on the business of insurance brokers and agents, under the name of "Jones Insurance Inc.—Assurance Jones inc.", with a total capital stock of \$25,000, divided into 900 common shares of \$10 each and 1,600 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Lachute, judicial district of Terrebonne.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of June, 1964.

**RAYMOND DOUVILLE,**  
*Assistant Secretary of the Province.*

7160-o 2059-64

**Laureal Company Limited**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Cécile Messier, secretary, spinster, 6601 Joseph-Renaud, apt. 23, Anjou, Georges Costea, technician, 10685 Des Prairies, Montréal, et Gaëtan E. Lagarde, lawyer, 4169 St-Hubert, Montréal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Laureal Company Limited", with a total capital stock of \$10,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 4169 St-Hubert, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of May, 1964.

**RAYMOND DOUVILLE,**  
*Assistant Secretary of the Province.*

7160-o 2489-63

**Laurentian Metal Products Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Monroe Abbey, 519 Clarke Avenue, Westmount, Max Slapack, 5562 Glencrest, Côte-St-Luc, both Queen's Counsels, Gregory Charlap, 2990 Soissons, Montreal, Morris Chaikelson, 5162 Isabella, Montreal, and Arthur Shulman, 3445 Ridgewood, Montreal, all five advocates, for the following purposes:

To deal in all kinds of metal products and by-products, under the name of "Laurentian Metal Products Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 40,000 common shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Lachine, judicial district of Montreal.

Donné au bureau du secrétaire de la province,  
ce 20<sup>e</sup> jour de mai 1964.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

7160

2300-64

Given at the office of the Provincial Secretary,  
this 20th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

7160-o

2300-64

### J. P. MacKimmie & Sons Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 29<sup>e</sup> jour de mai 1964, constituant en corporation: Estelle Cyr, 3415, avenue Girouard, Montréal, Lise Morrissette, 4835, rue Jean-Brillant, Montréal, et Alma Chartrand, 1621, rue Émard, Montréal, toutes trois secrétaires, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de produits alimentaires, sous le nom de « J. P. MacKimmie & Sons Ltd. », avec un capital total de \$400,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$100 chacune et 3,500 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Lachute, district judiciaire de Terrebonne.

Donné au bureau du secrétaire de la province,  
ce 29<sup>e</sup> jour de mai 1964.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

7160

2447-64

### J. P. MacKimmie & Sons Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Estelle Cyr, 3415 Girouard Avenue, Montreal, Lise Morrissette, 4835 Jean-Brillant Street, Montreal, and Alma Chartrand, 1621 Émard Street, Montreal, all three secretaries, for the following purposes:

To deal in foods, under the name of "J. P. MacKimmie & Sons Ltd.", with a total capital stock of \$400,000, divided into 500 common shares of \$100 each and 3,500 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Lachute, judicial district of Terrebonne.

Given at the office of the Provincial Secretary,  
this 29th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

7160-o

2447-64

### Marché Quintal et frère limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 2<sup>e</sup> jour de juin 1964, constituant en corporation: Albert Quintal, épicier, 125, rue Ste-Anne, Varennes, Donat Quintal, épicier, 129, rue Ste-Anne, Varennes, et Bernard E. Blanchard, avocat, 105, 3<sup>e</sup> Avenue, sud, Roxboro, pour les objets suivants:

Faire affaires comme épiciers, sous le nom de « Marché Quintal et frère limitée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$100 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Varennes, district judiciaire de Richelieu.

Donné au bureau du secrétaire de la province,  
ce 2<sup>e</sup> jour de juin 1964.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

7160-o

2108-64

### Marché Quintal et frère limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of June, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Albert Quintal, grocer, 125 Ste-Anne Street, Varennes, Donat Quintal, grocer, 129 Ste-Anne Street, Varennes, and Bernard E. Blanchard, advocate, 105, 3rd Avenue, South, Roxboro, for the following purposes:

To carry on business as grocers, under the name of "Marché Quintal et frère limitée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Varennes, judicial district of Richelieu.

Given at the office of the Provincial Secretary,  
this 2nd day of June, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

7160

2108-64

### Mar-Vy Ltd. Mar-Vy Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 11<sup>e</sup> jour de mai 1964, constituant en corporation: Marcel Lachance, voyageur, Yvy Haycroft, ménagère, épouse séparée de biens dudit Marcel Lachance, tous deux de 269, Place Loiselle, et Jim Cloudsdale, chauffeur, 403, boulevard Duhamel, tous trois de Pincourt, pour les objets suivants:

Faire affaires comme buandiers, sous le nom de « Mar-Vy Ltd.—Mar-Vy Itée », avec un capital total de \$10,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 131, boulevard Duhamel, Pincourt, district judiciaire de Montréal.

### Mar-Vy Ltd. Mar-Vy Itée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Marcel Lachance, traveller, Yvy Haycroft, housewife, wife separate as to property of the said Marcel Lachance, both of 269 Place Loiselle, and Jim Cloudsdale, chauffeur, 403 Duhamel Boulevard, all three of Pincourt, for the following purposes:

To carry on business as laundrymen, under the name of "Mar-Vy Ltd.—Mar-Vy Itée", with a total capital stock of \$10,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 131 Duhamel Boulevard, Pincourt, judicial district of Montreal.

Donné au bureau du secrétaire de la province,  
ce 11e jour de mai 1964.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

7160-o

2128-64

**Meublo Itée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 25e jour de mai 1964, constituant en corporation: Jacques Miller, comptable, 715, avenue Monk, Québec, Bertrand Laroche, comptable, 2185, des Intendants, Québec, Dollard Huot, comptable, 814, Madeleine de Verchères, Québec, Raymond Couillard, comptable, 2135, Marillac, Sillery, Adrien Côté, comptable 2516, de la Falaise, Sillery, Denis Schmouth, comptable, 839, Pierre-Maufay, Ste-Foy, et Pierre Barry, 1136, Villemont, Sillery, pour les objets suivants:

Commerce de meubles et appareils électriques, sous le nom de « Meublo Itée », avec un capital total de \$100,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$25 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$25 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province,  
ce 25e jour de mai 1964.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

7160-o

2286-64

**Mexi-Cattle Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 29e jour de mai 1964, constituant en corporation: John L. Liberman, avocat, 7487, chemin Spring, Côte-Saint-Luc, Eleanor Rosenthal, 5200, avenue Grenier, Montréal, et Naomi Hughes Hallett, 3375, Ridgewood, Montréal, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de bestiaux, animaux de la ferme, produits de la ferme, moulées, équipement et produits relatifs ou se rapportant à l'agriculture, sous le nom de « Mexi-Cattle Ltd. », avec un capital total de \$10,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 9,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 5545, rue St-Dominique, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province,  
ce 29e jour de mai 1964.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

7160

2457-64

**Montcalm Construction Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 1er jour de juin 1964, constituant en corporation: Nathan A. Levitsky, avocat, 17, Normandy Dr., Mont Royal, Rona Lassner, 4760, Maplewood, Montréal, et Madeleine Iknejian, 7311, 9e Avenue, St-Michel, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

Given at the office of the Provincial Secretary,  
this 11th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

7160

2128-64

**Meublo Itée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jacques Miller, accountant, 715 Monk Avenue, Québec, Bertrand Laroche, accountant, 2185 des Intendants, Québec, Dollard Huot, accountant, 814 Madeleine de Verchères, Québec, Raymond Couillard, accountant, 2135 Marillac, Sillery, Adrien Côté, accountant, 2516 de la Falaise, Sillery, Denis Schmouth, accountant, 839 Pierre-Maufay, Ste-Foy, and Pierre Barry, 1136 Villemont, Sillery, for the following purposes:

To carry on the business of furniture and electrical apparatus, under the name of "Meublo Itée", with a total capital stock of \$100,000, divided into 2,000 common shares of \$25 each and 2,000 preferred shares of \$25 each.

The head office of the company will be at Québec, judicial district of Québec.

Given at the office of the Provincial Secretary,  
this 25th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

7160

2286-64

**Mexi-Cattle Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: John L. Liberman, advocate, 7487 Spring Road, Côte-St-Luc, Eleanor Rosenthal, 5200 Grenier Avenue, Montreal, and Naomi Hughes Hallett, 3375 Ridgewood, Montreal, the latter two secretaries, filles majeures, for the following purposes:

To deal in cattle, farm animals, farm produce, feed, equipment and products connected with or resulting from agriculture, under the name of "Mexi-Cattle Ltd.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 1,000 common shares of a par value of \$1 each and 9,000 preferred shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company will be at 5545 St-Dominique Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary,  
this 29th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

7160-o

2457-64

**Montcalm Construction Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of June, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Nathan A. Levitsky, advocate, 17 Normandy Dr., Mount Royal, Rona Lassner, 4760 Maplewood, Montreal, and Madeleine Iknejian, 7311, 9th Avenue, St-Michel, the latter two secretaries, filles majeures, for the following purposes:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles, sous le nom de « Montcalm Construction Inc. », avec un capital total de \$10,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$10 chacune et 900 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er jour de juin 1964.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

7160

2477-64

To carry on the business of a real estate company, under the name of "Montcalm Construction Inc.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 100 common shares of \$10 each and 900 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of June, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

7160-0

2477-64

**Nora Investment Co. Ltd.  
La Cie d'investissements Nora Itée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 27e jour de mai 1964, constituant en corporation: Maxwell Shenker, avocat, 2015, rue Drummond, Montréal, Max M. Teitelbaum, avocat, 2022, rue Ward, St-Laurent, Barbara Eliosoff, 2555, Benny, Montréal, et Catherine Ewart, 4639, Godard, Pierrefonds, ces deux dernières secrétaires, célibataires, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de « Nora Investment Co. Ltd.—La Cie d'investissements Nora Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 27e jour de mai 1964.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

7160

2395-64

**Nora Investment Co. Ltd.  
La Cie d'investissements Nora Itée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Maxwell Shenker, advocate, 2015 Drummond Street, Montreal, Max M. Teitelbaum, advocate, 2022 Ward Street, St-Laurent, Barbara Eliosoff, 2555 Benny, Montreal, and Catherine Ewart, 4639 Godard, Pierrefonds, the latter two secretaries, spinsters, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Nora Investment Co. Ltd.—La Cie d'investissements Nora Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 27th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

7160-0

2395-64

**P.M.S. Enterprises Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 1er jour de juin 1964, constituant en corporation: James Andrew Grant, avocat, Margot Mary Quinn et Denise-Marie Landry, ces deux dernières secrétaires, célibataires, tous trois de 1155, boulevard Dorchester ouest, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles, de portefeuille et de placements, sous le nom de « P.M.S. Enterprises Inc. », avec un capital total de \$350,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune, 1,000 actions privilégiées catégorie « A » d'une valeur au pair de \$1 chacune et 345,000 actions privilégiées catégorie « B » d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 395, rue Mayor, chambre 1011, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er jour de juin 1964.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

7160

2474-64

**P.M.S. Enterprises Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of June, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: James Andrew Grant, advocate, Margot Mary Quinn and Denise-Marie Landry, the latter two secretaries, spinsters, all three of 1155 Dorchester Boulevard West, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, holding and investment company, under the name of "P.M.S. Enterprises Inc.", with a total capital stock of \$350,000, divided into 400 common shares of the par value of \$10 each, 1,000 class "A" preferred shares of the par value of \$1 each and 345,000 class "B" preferred shares of the par value of \$1 each.

The head office of the company will be at 395 Mayor Street, Room 1011, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of June, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

7160-0

2474-64

**Panellion Super Market Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la

**Panellion Super Market Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of May, 1964, have

province de Québec, des lettres patentes, en date du 28e jour de mai 1964, constituant en corporation: Angelos Dedes, 5286, Waverley, Dimitre Rokakis, 266, St-Viateur ouest, et Nick Kontogonis, 5826, avenue du Parc, tous trois épiciers, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de bouchers et épiciers, sous le nom de « Panellinion Super Market Ltd. », avec un capital total de \$5,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 4,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 28e jour de mai 1964.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

**RAYMOND DOUVILLE.**

7160

2422-64

**Panoramic Construction Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 25e jour de mai 1964, constituant en corporation: Saul Handelman, Morton Bell, Stanley Cytrynbaum et Lawrence L. Fligel, avocats, de 1255, rue University, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs et d'entrepreneurs en construction, sous le nom de « Panoramic Construction Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 25e jour de mai 1964.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

**RAYMOND DOUVILLE.**

7160

2372-64

**P. Paquette Transport Co. Ltd.  
La Cie de transport P. Paquette Itée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 25e jour de mai 1964, constituant en corporation: Pierrette Paquette, fille majeure, 3930, Coderre, Saint-Hubert, Samuel Dominique, 141, boulevard Ste-Foy, Jacques-Cartier, et Roger Prud'Homme, 3930, Coderre, St-Hubert, tous trois industriels, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs généraux, sous le nom de « P. Paquette Transport Co. Ltd. — La Cie de transport P. Paquette Itée », avec un capital total de \$100,000, divisé en 700 actions ordinaires de \$100 chacune et 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Hubert, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 25e jour de mai 1964.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

**RAYMOND DOUVILLE.**

7160

2373-64

**Les Petits Placements inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la

Province of Quebec, incorporating: Angelos Dedes, 5286 Waverley, Dimitre Rokakis, 266 St-Viateur West, and Nick Kontogonis, 5826 Park Avenue, all three grocers, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of butchers and grocers, under the name of "Panellinion Super Market Ltd.", with a total capital stock of \$5,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each and 4,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of May, 1964.

*RAYMOND DOUVILLE,*

*Assistant Secretary of the Province.*

7160-o

2422-64

**Panoramic Construction Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Saul Handelman, Morton Bell, Stanley Cytrynbaum and Lawrence L. Fligel, advocates, of 1255 University Street, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of builders and building contractors, under the name of "Panoramic Construction Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 25th day of May, 1964.

*RAYMOND DOUVILLE,*

*Assistant Secretary of the Province.*

7160-o

2372-64

**P. Paquette Transport Co. Ltd.  
La Cie de transport P. Paquette Itée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Pierrette Paquette, spinster of the full age of majority, 3930 Coderre, St-Hubert, Samuel Dominique, 141 Ste-Foy Boulevard, Jacques-Cartier, and Roger Prud'Homme, 3930 Coderre, St-Hubert, all three industrialists, for the following purposes:

To carry on the business of general contractors, under the name of "P. Paquette Transport Co. Ltd. — La Cie de transport P. Paquette Itée", with a total capital stock of \$100,000, divided into 700 common shares of \$100 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at St-Hubert, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 25th day of May, 1964.

*RAYMOND DOUVILLE,*

*Assistant Secretary of the Province.*

7160-o

2373-64

**Les Petits Placements inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of May, 1964, have

province de Québec, des lettres patentes, en date du 29<sup>e</sup> jour de mai 1964, constituant en corporation: Robert Delisle, ajusteur, 21, rue St-André, Cécile E. Comeau, inspecteur, 536, rue Richard, André P. Casgrain, avocat, rue de la Sapinière, André Bilodeau, représentant, 48a, rue Dollard, Gilbert Jean, gérant, 492, rue Robitaille, Gilles Jutras, gérant de district, 65, rue Desjardins, Jean Lebel, livreur, 27, rue Laval, André-Albert Labbé, contrôleur, 33, 4<sup>e</sup> Rue, Marcel Crevier, avocat, 211, rue St-Jean-Baptiste, tous neuf de Rimouski, et Gaston Pelletier, ajusteur, 44, rue Riverin, Matane, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeubles, de construction et de placements, sous le nom de « Les Petits Placements inc. », avec un capital total de \$365,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$25 chacune et en 36,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Rimouski, district judiciaire de Rimouski.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 29<sup>e</sup> jour de mai 1964.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

7160-o

2330-64

#### Pièces d'auto (Grand'Mère) inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 11<sup>e</sup> jour de mai 1964, constituant en corporation: Paul-René Langlois, pharmacien, 453, 19<sup>e</sup> rue, Rosaire Boucher, optométriste, 561, 5<sup>e</sup> rue, et Aimée Plante, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens d'Yves Langlois, 453, 19<sup>e</sup> rue, tous trois de Grand'Mère, pour les objets suivants:

Commerce de pièces et accessoires de véhicules automobiles, sous le nom de « Pièces d'auto (Grand'Mère) inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 997, 6<sup>e</sup> avenue, Grand'Mère, district judiciaire de Trois-Rivières.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 11<sup>e</sup> jour de mai 1964.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

7160-o

2015-64

#### L. Poulin construction Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 1<sup>er</sup> jour de juin 1964, constituant en corporation: Laurent Poulin, entrepreneur, Marie-Paule Paré, secrétaire, épouse séparée de biens dudit Laurent Poulin, tous deux de 5510, Menneville, St-Léonard, et Jean-Paul Gagné, avocat, 1375, chemin Lucerne, Mont-Royal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « L. Poulin construction Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Léonard, district judiciaire de Montréal.

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Robert Delisle, ajusteur, 21 St-André St., Cécile E. Comeau, inspector, 536 Richard St., André P. Casgrain, advocate, de la Sapinière St., André Bilodeau, representative, 48a Dollard St., Gilbert Jean, manager, 492 Robitaille St., Gilles Jutras, district manager, 65 Desjardins St., Jean Lebel, delivery-man, 27 Laval St., André-Albert Labbé, controller, 33, 4th Street, Marcel Crevier, advocate, 211 St-Jean-Baptiste St., all nine of Rimouski, and Gaston Pelletier, adjuster, 44 Riverin St., Matane, for the following purposes:

To carry on business as a real estate, construction and investment company, under the name of "Les Petits Placements inc.", with a total capital stock of \$365,000, divided into 200 common shares of \$25 each and 36,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Rimouski, judicial district of Rimouski.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

7160

2330-64

#### Pièces d'auto (Grand'Mère) inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Paul-René Langlois, pharmacist, 453, 19th Street, Rosaire Boucher, optometrist, 561, 5th Street, and Aimée Plante, housewife, wife contractually separate as to property of Yves Langlois, 453, 19th Street, all three of Grand'Mère, for the following purposes:

To deal in parts and accessories for automobiles, under the name of "Pièces d'auto (Grand'Mère) inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 997, 6th Avenue, Grand'Mère, judicial district of Trois-Rivières.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 11th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

7160

2015-64

#### L. Poulin construction Itée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of June, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Laurent Poulin, contractor, Marie-Paule Paré, secretary, wife separate as to property of the said Laurent Poulin, both of 5510 Menneville, St-Léonard, and Jean-Paul Gagné, advocate, 1375 Lucerne Road, Mount Royal, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "L. Poulin construction Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at St-Léonard, judicial district of Montreal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er jour de juin 1964.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

7160-o 2454-64

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of June, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

7160 2454-64

**Proctor Lake Community Association**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 21e jour de mai 1964, constituant en corporation sans capital-actions: George L. Vickerson, ingénieur professionnel, 377, avenue Leacross, Mont Royal, Douglass Robertson, ingénieur professionnel, 69, Levington Drive, Beaconsfield, Mme Robert Griffin, ménagère, épouse dûment autorisée de Robert Griffin, 180, avenue Morrison, Mont Royal, Frederick E. Clarke, ingénieur professionnel, 55, avenue Brock, Montréal Ouest, Mme J. Kenneth Mackenzie, ménagère, épouse dûment autorisée de J. Kenneth Mackenzie, 25, avenue Wolseley, Montréal Ouest, et Carl Duncan Dennis Jr., administrateur de publicité, 3410, avenue Atwater, Montréal, pour les objets suivants:

Promouvoir les intérêts de personnes possédant des propriétés aux environs des bords du Lac Proctor et voisinage, sous le nom de « Proctor Lake Community Association ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est de \$25,000.

Le siège social de la corporation sera à Mont Royal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21e jour de mai 1964.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

7160 2304-64

**Proctor Lake Community Association**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: George L. Vickerson, professional engineer, 377 Leacross Avenue, Mount Royal, Douglass Robertson, professional engineer, 69 Levington Drive, Beaconsfield, Mrs. Robert Griffin, housewife, wife duly authorized of Robert Griffin, 180 Morrison Avenue, Mount Royal, Frederick E. Clarke, professional engineer, 55 Brock Avenue, Montreal West, Mrs. J. Kenneth Mackenzie, housewife, wife duly authorized of J. Kenneth Mackenzie, 25 Wolseley Avenue, Montreal West, and Carl Duncan Dennis Jr., advertising executive, 3410 Atwater Avenue, Montreal, for the following purposes:

To promote the interests of persons owning property around the shores of Proctor Lake and vicinity, under the name of "Proctor Lake Community Association".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold, is to be limited, is \$25,000.

The head office of the corporation will be at Mount Royal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

7160-o 2304-64

**Les Promotions Little Beaver inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 2e jour de juin 1964, constituant en corporation: Rhéal Gagné, comptable, 1545, rue Sauriol, Marcel Gagné, comptable, 57, rue St-Jacques, ouest, et Monique Grégoire, secrétaire, épouse séparée de biens d'André Germain, 57, rue St-Jacques, ouest, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Organisations sportives et artistiques, sous le nom de « Les Promotions Little Beaver inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 57, rue St-Jacques, ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 2e jour de juin 1964.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

7160-o 2226-64

**Les Promotions Little Beaver inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of June, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Rhéal Gagné, accountant, 1545 Sauriol St., Marcel Gagné, accountant, 57 St-Jacques St., West, and Monique Grégoire, secretary, wife separate as to property of André Germain, 57 St-Jacques St., West, all three of Montreal, for the following purposes:

Sports and artistic organizations, under the name of "Les Promotions Little Beaver inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 57 St-Jacques St., West, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 2nd day of June, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

7160 2226-64

**Provost construction inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13e jour de mai 1964, constituant en corporation: Gisèle Provencher, ménagère, épouse de

**Provost construction inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Gisèle Provencher, housewife, wife of Stanislas Robidas,

Stanislas Robidas, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, 2742, Joseph-Nolet, Montréal, Huguette Garneau, secrétaire, fille majeure, 4415, rue St-André, Montréal, et Charles E. Poirier, notaire, 4032, rue Parc Lafontaine, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de « Provost construction inc. », avec un capital total de \$5,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 2742, rue Joseph-Nolet, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour de mai 1964.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

7160-0

2139-64

### Publitex inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 1er jour de juin 1964, constituant en corporation: Michel Provost, scripteur, 4, 55e Avenue, Bois-des-Filion, Paul Legault, réalisateur, 772, Davaar, Outremont, et Serge Deyglun, scripteur, 674, avenue Roslyn, Westmount, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'imprimeurs, éditeurs, papetiers, lithographes, graveurs, relieurs, libraires, fondeurs typographiques et autres commerces semblables, sous le nom de « Publitex inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,200 actions ordinaires de \$10 chacune et en 2,800 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er jour de juin 1964.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

7160-0

2183-64

### Regent Auto Wash Centre Inc. Centre de lavage d'auto Regent inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 29e jour de mai 1964, constituant en corporation: Manuel Shacter, 4870, chemin Circle, Montréal, Richard Gottlieb, 2960, Maplewood, Montréal, et Arthur Marcovitch, 5525, Trent, Côte-Saint-Luc, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de garagistes, sous le nom de « Regent Auto Wash Centre Inc.—Centre de lavage d'auto Regent inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 36,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 29e jour de mai 1964.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

7160

2170-64

### Laurent Riendeau ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

and duly authorized by him for these presents, 2742 Joseph-Nolet, Montreal, Huguette Garneau, secretary, fille majeure, 4415 St-André St., Montreal, and Charles E. Poirier, notary, 4032 Parc Lafontaine St., Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Provost construction inc.", with a total capital stock of \$5,000, divided into 1,000 common shares of \$5 each.

The head office of the company will be at 2742 Joseph-Nolet St., Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

7160

2139-64

### Publitex inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of June, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Michel Provost, writer, 4, 55th Avenue, Bois-des-Filion, Paul Legault, producer, 772, Davaar, Outremont, and Serge Deyglun, writer, 674 Roslyn Avenue, Westmount, for the following purposes:

To carry on business as printers, publishers, paper-makers, lithographers, engravers, binders, booksellers, type-founders and other similar trades, under the name of "Publitex inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,200 common shares of \$10 each and 2,800 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of June, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

7160

2183-64

### Regent Auto Wash Centre Inc. Centre de lavage d'auto Regent inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Manuel Shacter, 4870 Circle Road, Montreal, Richard Gottlieb, 2960 Maplewood, Montreal, and Arthur Marcovitch, 5525 Trent, Côte-St-Luc, all three advocates, for the following purposes:

To do business as garage-keepers, under the name of "Regent Auto Wash Centre Inc.—Centre de lavage d'auto Regent inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$1 each and 36,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

7160-0

2170-64

### Laurent Riendeau ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent,

été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 26e jour de mai 1964, constituant en corporation: Marcel Belleville, Robert Benoit, avocats, de 204, Notre-Dame, ouest, Montréal, et Monique Léonard, secrétaire, fille majeure, 3971, rue St-Hubert, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme épiciers-bouchers, sous le nom de « Laurent Riendeau ltée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 26e jour de mai 1964.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

7160-o 1627-64

**René St-Pierre inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 2e jour de juin 1964, constituant en corporation: Antonio St-Pierre, René St-Pierre et Jean St-Pierre, marchands, de Papineauville, pour les objets suivants:

Faire affaires comme épiciers et bouchers, sous le nom de « René St-Pierre inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Papineauville, district judiciaire de Hull.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 2e jour de juin 1964.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

7160-o 2162-64

**Salo Selzer Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 1er jour de juin 1964, constituant en corporation: Nathan A. Levitsky, avocat, 17, Normandy Drive, Mont Royal, Rona Lassner, 4760, avenue Maplewood, Montréal, et Madeleine Iknejian, 7311, 9e Avenue, Saint-Michel, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles, sous le nom de « Salo Selzer Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er jour de juin 1964.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

7160 2475-64

**L. M. Sauvé (1964) limitée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 1er jour de juin 1964, constituant en corporation: Lucien-Maurice Sauvé, industriel, Thérèse Kimpan, secrétaire, épouse séparée de biens

bearing date the 26th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Marcel Belleville, Robert Benoit, advocates, 204 Notre-Dame, West, Montreal, and Monique Léonard, secretary, fille majeure, 3971 St-Hubert Street, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as grocers-butchers, under the name of "Laurent Riendeau ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 26th day of May, 1964.

*RAYMOND DOUVILLE,*  
*Assistant Secretary of the Province.*

7160 1627-64

**René St-Pierre inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of June, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Antonio St-Pierre, René St-Pierre and Jean St-Pierre, merchants, of Papineauville, for the following purposes:

To carry on business as grocers and butchers, under the name of "René St-Pierre inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Papineauville, judicial district of Hull.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 2nd day of June, 1964.

*RAYMOND DOUVILLE,*  
*Assistant Secretary of the Province.*

7160 2162-64

**Salo Selzer Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of June, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Nathan A. Levitsky, advocate, 17 Normandy Drive, Mount Royal, Rona Lassner, 4760 Maplewood Avenue, Montreal, and Madeleine Iknejian, 7311, 9th Avenue, St-Michel, the latter two secretaries, filles majeures, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate company, under the name of "Salo Selzer Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of June, 1964.

*RAYMOND DOUVILLE,*  
*Assistant Secretary of the Province.*

7160-o 2475-64

**L. M. Sauvé (1964) limitée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of June, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Lucien-Maurice Sauvé, industrialist, Thérèse Kimpan, secretary, wife separate as to property of the said

dudit Lucien-Maurice Sauvé, tous deux de 7055, rue Marquette, et Albert Sauvé, briqueteur, 7033, rue Marquette, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « L. M. Sauvé (1964) limitée », avec un capital total de \$100,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er jour de juin 1964.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

7160-o

2467-64

Lucien-Maurice Sauvé, both of 7055 Marquette St., and Albert Sauvé, brick-layer, 7033 Marquette St., all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "L. M. Sauvé (1964) limitée", with a total capital stock of \$100,000, divided into 1,000 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of June, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

7160

2467-64

### Scriptex (1964) Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 1er jour de juin 1964, constituant en corporation: Serge Deyglun, scripteur, 674, avenue Roslyn, Westmount, Paul Legault, réalisateur, 772, Davaar, Outremont, Marc Rinfret, administrateur, 5022, avenue Victoria, Montréal, et Jean-Paul Labrecque, comptable, 6825, Jean-Lecompte, Montréal, pour les objets suivants:

Rédiger, reviser ou adopter des textes pour des émissions ou projets d'émissions radiophoniques, de télévision, de cinéma et pour fins publicitaires, sous le nom de « Scriptex (1964) Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,200 actions ordinaires de \$10 chacune et en 2,800 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er jour de juin 1964.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

7160-o

2109-64

### Scriptex (1964) Itée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of June, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Serge Deyglun, writer, 674 Roslyn Avenue, Westmount, Paul Legault, producer, 772 Davaar, Outremont, Marc Rinfret, executive, 5022 Victoria Avenue, Montreal, and Jean-Paul Labrecque, accountant, 6825 Jean-Lecompte, Montreal, for the following purposes:

Write, revise or adopt texts for radio, television, motion picture broadcastings or broadcasting projects and for publicity purposes, under the name of "Scriptex (1964) Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,200 common shares of \$10 each and 2,800 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of June, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

7160

2109-64

### Seguin & Legault inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 29e jour de mai 1964, constituant en corporation: Romuald Seguin, marchand, 757, Rachel, est. Montréal, Pierre Legault, marchand, 6311, Louis-Hémon, Montréal, et Alain Voizard, notaire, Ste-Adèle-en-Haut, comté de Terrebonne, pour les objets suivants:

Exercer dans toutes ses spécialités le commerce de quincaillerie, sous le nom de « Seguin & Legault inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune, 300 actions privilégiées classe « A » d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 500 actions privilégiées classe « B » d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 29e jour de mai 1964.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

7160-o

2419-64

### Seguin & Legault inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Romuald Seguin, merchant, 757 Rachel East, Montreal, Pierre Legault, merchant, 6311 Louis-Hémon, Montreal, and Alain Voizard, notary, Ste-Adèle-en-Haut, county of Terrebonne, for the following purposes:

To carry on business, in all its specialties, dealing in hardware, under the name of "Seguin & Legault inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 500 common shares of a par value of \$10 each, 300 preferred class "A" shares of a par value of \$100 each and 500 preferred class "B" shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

7160

2419-64

### Société de gestion Notre-Dame inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

### Société de gestion Notre-Dame inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent,

été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 29e jour de mai 1964, constituant en corporation: Wilfrid Méthot fils, marchand, Michel St-Pierre, entrepreneur, et Dr Jérôme Girard, médecin-vétérinaire, tous trois de Notre-Dame-du-Bon-Conseil, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de construction, de placements et de portefeuille, sous le nom de « Société de gestion Notre-Dame inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$1 chacune, 100 actions privilégiées classe « A » d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 3,800 actions privilégiées classe « B » d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Notre-Dame-du-Bon-Conseil, district judiciaire d'Arthabaska.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 29e jour de mai 1964.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

7160-o

1879-64

bearing date the 29th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Wilfrid Méthot Jr., merchant, Michel St-Pierre, contractor, and Dr. Jérôme Girard, veterinary doctor, all three of Notre-Dame-du-Bon-Conseil, for the following purposes:

To carry on business as a construction, investment and holding company, under the name of "Société de gestion Notre-Dame inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of \$1 each, 100 preferred class "A" shares of a nominal value of \$10 each and 3,800 preferred class "B" shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company will be at Notre-Dame-du-Bon-Conseil, judicial district of Arthabaska.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

7160

1879-64

**La Société de reclassement des travailleurs de l'amiante**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 16e jour de juin 1964, constituant en corporation sans capital-actions: Jean Marchand, administrateur, 135, Aberdeen, Québec, J.-A.-D. Marcotte, administrateur, 410, Notre-Dame, nord, Thetford Mines, et Pierre F. Côté, avocat, 3334, Hertel, Ste-Foy, pour les objets suivants:

Venir en aide aux travailleurs de l'amiante mis à pied dans les régions de Thetford Mines et Black Lake et plus particulièrement veiller à leur réadaptation et à leur reorientation dans le domaine du travail, sous le nom de « La Société de reclassement des travailleurs de l'amiante ».

Le siège social de la corporation sera à Thetford Mines, district judiciaire de Mégantic.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 16e jour de juin 1964.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

7160-o

2750-64

**La Société de reclassement des travailleurs de l'amiante**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of June, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Jean Marchand, executive, 135 Aberdeen, Québec, J.-A.-D. Marcotte, executive, 410 Notre-Dame North, Thetford Mines, and Pierre F. Côté, advocate, 3334 Hertel, Ste-Foy, for the following purposes:

To help workers in asbestos who have been dismissed in the regions of Thetford Mines and Black Lake, and more particularly see to their rehabilitation and a new orientation in the labour field, under the name of "La Société de reclassement des travailleurs de l'amiante".

The head office of the corporation will be at Thetford Mines, judicial district of Mégantic.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 16th day of June, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

7160

2750-64

**Solty Landscaping Limited  
Paysagistes Solty limitée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 28e jour de mai 1964, constituant en corporation: John Fitzwilliam Stairs, avocat et conseil en loi de la Reine, 901, carré Victoria, Montréal, Hubert Sénécal, avocat, 901, carré Victoria, Montréal, et Mary Griffiths, comptable, célibataire, 901, carré Victoria, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce et les activités de paysagistes et jardiniers, pépiniéristes et développeurs de grains et cultivateurs, sous le nom de « Solty Landscaping Limited — Paysagistes Solty limitée », avec un capital-actions divisé en 1,000 actions ordinaires sans valeur nominale ou au pair et 3,600 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

**Solty Landscaping Limited  
Paysagistes Solty limitée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: John Fitzwilliam Stairs, advocate and Queen's Counsel, 901 Victoria Square, Montreal, Hubert Sénécal, advocate, 901 Victoria Square, Montreal, and Mary Griffiths, accountant, spinster, 901 Victoria Square, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business and operations of landscaping and gardeners, nurserymen and seed-growers and developers, under the name of "Solty Landscaping Limited — Paysagistes Solty limitée", with a capital divided into 1,000 common shares without nominal or par value and 3,600 preferred shares of the par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Donné au bureau du secrétaire de la province,  
ce 28<sup>e</sup> jour de mai 1964.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

7160

2220-64

Given at the office of the Provincial Secretary,  
this 28th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

7160-o

2220-64

### South West Paving & Landscape Company Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 27<sup>e</sup> jour de mai 1964, constituant en corporation: Mario Viviani, entrepreneur, Anna Ferretti, ménagère, épouse commune en biens dudit Mario Viviani, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de 4246, rue Girouard, Montréal, et Raymond Souchereau, comptable agréé, 242, Boischatel, Pont-Viau, pour les objets suivants:

Faire du pavage et exercer le commerce de marchands de pierres, sous le nom de « South West Paving & Landscape Company Ltd. », avec un capital total de \$10,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 4250, rue Girouard, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province,  
ce 27<sup>e</sup> jour de mai 1964.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

7160-o

2287-64

### South West Paving & Landscape Company Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Mario Viviani, contractor, Anna Ferretti, housewife, wife common as to property of the said Mario Viviani, and duly authorized by him for these presents, both of 4246 Girouard St., Montreal, and Raymond Souchereau, chartered accountant, 242 Boischatel, Pont-Viau, for the following purposes:

To carry on business paving and to act as stone merchants, under the name of "South West Paving & Landscape Company Ltd.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each.

The head office of the company will be at 4250 Girouard St., Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary,  
this 27th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

7160

2287-64

### Trans St-Laurent construction inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 28<sup>e</sup> jour de mai 1964, constituant en corporation: André Marceau, avocat, 1529, boul. de l'Entente, Yolande Nadeau, 862, 8<sup>e</sup> Avenue, et Marie Boisvert, 928, avenue Murray, ces deux dernières secrétaires, célibataires majeures, tous trois de Québec, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeubles, de construction et de portefeuille (holding), sous le nom de « Trans St-Laurent construction inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1033, route de l'Église, Ste-Foy, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province,  
ce 28<sup>e</sup> jour de mai 1964.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

7160-o

2436-64

### Trans St-Laurent construction inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: André Marceau, advocate, 1529 de l'Entente Blvd., Yolande Nadeau, 862, 8th Ave., and Marie Boisvert, 928 Murray Ave., the two latter secretaries, spinsters of the full age of majority, all three of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as a real estate, construction and holding company, under the name of "Trans St-Laurent construction inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 1033 Church Road, Ste-Foy, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary,  
this 28th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

7160

2436-64

### Trans St-Laurent équipement inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 28<sup>e</sup> jour de mai 1964, constituant en corporation: André Marceau, avocat, 1529, boul. de l'Entente, Québec, Yolande Nadeau, secrétaire, 862, 8<sup>e</sup> Avenue, Québec, et Marie Boisvert, secrétaire, 928, Murray, Québec, ces deux dernières célibataires majeures, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de véhicules automobiles, leurs accessoires et parties et faire affaires comme

### Trans St-Laurent équipement inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: André Marceau, advocate, 1529 de l'Entente Blvd., Québec, Yolande Nadeau, secretary, 862, 8th Ave., Québec, and Marie Boisvert, secretary, 928 Murray, Québec, the two latter spinsters of the full age of majority, for the following purposes:

To carry on business dealing in automobiles, their accessories and parts, and to act as gara-

garagistes, sous le nom de « Trans St-Laurent équipement inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1033, route de l'Église, Ste-Foy, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 28e jour de mai 1964.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

7160-o

2437-64

**Valgaume inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 21e jour de mai 1964, constituant en corporation: Albert Quintal, épiciier, Fernande Quintal, ménagère, épouse commune en biens dudit Albert Quintal, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de rue Ste-Anne, Varennes, Clément Beauvais, commerçant, 27, St-Louis, LeMoyné, Rémi Dansereau, vendeur, 39, Ste-Geneviève, Verchères, René Berthiaume, entrepreneur, Marie-Victorin, Varennes, Gilles Laflamme, agent d'assurance, Marie-Victorin, Verchères, Laurent Jetté, commerçant, 22, Guérin, Boucherville, Jean-Marie Gauthier, commis, 65, Choquette, Varennes, Yvon Ménard, professeur, 3220, Monseigneur-Laffèche, Tracy, Marc Vallerand, entrepreneur, 1155, Caumartin, St-Hubert, Alfred Vallerand, entrepreneur, 1105, Caumartin, St-Hubert, Grégoire Vallerand, journalier, 2148, St-Thomas, Jacques-Cartier, Raymond Fillion, garagiste, 1819, avenue des Pins, LeMoyné, Estelle Morin, professeur, épouse contractuellement séparée de biens de Lucien Lanciault, route Marie-Victorin, Tracy, et Ange-Marie Bérubé, machiniste, 901, rue Bonin, Tracy, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de portefeuille (holding), sous le nom de « Valgaume inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Varennes, district judiciaire de Richelieu.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21e jour de mai 1964.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

7160-o

2284-64

**Valles Farm Products Co.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 22e jour de mai 1964, constituant en corporation: Guy Dulude, avocat, Roger Taillon et Élie Côté, comptables, tous trois de 57, rue St-Jacques ouest, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'épicerie, sous le nom de « Valles Farm Products Co. », avec un capital-actions divisé en 150 actions ordinaires sans valeur au pair.

Le siège social de la compagnie sera 1212, rue Notre-Dame ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22e jour de mai 1964.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

7160

2214-64

gemen, under the name of "Trans St-Laurent équipement inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 1033 Church Road, Ste-Foy, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

7160

2437-64

**Valgaume inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Albert Quintal, grocer, Fernande Quintal, housewife, wife common as to property of the said Albert Quintal, and duly authorized by him for the purpose of these presents, both of Ste-Anne Street, Varennes, Clément Beauvais, merchant, 27 St-Louis, LeMoyné, Rémi Dansereau, salesman, 39 Ste-Geneviève, Verchères, René Berthiaume, contractor, Marie-Victorin, Varennes, Gilles Laflamme, insurance agent, Marie-Victorin, Verchères, Laurent Jetté, merchant, 22, Guérin, Boucherville, Jean-Marie Gauthier, clerk, 65 Choquette, Varennes, Yvon Ménard, professor, 3220 Monseigneur-Laffèche, Tracy, Marc Vallerand, contractor, 1155 Caumartin, St-Hubert, Alfred Vallerand, contractor, 1105 Caumartin, St-Hubert, Grégoire Vallerand, labourer, 2148 St-Thomas, Jacques-Cartier, Raymond Fillion, garage-keeper, 1819 des Pins Avenue, LeMoyné, Estelle Morin, professor, wife contractually separate as to property of Lucien Lanciault, Marie-Victorin highway, Tracy, and Ange-Marie Bérubé, machinist, 901 Bonin Street, Tracy, for the following purposes:

To carry on business as a holding company, under the name of "Valgaume inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Varennes, judicial district of Richelieu.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

7160

2284-64

**Valles Farm Products Co.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Guy Dulude, advocate, Roger Taillon and Élie Côté, accountants, all three of 57 St. James Street West, Montreal, for the following purposes:

To deal in groceries, under the name of "Valles Farm Products Co.", with a capital stock divided into 150 common shares without par value.

The head office of the company will be at 1212 Notre-Dame Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

7160-o

**Robert Verrier & fils ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 27<sup>e</sup> jour de mai 1964, constituant en corporation: Robert Verrier, courtier en assurance, Michel Verrier, courtier en assurance, et René Verrier, comptable, tous trois de St-Cyrille de Wendover, pour les objets suivants:

Faire affaires comme courtiers et agents en assurance, sous le nom de « Robert Verrier & fils ltée », avec un capital total de \$100,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$10 chacune, 100 actions privilégiées classe « A » de \$10 chacune et en 980 actions privilégiées classe « B » de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Cyrille de Wendover, comté de Drummond, district judiciaire d'Arthabaska.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 27<sup>e</sup> jour de mai 1964.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

7160-o

2411-64

**Robert Verrier & fils ltée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Robert Verrier, insurance broker, Michel Verrier, insurance broker, and René Verrier, accountant, all three of St-Cyrille de Wendover, for the following purposes:

To carry on business as insurance brokers and agents, under the name of "Robert Verrier & fils ltée", with a total capital stock of \$100,000, divided into 100 common shares of \$10 each, 100 class "A" preferred shares of \$10 each and 980 class "B" preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at St-Cyrille de Wendover, county of Drummond, judicial district of Arthabaska.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 27th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

7160

2411-64

**Arrêtés en Conseil****Arrêté en conseil  
Chambre du Conseil Exécutif***Erratum*

L'arrêté en conseil numéro 1113 (A) du 3 juin 1964, publié dans l'édition du 13 juin 1964 de la *Gazette Officielle de Québec*, concernant des modifications au décret relatif à l'industrie de la boîte de carton dans la région de Montréal, sera corrigé comme suit:

*Version française:*

1° À la page 3213, 2<sup>e</sup>me alinéa du paragraphe « i », le mot « apprenties » doit se lire « apprentis ».

*Version anglaise:*

2° À la page 3207, le mot « province » apparaissant dans la présentation dudit arrêté en conseil, doit être remplacé par les mots « region of Montreal ».

3° À la page 3212, les mots « e) Female employees: » doivent être ajoutés au début du paragraphe « e ».

4° À la page 3212, le titre du paragraphe « f » doit se lire comme suit: « f) Male employees: ».

5° À la page 3213, 2<sup>e</sup>me alinéa du paragraphe « i », le mot « male » doit être biffé.

*Le Sous-ministre du Travail,*  
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,

Québec, le 11 juillet 1964.

7172-o

**Arrêté en conseil  
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 1288

Québec, le 2 juillet 1964.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT une convention collective de travail relative à la construction de lignes de transmission dans la province de Québec.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts

**Orders in Council****Order in Council  
Executive Council Chamber***Erratum*

Order in Council No. 1113 (A) of June 3, 1964, published in the issue of June 13, 1964 of the *Quebec Official Gazette*, concerning amendments to the decree relating to the manufacturing of paper boxes in the region of Montreal, is corrected as follows:

*French version:*

1. On page 3213, second sub-paragraph of paragraph "i", the word "apprenties" shall read "apprentis".

*English version:*

2. On page 3207, the word "province" mentioned in the introductory words of the said Order in Council, shall be replaced by the words "region of Montreal".

3. On page 3212, the words "e) Female employees:" shall be added at the beginning of paragraph "e".

4. On page 3212, the title of paragraph "f" shall read as follows: "f) Male employees:".

5. On page 3213, second sub-paragraph of paragraph "i", the word "male" shall be deleted.

GÉRARD TREMBLAY,  
*Deputy Minister of Labour.*

Department of Labour,

Québec, July 11, 1964.

7172-o

**Order in Council  
Executive Council Chamber**

Number 1288

Québec, July 2, 1964.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING a collective labour agreement relating to the construction of transmission lines in the province of Québec.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter

refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes ci-après mentionnées ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de rendre obligatoire la convention collective de travail intervenue entre:

**D'UNE PART:**

L'Association de la Construction de Montréal, (Sous-section des entrepreneurs de lignes de transmission et de distribution);

**ET, D'AUTRE PART:**

La Fraternité Internationale des Ouvriers en Électricité (FAT-CTC); pour les employeurs et les salariés de l'industrie et des métiers visés suivant les conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 23 novembre 1963;

ATTENDU QUE les dispositions de ladite convention ont acquis une signification et une importance prépondérantes pour l'établissement des conditions de travail dans l'industrie et les métiers visés et dans la juridiction territoriale indiqués dans ladite requête;

ATTENDU QUE les prescriptions de la Loi ont été dûment suivies en ce qui touche la publication des avis;

ATTENDU QUE les objections formulées ont été appréciées conformément à la Loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ladite requête soit acceptée conformément aux dispositions de ladite loi avec, toutefois, les nouvelles dispositions suivantes tenant lieu des conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 23 novembre 1963.

**I. Juridiction territoriale:** Le décret s'applique à toute la province notwithstanding toutes dispositions contraires dans les décrets locaux.

**II. Juridiction professionnelle:** Le décret s'applique à la construction de lignes de transmission d'énergie électrique et de sous-stations à l'exclusion de tout travail couvert par la Loi des Électriciens et des Installations Électriques.

**III. Classification et taux de salaire:** a) Toute personne qui, sous surveillance générale d'un contremaître, en rapport avec la construction de lignes de transmission et de sous-stations, à l'exclusion de la construction de toute bâtisse, accomplit des opérations complexes telles que, entre autres, la mise en flèche et la pose des serre-fils, installation de quincaillerie, inspection de structures, conducteurs et isolateurs, fabrication de joints, montage de structures en bois, en acier galvanisé ou autres matériaux, installation de barres omnibus, disjoncteurs, interrupteurs, transformateurs ou condensateurs et autres appareils de sous-stations, qui accomplit un travail aérien sur circuit sous tension ou hors tension, se servant selon les besoins, d'équipement de caoutchouc ou d'outils spécialisés et qui assiste le contremaître dans le travail d'équipe, sera considéré comme monteur de lignes classe « A » et recevra une rémunération de \$2.40 l'heure.

b) Toute personne travaillant sous la surveillance générale d'un contremaître et/ou sous la direction d'un monteur de ligne classe « A » et accomplissant les travaux mentionnés sous le paragraphe « a » sera considéré comme monteur de lignes classe « B », et recevra une rémunération de \$2.25 l'heure.

c) Toute personne accomplissant des opérations moins complexes de lignes ou de sous-stations sous la surveillance générale d'un contremaître et/ou sous la direction immédiate de monteurs

163 and amendments), the contracting parties hereafter mentioned have petitioned the Minister of Labour to render obligatory the collective labour agreement entered into between:

**ON THE ONE PART:**

Montreal Construction Association (Sub-section of the transmission and distribution lines contractors);

**AND, ON THE OTHER PART:**

The International Brotherhood of Electrical Workers (AFL-CLC); for the employers and employees of the industry and trades concerned according to the conditions described in the *Quebec Official Gazette*, issue of November 23, 1963;

WHEREAS the provisions of the said agreement have acquired a preponderant significance and importance for the establishing of working conditions in the industry and trades concerned and in the territorial jurisdiction indicated in the said petition;

WHEREAS the provisions of the Act have been duly observed as regards the publication of notices;

WHEREAS the objections set forth have been duly considered as required by the Act;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

THAT the said petition be accepted in pursuance of the provisions of the said Act with, however, the following new provisions to be substituted for the conditions described in the *Quebec Official Gazette*, issue of November 23, 1963.

**I. Territorial jurisdiction:** The decree shall apply to the entire province of Quebec, notwithstanding any provision to the contrary in the regional decrees.

**II. Professional jurisdiction:** The decree applies to the construction of electrical transmission lines and sub-stations with the exception of all work covered by the Electricians and Electrical Installations Act.

**III. Classification and rates of wages:** a) Every person who, under the general supervision of a foreman, in connection with the construction of transmission lines and sub-stations, with the exception of building construction executes complex operations such as, the proper sagging of conductors, the installing of clamps, hardware, the inspection of structures, conductors and insulators, the making of joints, the erection of wooden, galvanized steel or other structures, the installing of busbars, circuit breakers, switches, transformers or capacitors and other sub-stations gear, and who does aerial work on live or open circuits, with the use of rubber equipment or specialized tools and who assists the foreman in gang work, shall be considered as lineman class "A" and shall be paid \$2.40 per hour.

b) Every person working under the general direction of a foreman and/or under the direction of a lineman class "A" and executing the operations mentioned in paragraph "a" shall be considered as lineman class "B" and shall be paid \$2.25 per hour.

c) Every person executing less difficult operations on lines or in sub-stations under the general direction of a foreman and/or under the direct supervision of linemen who do the work men-

qui accomplissent les travaux mentionnés sous les paragraphes « a » et « b » sera considérée comme monteur de lignes classe « C », et recevra une rémunération de \$2.10 l'heure.

d) *Manoeuvre et apprenti-monteur*: Toute personne dont le travail s'exécute au niveau du sol sous la direction immédiate d'un contremaître ou d'un monteur et consiste à aider à l'érection, à l'enlèvement, au remplacement ou à la réparation des lignes de transmission et des sous-stations, en accomplissant divers travaux annuels. Il recevra une rémunération de \$1.95 l'heure.

L'apprenti-monteur peut de plus, de temps à autre, être appelé à accomplir, sur une ligne hors tension ou sur une ligne en construction, les travaux mentionnés aux paragraphes « a », « b » ou « c » pour lesquels il continue de recevoir \$1.95 l'heure.

e) Tous les taux de salaires mentionnés au présent article seront majorés de \$0.10 le premier novembre 1964.

f) Tous les taux de salaires mentionnés au présent article seront de nouveau majorés de \$0.15 le premier novembre 1965.

IV. *Heures régulières de travail*: a) Les heures de travail se comptent à partir du lieu sur le chemin désigné par le contremaître et situé le plus près de l'emprise de la ligne en construction.

b) Du 1<sup>er</sup> avril au 30 octobre, la durée maximum de travail est de 110 heures pour toute période de deux (2) semaines réparties comme suit: l'une des semaines de la période sera limitée à cinquante (50) heures réparties du lundi au vendredi inclusivement et l'autre pourra être de soixante (60) heures réparties du lundi au samedi inclusivement.

Du 1<sup>er</sup> novembre au 31 mars, la durée maximum de travail sera de 99 heures pour toute période de deux (2) semaines réparties comme suit: l'une des semaines de la période sera limitée à quarante-cinq (45) heures réparties du lundi au vendredi inclusivement et l'autre pourra être de cinquante-quatre (54) heures réparties du lundi au samedi inclusivement.

V. *Temps supplémentaire*: a) Tout travail exécuté en plus des heures régulières mentionnées à l'article IV, ou en dehors des heures déterminées dans le présent article doit être considéré comme travail supplémentaire.

b) Tout travail supplémentaire doit être rémunéré à raison du taux régulier plus cinquante pour cent (50%). Dans le cas où le taux horaire payé est plus élevé que celui du décret, tout travail supplémentaire doit être payé à ce taux plus cinquante pour cent (50%).

c) Tout travail exécuté les dimanches, le Premier jour de l'An, le Vendredi-Saint, la Saint-Jean-Baptiste, le jour de la Confédération, la fête du Travail et le jour de Noël doit être payé au double des taux spécifiés à l'article III.

VI. *Période de paie*: Les salaires doivent être payés à toutes les deux (2) semaines.

VII. *Vacances*: À chaque paie, l'employeur doit ajouter quatre pourcent (4%) du salaire gagné afin de permettre à l'employé d'accumuler une somme d'argent nécessaire à ses vacances.

VIII. *Travail contremandé*: Dans le cas où les employés auront commencé le travail, ils auront droit à au moins deux (2) heures de paie au taux régulier si les travaux sont arrêtés par décision de l'employeur.

IX. *Outils et accessoires*: L'employeur doit fournir à tous les employés un chapeau de sûreté muni d'une courroie jugulaire.

Chacun des employés doit fournir à ses frais pour l'exécution du travail, les outils suivants:

tionnés en paragraphes « a » et « b » shall be considered as lineman class « C » and shall be paid \$2.10 per hour.

d) *Labourer and apprentice lineman*: Every person whose work is executed at the ground level under the direct supervision of a foreman or lineman and who assists in the erection, removal, replacement or repair of transmission lines or sub-stations, by executing various manual operations. He shall receive a remuneration of \$1.95 per hour.

An apprentice lineman may also, from time to time, be called to perform, on open circuit lines or on a line under construction, the operations mentioned in paragraphs « a », « b » or « c », for which he shall be paid \$1.95 per hour.

e) All rates of wages mentioned in the present article shall be increased by \$0.10 per hour on November 1, 1964.

f) All rates of wages mentioned in the present article shall again be increased by \$0.15 per hour on November 1, 1965.

IV. *Standard working hours*: a) The hours of work shall count from the place on the road designated by the foreman and which is nearest to the line construction operations.

b) From April 1 to October 30, the maximum duration of work shall be 110 hours for any two-week period distributed as follows: one of the two (2) weeks of the period shall be limited to fifty (50) hours distributed from Monday to Friday inclusively and the other week may comprise sixty (60) hours distributed from Monday to Saturday inclusively.

From November 1 to March 31, the maximum duration of work shall be 99 hours for any two-week period distributed as follows: one of the two (2) weeks of the period shall be limited to forty-five (45) hours distributed from Monday to Friday inclusively and the other week may comprise fifty-four (54) hours distributed from Monday to Saturday inclusively.

V. *Overtime*: a) All time worked in excess of the regular hours above mentioned in article IV or in excess of the hours determined in the present article shall be considered as overtime.

b) All overtime shall be paid at the rate of time and one half based on the regular rates. Should the hourly rate actually paid be higher than that of the decree, all overtime shall be paid time and one half based on said higher rate.

c) All time worked on Sundays' New Years' Day, Good Friday, St. Jean Baptiste Day, Confederation Day, Labour Day, and Christmas Day, shall be paid double time based on the rates mentioned on article III.

VI. *Pay period*: Wages shall be paid every two (2) weeks.

VII. *Vacation*: At each pay, employer shall add four percent (4%) of the wages earned in order to permit the employee to accumulate a sum of money for his vacation.

VIII. *Stoppage of work*: Should work be suspended by a decision of the employer, all employees who started working are entitled to a minimum of two (2) hours pay at regular rates.

IX. *Tools and accessories*: Employers shall supply employees with chin-strap safety helmets.

Every employee shall supply the following tools, at his own cost: pliers, measuring tape,

pinces, pied de roi, marteau, tourne-vis, couteau, clé ajustable, ceinture de monteur, courroie de sécurité.

De plus, chacun des employés doit fournir la coiffe d'hiver appropriée nécessaire pour le chapeau de sécurité.

X. *Présence*: Les dispositions du présent décret remplacent toute disposition relative aux monteurs de lignes apparaissant dans tout décret rendu en vertu de la Loi de la Convention collective.

XI. *Occupations et métiers non prévus*: Toute occupation et tout métier compris dans le champ d'application industriel ou professionnel du présent décret (article II) et pour lesquels aucun taux de salaire n'est prévu dans le présent décret seront rémunérés selon les taux établis dans le décret relatif à l'industrie et aux métiers de la construction de la région intéressée en autant que tel décret prévoit spécifiquement un taux de salaire pour tel métier ou telle occupation. Il en est de même, dans ces cas, des autres conditions de travail prévues par le décret de la construction, à l'exception cependant de la durée du travail qui demeure assujettie au présent décret.

XII. *Application*: Le présent décret sera mis à exécution par chaque Comité paritaire de la construction, formé en vertu de la Loi de la Convention collective, dans le champ d'application territorial du décret qu'il applique.

XIII. *Durée*: Le décret entre en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec* et demeure en vigueur jusqu'au 31 octobre 1966.

JACQUES PRÉMONT,

7172-o *Greffier Adjoint du Conseil Exécutif.*

hammer, screw driver, knife, wrench, climber's belt, safety belt.

Also, employees shall supply the winter head-gear to be worn with the safety helmet.

X. *Precedence*: The provisions of the present decree shall replace any provision relating to linemen or climbers contained in any decree rendered under the Collective Agreement Act.

XI. *Occupations and trades not specifically referred to*: Any occupation or trade included within the industrial or professional scope of the present decree (article II) and for which no wage rate is established in the present decree shall be remunerated according to the rates established in the decree relating to the construction industry and trades of the region concerned inasmuch as such decree determines specifically a wage rate for such trade or occupation. The same applies, in such cases, for other working conditions established by the construction decree with the exception, however, of the duration of work which shall be regulated by the present decree.

XII. *Administration*: The present decree shall be administered by each construction Parity Committee formed under the Collective Agreement Act, within the territorial scope of the decree which it applies.

XIII. *Duration*: The decree shall come into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette* and shall remain effective until October 31, 1966.

JACQUES PRÉMONT,

7172-o *Associate Clerk of the Executive Council.*

**Arrêté en conseil  
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 1289

Section « A »

Québec, le 2 juillet 1964.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des corrections au décret relatif à l'industrie de la construction dans le district électoral de Saguenay.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE l'arrêté en conseil numéro 1019 (E) du 20 mai 1964, concernant des modifications au décret numéro 1323 du 16 août 1962 et amendements, relatif à l'industrie de la construction dans le district électoral de Saguenay, soit corrigé comme suit:

Dans l'article IV-A, ajouté par l'amendement numéro 4, concernant la zone C:

1° Le métier de « préposé à l'acier de structure . . . . . \$3.10 \$3.29 » est radié.

2° La note suivante est ajoutée à la fin dudit article:

*Note*: « Les classifications de « gréeur » et de « soudeur » ne sont pas assujetties au présent article dans la mesure où elles visent des ouvriers affectés aux « travaux de structures métalliques, lesquels tombent sous la juridiction du décret numéro 2284 (C) du 22 novembre 1961, amendé par les arrêtés en conseil numéros 1156 (B) du 19 juillet 1962 et 1190 (A) du 19 juillet 1963, relatif à l'industrie de l'acier structural dans la province. »

JACQUES PRÉMONT,

7172-o *Greffier Adjoint du Conseil Exécutif.*

**Order in Council  
Executive Council Chamber**

Number 1289

Section "A"

Quebec, July 2, 1964.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING some corrections to the decree relating to the construction industry in the electoral district of Saguenay.

IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

THAT Order in Council number 1019 (E) of May 20, 1964, concerning amendments to the decree number 1323 of August 16, 1962, and amendments, relating to the construction industry in the electoral district of Saguenay, be corrected as follows:

In article IV-A, added by amendment number 4, concerning zone C:

1. The trade of "Structural steel worker . . . . . \$3.10 \$3.29" is deleted.

2. The following note is added at the end of the said article:

*Note*: "Rigger" and "welder" classifications are not regulated by the present article insofar as they apply to workers engaged in metal structure operations which are within the scope of decree number 2284 (C) of November 22, 1961, as amended by Orders in Council number 1156 (B) of July 19, 1962 and 1190 (A) of July 19, 1963, relating to the structural steel industry in the province."

JACQUES PRÉMONT,

7172-o *Associate Clerk of the Executive Council.*

**Arrêté en conseil  
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 1289

Section « B »

Québec, le 2 juillet 1964.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT une correction au décret relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans la région de Rimouski.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE l'article 14.00 du décret numéro 1203 du 17 juin 1964, concernant une convention collective de travail relative à l'industrie et aux métiers de la construction dans la région de Rimouski, soit remplacé par le suivant:

« 14.00. Lors de la ratification de la présente convention, le Comité paritaire existant, formé pour surveiller l'application du décret antérieur dans la juridiction territoriale déterminée par le présent décret, demeure en fonction et surveille la mise à exécution du nouveau décret jusqu'à la formation d'un nouveau comité. Ce nouveau comité succède à l'ancien et est investi de tous les actifs et droits dudit comité.

Il assume également toutes les dettes de l'ancien comité en vertu du décret antérieur. »

JACQUES PRÉMONT,

7172-o Greffier Adjoint du Conseil Exécutif.

**Arrêté en conseil  
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 934

Québec, le 6 mai 1964.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT les districts du revenu relativement à la Loi des droits sur les successions.

ATTENDU QUE l'article 12 de la Loi du ministère du revenu (c. 73, S.R.Q., 1941) et amendements stipule que le lieutenant-gouverneur en conseil peut diviser la province en districts du revenu pour la perception et l'administration du revenu;

ATTENDU QUE l'article 37 de la Loi des droits sur les successions (c. 18, 7 Geo. VI, 1943) édicte:

« 37. Dans le cas où la personne décédée était lors de son décès domiciliée dans le district de revenu de Montréal, le percepteur compétent est le percepteur du revenu de la province pour le district de revenu de Montréal.

Dans tous les autres cas, le percepteur compétent est le percepteur des droits sur les successions pour la province, à Québec. »;

ATTENDU qu'il conviendrait, pour la bonne administration de ladite Loi des droits sur les successions, de délimiter de nouveau les districts du revenu mentionnés dans l'article 37 ci-haut cité;

ATTENDU qu'à cette fin, il importerait que le district du revenu de Montréal soit composé de l'île de Montréal, l'île Jésus, les comtés de Vaudreuil-Soulanges, Châteauguay, Huntingdon, Napierville-Laprairie et Chambly, que le résidu de la province forme le district du revenu de Québec et que toutes les successions de non-résidents soient de la compétence du district du revenu de Québec.

IL EST ORDONNÉ en conséquence, sur la proposition du Ministre du revenu:

Qu'à partir du 1<sup>er</sup> juin 1964, le district du revenu de Montréal comprenne l'île de Montréal,

**Order in Council  
Executive Council Chamber**

Number 1289

Section "B"

Quebec, July 2, 1964.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING a correction to the decree relating to the construction industry and trades in the region of Rimouski.

IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

THAT article 14.00 of the decree number 1203 of June 17, 1964, concerning a collective labour agreement relating to the construction industry and trades in the region of Rimouski, be replaced by the following:

"14.00. At the time of ratification of the present agreement, the existing Parity Committee, formed to administer the former decree in the territorial jurisdiction determined by the present decree, remains in office and administers the present decree until the formation of a new committee. This new committee succeeds the former one and is vested with all the assets and rights of the said committee.

It also assumes all the liabilities of the former committee, under the said former decree."

JACQUES PRÉMONT,

7172-o Associate Clerk of the Executive Council.

**Order in Council  
Executive Council Chamber**

Number 934

Quebec, May 6, 1964.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING Revenue Districts under the Succession Duties Act.

WHEREAS section 12 of the Department of Revenue Act, (ch. 73, R.S.Q. 1941) and amendments, stipulate that the Lieutenant-Governor in council may divide the province into revenue districts for the collection and management of the revenue;

WHEREAS section 37 of the Quebec Succession Duties Act, (ch. 18, 7 Geo. VI, 1943) enacts:

"37. When the deceased at the time of his death had his domicile in the revenue district of Montreal, the collector having jurisdiction shall be the Collector of Provincial Revenue for the revenue district of Montreal.

In all other cases, the collector having jurisdiction shall be the Collector of Succession Duties for the province, at Québec.;"

WHEREAS it would be convenient, for the good administration of the said Succession Duties Act, to delimit anew the revenue districts mentioned in section 37 of the said Act;

WHEREAS, to this end, it is necessary that the revenue district of Montreal include the Island of Montreal, Ile Jesus, the counties of Vaudreuil-Soulanges, Châteauguay, Huntingdon, Napierville-Laprairie and Chambly; that the residue of the province form the revenue district of Québec and that all non-resident estates come within the jurisdiction of the revenue district of Québec.

WHEREFORE, it is ordered, upon the recommendation of the Minister of Revenue:

THAT, starting June 1st, 1964, the revenue district of Montreal shall include the Island of

l'Ile Jésus, les comtés de Vaudreuil-Soulanges, Châteauguay, Huntingdon, Napierville-Laprairie et Chambly, que le résidu de la province forme le district du revenu de Québec et que toutes les successions de non-résidents soient de la compétence du district du revenu de Québec, pour les fins de l'application de l'article 37 de la Loi des droits sur les successions (c. 80, S.R.Q., 1941) et amendements.

JACQUES PRÉMONT,  
7178-o *Greffier adjoint du Conseil Exécutif.*

**Arrêté en conseil  
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 1154

Québec, le 10 juin 1964.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT les différents districts du revenu dans la province.

ATTENDU QUE, par l'arrêté en conseil numéro 934 du 6 mai 1964, les districts du revenu mentionnés à l'article 37 de la Loi des droits sur les successions ont été déterminés;

ATTENDU QUE cet arrêté en conseil a omis de mentionner que le comté de Beauharnois fait partie du district du revenu de Montréal;

IL EST ORDONNÉ en conséquence, sur la proposition du Ministre du revenu:

Qu'à partir du 1er juin 1964, le comté de Beauharnois est inclus dans le district du revenu de Montréal, pour les fins de l'application de l'article 37 de la Loi des droits sur les successions (c. 80, S.R.Q., 1941) et amendements.

JACQUES PRÉMONT,  
7178-o *Greffier Adjoint du Conseil Exécutif.*

Montreal, Ile Jesus, the counties of Vaudreuil-Soulanges, Châteauguay, Huntingdon, Napierville-Laprairie and Chambly; that the residue of the province shall form the revenue district of Quebec and that all non-resident estates shall come within the jurisdiction of the revenue district of Quebec insofar as the application of section 37 of the Succession Duties Act (ch. 80, R.S.Q., 1941) and amendments is concerned.

JACQUES PRÉMONT,  
7178-o *Associate Clerk of the Executive Council.*

**Order in Council  
Executive Council Chamber**

Number 1154

Quebec, June 10, 1964.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the different revenue districts in the province.

WHEREAS, by Order in Council number 934 of May 6th, 1964, the revenue districts mentioned in section 37 of the Succession Duties Act were determined;

WHEREAS such Order in Council omitted to state that the county of Beauharnois forms part of the revenue district of Montreal;

WHEREFORE, IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Minister of Revenues:

THAT, starting from June 1st, 1964, the county of Beauharnois shall be included in the revenue district of Montreal insofar as the application of section 37 of the Succession Duties Act (ch. 80, R.S.Q., 1941) and amendments is concerned.

JACQUES PRÉMONT,  
7178-o *Associate Clerk of the Executive Council.*

**Caisses d'épargne et de crédit**

**C. N. Employees Credit Union  
La Caisse d'Économie des Employés du C. N.**

(Loi des caisses d'épargne et de crédit)

Avis est donné que l'honorable secrétaire de la province a approuvé le changement de nom de « C. N. Employees Credit Union », en celui de « C. N. Employees Credit Union — La Caisse d'Économie des Employés du C. N. ».

Québec, le 29 juin 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,  
7166-o RAYMOND DOUVILLE.

**La Caisse Populaire Ste-Bernadette de Hull**

(Loi des caisses d'épargne et de crédit)

Avis est donné que l'honorable secrétaire de la province, a approuvé que le territoire dans lequel « La Caisse Populaire Ste-Bernadette de Hull », peut recruter ses membres soit étendu, des limites de la paroisse Ste-Bernadette de Hull, à celles de la ville de Hull.

Québec, le 30 juin 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,  
7167-o RAYMOND DOUVILLE.

**La Caisse Populaire  
Sainte-Marguerite Marie de Montréal**

(Loi des caisses d'épargne et de crédit)

Avis est donné que l'honorable secrétaire de la province, a approuvé que le territoire dans lequel

**Savings and Credit Unions**

**C. N. Employees Credit Union  
La Caisse d'Économie des Employés du C. N.**

(Savings and Credit Unions Act)

Notice is hereby given that the Honourable Provincial Secretary has approved the change in name of "C. N. Employees Credit Union", into that of "C. N. Employees Credit Union — La Caisse d'Économie des Employés du C. N.".

Quebec, June 29, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,  
7166 *Assistant Secretary of the Province.*

**La Caisse Populaire Ste-Bernadette de Hull**

(Savings and Credit Unions Act)

Notice is hereby given that the Honourable Provincial Secretary has, approved that the territory in which "La Caisse Populaire Ste-Bernadette de Hull", may recruit its members be extended from the limits of the parish of Ste-Bernadette de Hull to those of the city of Hull.

Quebec, June 30, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,  
7167 *Assistant Secretary of the Province.*

**La Caisse Populaire  
Sainte-Marguerite Marie de Montréal**

(Savings and Credit Unions Act)

Notice is hereby given that the Honourable Provincial Secretary has, approved that the

« La Caisse Populaire Sainte-Marguerite-Marie de Montréal », peut recruter ses membres soit étendu, des limites de la paroisse Ste-Marguerite-Marie de Montréal, à celles de la cité de Montréal.

Québec, le 30 juin 1964.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

7168-o

RAYMOND DOUVILLE.

territory in which "La Caisse Populaire Sainte-Marguerite-Marie de Montréal", may recruit its members be extended from the limits of the parish of Ste-Marguerite-Marie of Montreal to those of the city of Montreal.

Quebec, June 30, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

7168

*Assistant Secretary of the Province.*

## Compagnies autorisées à faire des affaires

### The L. B. Foster Company

Avis est donné que « The L. B. Foster Company », une compagnie à fonds social étrangère constituée en corporation en vertu de la « Business Corporation Law of the Commonwealth of Pennsylvania, E.U.A. », a été autorisée à exercer son commerce dans la province de Québec, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies à fonds social étrangères, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 279.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures exercées contre ladite compagnie, est M. W. H. Laidley, chambre 1100, 231, rue Saint-Jacques ouest, Montréal.

Le bureau principal de ladite compagnie dans la province sera établi à chambre 1100, 231, rue Saint-Jacques ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22<sup>e</sup> jour de juin 1964.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

7160

32-64 — 1224/71

### Société parisienne pour l'industrie électrique

Avis est donné que la « Société parisienne pour l'industrie électrique », une compagnie à fonds social étrangère constituée en corporation, comme société de construction, en vertu de la loi française du 24 juillet 1867 sur les sociétés par actions, a été autorisée à exercer son commerce dans la province de Québec, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies à fonds social étrangères, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 279.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures exercées contre ladite compagnie, est M. Richard Anthony Bethell, chambre 74, 275, rue St-Jacques, ouest, en la cité de Montréal.

Le siège social de ladite compagnie dans la province sera établi à chambre 74, 275, rue St-Jacques, ouest, en ladite cité et dans le district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 9<sup>e</sup> jour de juin 1964.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

7160-o

28-64 — 1224/134

### UTD Corporation

Avis est donné que « UTD Corporation », une compagnie à fonds social étrangère constituée en corporation en vertu des lois de l'État Massachusetts, E.U.A., a été autorisée à exercer son commerce dans la province de Québec, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies à fonds social étrangères, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 279.

## Companies Licensed to do Business

### The L. B. Foster Company

Notice is hereby given that "The L. B. Foster Company", an extra-provincial company incorporated in virtue of the Business Corporation Law of the Commonwealth of Pennsylvania, U.S.A., has been licensed to carry on business in the province of Quebec, pursuant to the provisions of the Extra-Provincial Companies Act, Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 279.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the said company is Mr. W. H. Laidley, of room 1100, 231 St. James Street West, Montreal.

The principal office of the said company in the province is to be established at Room 1100, 231 St. James Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of June, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

7160-o

32-64 — 1224/71

### Société parisienne pour l'industrie électrique

Notice is hereby given that "Société parisienne pour l'industrie électrique", an extra-provincial company incorporated as a construction society, in virtue of the french law of July 24, 1867 for joint stock companies, has been licensed to carry on business in the Province of Quebec, pursuant to the provisions of the Extra-Provincial Companies Act, Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 279.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the said company is M. Richard Anthony Bethell, suite 74, 275, St. James Street, west, in the city of Montreal.

The principal office of the said company in the Province will be established at suite 74, 275 St. James Street, west, in said city and in the judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 9th day of June, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

7160

28-64 — 1224/134

### UTD Corporation

Notice is hereby given that "UTD Corporation", an extra-provincial company incorporated in virtue of the laws of the State of Massachusetts, U.S.A., has been licensed to carry on business in the Province of Quebec, pursuant to the provisions of the Extra-Provincial Companies Act, Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 279.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures exercées contre ladite compagnie, est M. W. H. Laidley, 11e étage, 231, rue Saint-Jacques ouest, en la ville de Montréal.

Le bureau principal de ladite compagnie dans la province sera établi au 11e étage, 231, rue Saint-Jacques ouest, en ladite ville et dans le district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 19e jour de mai 1964.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE,

7160-o

30-64 — 1225/125

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the said company, is Mr. W. H. Laidley, of 11th Floor, 231 St. James Street West, in the city of Montreal.

The principal office of the said company in the Province is to be established at 11th Floor, 231 St. James Street West, in the said city and in the judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 19th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

7160-o

30-64 — 1225/125

## Chartes — Abandon de

### Jay-Bee Investment Corp.

Avis est donné que « Jay-Bee Investment Corp. », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies de Québec et ayant son siège social en la cité de Montréal, s'adressera au Secrétaire de la province de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce 2e jour de juillet 1964.

*Les Procureurs de*

*Jay-Bee Investment Corp.,*

GREENBLATT, GINSBERG,

GARDNER & GLAZER.

7169-o

### Green Budget Corp.

Avis est donné que « Green Budget Corp. », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies de Québec et ayant son siège social dans la cité de Montréal, s'adressera au lieutenant-gouverneur de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte et son annulation à compter d'une date à être fixée par ce dernier.

Green Budget Corp.,

*Par le Secrétaire,*

LOUIS GREENBERG.

7183

### Chez Zemel & Fils Ltée

Avis est donné que la compagnie « Chez Zemel & Fils Ltée », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies de Québec, et ayant son siège social en la cité de Montréal, s'adressera au secrétaire de la province de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce 6e jour de juillet 1964.

*Le Secrétaire,*

THOMAS ZEMEL.

7210

### Guy B. Cossette Ltée

Avis est par les présentes donné que « Guy B. Cossette Ltée », une compagnie incorporée en vertu de la Loi des Compagnies de Québec, et ayant son siège social dans la cité de Montréal, fera application au Secrétariat de la Province de Québec pour l'abandon de sa charte en vertu de la Loi des Compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce 20e jour de mars, 1964.

*Le Secrétaire,*

MARIELLE-M. COSSETTE.

7211-o

## Charters — Surrender of

### Jay-Bee Investment Corp.

Notice is hereby given that "Jay-Bee Investment Corp.", a corporation incorporated under the Quebec Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Secretary of the province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Montreal, this 2nd day of July, 1964.

GREENBLATT, GINSBERG,

GARDNER & GLAZER,

*Attorneys for*

*Jay-Bee Investment Corp.*

7169-o

### Green Budget Corp.

Notice is hereby given that "Green Budget Corp.", a corporation constituted under the Quebec Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec for the acceptance of the surrender of its charter and its cancellation on and from a date to be fixed by him.

Green Budget Corp.,

Per: LOUIS GREENBERG,

*Secretary.*

7183-o

### Chez Zemel & Fils Ltée

Notice is hereby given that "Chez Zemel & Fils Ltée", a corporation incorporated under the Quebec Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Montreal, this 6th day of July, 1964.

THOMAS ZEMEL,

*Secretary.*

7210-o

### Guy B. Cossette Ltée

Notice is hereby given that "Guy B. Cossette Ltée", a corporation incorporated under the Quebec Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Montreal, this 20th day of March, 1964.

MARIELLE-M. COSSETTE,

*Secretary.*

7211-o

**Elco Building Corp.**

Avis est par les présentes donné que « Elco Building Corp. », une compagnie incorporée en vertu de la Loi des Compagnies de Québec, et ayant son siège social dans la cité de Montréal, fera application au Secrétariat de la Province de Québec, pour l'abandon de sa charte en vertu de la Loi des Compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce 20<sup>e</sup> jour du mois de mars 1964.

7212-o *Le Secrétaire,*  
MAURICE RIOPELLE.

**Elco Building Corp.**

Notice is hereby given that "Elco Building Corp.", a corporation incorporated under the Quebec Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Montreal, this 20th day of March, 1964.

7212-o MAURICE RIOPELLE,  
*Secretary.*

**Compagnies dissoutes****J. T. Trottier incorporée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie « J. T. Trottier incorporée », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec par lettres patentes en date du 5 février 1952.

Avis est de plus donné qu'à compter du 30 juin 1964, ladite compagnie a été dissoute.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 2 juillet 1964.

7160-o *Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE. 2841-52

**The Unity Boys' Club**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de la corporation « The Unity Boys' Club », constituée en vertu de la troisième partie de ladite loi des compagnies de Québec par lettres patentes en date du 11 février 1949.

Avis est de plus donné qu'à compter du 30 juin 1964, ladite corporation a été dissoute.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 2 juillet 1964.

7160-o *Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE. 1386-49

**Victory Plastic & Novelty Co. Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie « Victory Plastic & Novelty Co. Inc. », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec par lettres patentes en date du 27 novembre 1944.

Avis est de plus donné qu'à compter du 30 juin 1964, ladite compagnie a été dissoute.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 2 juillet 1964.

7160-o *Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE. 5931-44

**Companies Dissolved****J. T. Trottier incorporée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "J. T. Trottier incorporée", incorporated under said Part I, of the Quebec Companies Act, by letters patent dated February 5, 1952.

Notice is also given that from and after June 30, 1964, the said company has been dissolved.

Given at the office of the Provincial Secretary, on July 2, 1964.

7160 RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.* 2841-52

**The Unity Boys' Club**

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "The Unity Boys' Club", incorporated under said Part III, of the Quebec Companies Act, by letters patent dated February 11, 1949.

Notice is also given that from and after June 30, 1964, the said company has been dissolved.

Given at the office of the Provincial Secretary, on July 2, 1964.

7160 RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.* 1386-49

**Victory Plastic & Novelty Co. Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Victory Plastic & Novelty Co. Inc.", incorporated under said Part I, of the Quebec Companies Act, by letters patent dated November 27, 1944.

Notice is also given that from and after June 30, 1964, the said company has been dissolved.

Given at the office of the Provincial Secretary, on July 2, 1964.

7160 RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.* 5931-44

**Divers  
Compagnies**

**Le Centre Médico-Chirurgical  
de Saint-Hyacinthe inc.**

Avis est donné que « Le Centre Médico-Chirurgical de Saint-Hyacinthe inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 5 à 7.

*Le Secrétaire,*  
ROBERT MICHAUD.

7161-o 12649-61

**Le Curé et les Marguilliers  
de l'Oeuvre et Fabrique  
de Saint-Esprit de Rosemont**

Avis est donné que, par arrêté en conseil numéro 1195, en date du 17 juin 1964, il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil de valider le règlement de la corporation « Le Curé et les Marguilliers de l'Oeuvre et Fabrique de Sainte-Philomène de Rosemont », changeant son nom en celui de « Le Curé et les Marguilliers de l'Oeuvre et Fabrique de Saint-Esprit de Rosemont ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 30 juin 1964.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

7162-o 2777-64

**Les Distilleries Marchand, limitée  
Marchand's Distilleries, Limited**

Avis est donné que la compagnie « Les Distilleries Marchand, limitée — Marchand's Distilleries, Limited », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 7.

*Le Secrétaire,*  
RENÉ MARCHAND.

7163-o 4451-63

**Dominion Silica Corporation Limited  
(No Personal Liability)**

Avis est donné que « Dominion Silica Corporation Limited » (No Personal Liability), a changé le nombre de ses directeurs de 7 à 3.

*Le Secrétaire,*  
R. D. WELDON.

7170 13234-51

**The Humanist Fellowship of Montreal Inc.**

Avis est donné que le règlement No 1 de « The Humanist Fellowship of Montreal Inc. », a été approuvé par le secrétaire de la province, le 23 juin 1964, conformément aux dispositions de l'article 225A de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 29e jour de juin 1964.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

7171 4404-63

**Industries Drummond Itée  
Drummond Industries Ltd.**

Avis est donné que « Industries Drummond Itée — Drummond Industries Ltd. », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 7.

*Le Secrétaire,*  
NORBERT DUBOIS.

7173-o 674-63

**Miscellaneous  
Companies**

**Le Centre Médico-Chirurgical  
de Saint-Hyacinthe inc.**

Notice is given that "Le Centre Médico-Chirurgical de Saint-Hyacinthe inc.", has changed the number of its administrators from 5 to 7.

ROBERT MICHAUD,  
*Secretary.*

7161 12649-61

**Le Curé et les Marguilliers  
de l'Oeuvre et Fabrique  
de Saint-Esprit de Rosemont**

Notice is given that, by order in council number 1195, dated June 17, 1964, the Lieutenant-Governor in council has been pleased to validate the by-law of the corporation "Le Curé et les Marguilliers de l'Oeuvre et Fabrique de Sainte-Philomène de Rosemont", changing its name into that of "Le Curé et les Marguilliers de l'Oeuvre et Fabrique de Saint-Esprit de Rosemont".

Given at the office of the Provincial Secretary, on June 30, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

7162 2777-64

**Les Distilleries Marchand, limitée  
Marchand's Distilleries, Limited**

Notice is given that the company "Les Distilleries Marchand, limitée — Marchand's Distilleries, Limited", has changed the number of its administrators from 3 to 7.

RENÉ MARCHAND,  
*Secretary.*

7163 4451-63

**Dominion Silica Corporation Limited  
(No Personal Liability)**

Notice is hereby given that "Dominion Silica Corporation Limited" (No Personal Liability), has changed the number of the directors from 7 to 3.

R. D. WELDON,  
*Secretary.*

7170-o 13234-51

**The Humanist Fellowship of Montreal Inc.**

Notice is hereby given that the by-law No. 1 of "The Humanist Fellowship of Montreal Inc.", was approved by the Provincial Secretary, on June 23, 1964, pursuant to the provisions of section 225A of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of June, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

7171-o 4404-63

**Industries Drummond Itée  
Drummond Industries Ltd.**

Notice is hereby given that "Industries Drummond Itée — Drummond Industries Ltd.", has changed the number of the directors from 3 to 7.

NORBERT DUBOIS,  
*Secretary.*

7173-o 674-63

**Hôtel Motel Ste-Marie Itée**

Avis est donné que la compagnie « Hôtel Motel Ste-Marie Itée », a changé le nombre de ses administrateurs de 5 à 9.

*Le Secrétaire,*  
RAYMOND LAROUCHE.  
13637-56

7179-o

**Hôtel Motel Ste-Marie Itée**

Notice is given that the company "Hôtel Motel Ste-Marie Itée", has changed the number of its administrators from 5 to 9.

RAYMOND LAROUCHE,  
*Secretary.*  
13637-56

7179

**Les Publications Métro-Express limitée  
The Metro-Express Publishing  
Company Limited**

Avis est donné que la compagnie « Les Publications Métro-Express limitée—The Metro-Express Publishing Company Limited », a changé le nombre de ses administrateurs de 9 à 7.

*Le Secrétaire,*  
ROLAND G. CHAUVIN.  
1809-64

7180-o

**Les Publications Métro-Express limitée  
The Metro-Express Publishing  
Company Limited**

Notice is given that the company "Les Publications Métro-Express limitée—The Metro-Express Publishing Company Limited", has changed the number of its administrators from 9 to 7.

ROLAND G. CHAUVIN,  
*Secretary.*  
1809-64

7180

**Marautier construction inc.**

Avis est donné que la compagnie « Marautier construction inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 4.

*Le Secrétaire,*  
A. GABOURY.  
13060-58

7181-o

**Marautier construction inc.**

Notice is given that the company "Marautier construction inc.", has changed the number of its administrators from 3 to 4.

A. GABOURY,  
*Secretary.*  
13060-58

7181

**Bernath Incorporated**

Avis est donné que « Bernath Incorporated », a changé le nombre de ses directeurs de 3 à 5.

*Le Secrétaire,*  
JOSEF JOHL.  
10111-57

7184

**Bernath Incorporated**

Notice is hereby given that "Bernath Incorporated", has changed the number of its directors from 3 to 5.

JOSEF JOHL,  
*Secretary.*  
10111-57

7184-o

**Canadian Schenley Distilleries Ltd.**

Avis est donné que « Canadian Schenley Distilleries Ltd. », a changé le nombre de ses directeurs de 3 à 5.

*Le Secrétaire,*  
R. E. PARSONS.  
1808-64

7185

**Canadian Schenley Distilleries Ltd.**

Notice is hereby given that "Canadian Schenley Distilleries Ltd.", has changed the number of its directors from 3 to 5.

R. E. PARSONS,  
*Secretary.*  
1808-64

7185-o

**Overseas Sales Agencies Inc.**

Avis est donné que « Overseas Sales Agencies Inc. », a changé le nombre de ses directeurs de 5 à 4.

*Le Secrétaire,*  
ELEANOR JOHNSON.  
1286-64

7186

**Overseas Sales Agencies Inc.**

Notice is hereby given that "Overseas Sales Agencies Inc.", has changed the number of its directors from 5 to 4.

ELEANOR JOHNSON,  
*Secretary.*  
1286-64

7186-o

**Peppe's Restaurant (St. Martin) Inc.**

Avis est donné que « Peppe's Restaurant (St. Martin) Inc. », a changé le nombre de ses directeurs de 3 à 4.

*Le Secrétaire-trésorier,*  
PEPPE DE VINCENZO.  
13125-62

7187

**Peppe's Restaurant (St. Martin) Inc.**

Notice is hereby given that "Peppe's Restaurant (St. Martin) Inc.", has changed the number of its directors from 3 to 4.

PEPPE DE VINCENZO,  
*Secretary-Treasurer.*  
13125-62

7187-o

**Supreme Packers Inc.**

Avis est donné que « Supreme Packers Inc. », a changé le nombre de ses directeurs de 4 à 6.

*Le Secrétaire,*  
F. KALAU.  
4180-47

7188

**Supreme Packers Inc.**

Notice is hereby given that "Supreme Packers Inc.", has changed the number of its directors, from 4 to 6.

F. KALAU,  
*Secretary.*  
4180-47

7188-o

**Biron Holdings Ltd.**

*Règlements No 25*

Attendu que la compagnie n'a pas de dettes ni d'obligations;

Attendu qu'il est jugé opportun de distribuer les actifs de la compagnie parmi les actionnaires;

En conséquence, il est déclaré comme règlement no 25 que les actifs de la compagnie soient distribués parmi les actionnaires.

Copie certifiée du règlement no 25 de la compagnie « Biron Holdings Ltd. », adopté par les directeurs de la compagnie à une assemblée tenue le 29e jour de mai 1963, et approuvé à l'unanimité par les actionnaires présents à une assemblée générale spéciale tenue le même jour. Montréal, le 18 juin 1964.

*Le Secrétaire,*

CLAUDE-A. BIRON.

7199-o

**Biron Holdings Ltd.**

*By-law No. 25*

Whereas the company has not debts nor obligations;

Whereas it is deemed opportune to distribute the assets of the company among the shareholders;

Therefore, it is declared as by-law No. 25 that the assets of the company be distributed among the shareholders.

Certified copy of by-law No. 25 of "Biron Holdings Ltd.", adopted by the directors of the company at a meeting held on the 29th day of May, 1963, and approved unanimously by the shareholders present at a special general meeting held the same day.

Montreal, June 18, 1964.

*CLAUDE-A. BIRON,*

*Secretary.*

7199

**Interprovincial Development Co. Ltd.**

Avis est donné que « Interprovincial Development Co. Ltd. » a changé le nombre de ses directeurs de 3 à 4.

*Le Secrétaire,*

Mme K. A. BIERMAN.

10439-59

7200

**Interprovincial Development Co. Ltd.**

Notice is hereby given that "Interprovincial Development Co. Ltd.", has changed the number of its directors from 3 to 4.

*Mrs K. A. BIERMAN,*

*Secretary.*

10439-59

7200-o

**Lettres patentes**

**Letters Patent**

**École de comptabilité institutionnelle**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de l'article 14 de la Loi modifiant la charte de La Communauté des Sœurs de Charité de la Providence, 7-8 Elizabeth II, chapitre 176, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 1er juin 1964, constituant en corporation l'« École de comptabilité institutionnelle ».

Le siège social de la corporation ci-haut mentionnée est situé à Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 29 juin 1964.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

17-64 — 1225/22

7174-o

**École de comptabilité institutionnelle**

Notice is hereby given that under the provisions of section 14 of the Act amending the charter of La Communauté des Sœurs de Charité de la Providence, 7-8 Elizabeth II, chapter 176, letters patent, bearing date the 1st day of June, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, incorporating "École de comptabilité institutionnelle".

The head office of the above-mentioned corporation is situated in Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, on June 29, 1964.

*RAYMOND DOUVILLE,*

*Assistant Secretary of the Province.*

17-64 — 1225/22

7174

**Hôtel-Dieu de Hauterive**

**Hôtel-Dieu de Hauterive**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de l'article 24 de la Loi constituant en corporation les Religieuses Hospitalières de Saint-Joseph de Montréal, 11-12 Elizabeth II, chapitre 122, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 3 juin 1964, constituant en corporation l'« Hôtel-Dieu de Hauterive ».

Le siège social de la corporation ci-haut mentionnée est situé à Hauterive.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 29 juin 1964.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

16-64 — 1225/28

7175-o

Notice is hereby given that under the provisions of section 24 of the Act incorporating Religious Hospitaliers of Saint Joseph of Montreal, 11-12 Elizabeth II, chapter 122, letters patent, bearing date the 3rd day of June, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating "Hôtel-Dieu de Hauterive".

The head office of the above-mentioned corporation is situated in Hauterive.

Given at the office of the Provincial Secretary, on June 29, 1964.

*RAYMOND DOUVILLE,*

*Assistant Secretary of the Province.*

16-64 — 1225/28

7175

**Monastère des Ursulines de Mérici 1964**

**Monastère des Ursulines de Mérici 1964**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de l'article 22 de la Loi constituant en corporation l'« Union canadienne des Moniales de

Notice is hereby given that under the provisions of section 22 of the Act incorporating "Union Canadienne des Moniales de l'Ordre de

l'Ordre de Sainte-Ursule », 4-5 Elizabeth II, chapitre 150, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 3 juin 1964, constituant en corporation le « Monastère des Ursulines de Mérici 1964 ».

Le siège social de la corporation ci-haut mentionné est situé en la cité de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 29 juin 1964.

*Le Sous secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

7201-o

21-64 — 1223/127

#### L'Ordre basilien de Saint-Sauveur (Montréal)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de l'article 20 de la Loi relative à la constitution en corporation des évêques catholiques romains, 14 George VI, chapitre 276, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 3 juin 1964, constituant en corporation « L'Ordre basilien de Saint-Sauveur (Montréal) ».

Le siège social de la corporation ci-haut mentionnée est situé en la cité de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 29 juin 1964.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

7202-o

19-64 — 1225/34

Sainte-Ursule », 4-5 Elizabeth II, chapter 150, letters patent, bearing date the 3rd day of June, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating "Monastère des Ursulines de Mérici 1964".

The head office of the above-mentioned corporation is situated in the city of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, on June 29, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

7201

21-64 — 1223/127

#### L'Ordre basilien de Saint-Sauveur (Montréal)

Notice is hereby given that under the provisions of section 20 of the Act respecting the incorporation of Roman Catholic Bishops, 14 George VI, chapter 76, letters patent, bearing date the 3rd day of June, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating "L'Ordre basilien de Saint-Sauveur (Montréal)".

The head office of the above-mentioned corporation is situated in the city of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, on June 29, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

7202

19-64 — 1225/34

### Sièges sociaux

#### G.M.E. Electric Inc.

Avis est donné que « G.M.E. Electric Inc. », a transporté son siège social de la cité de LaSalle, à 2121, chemin Old Orchard, dans la ville de Montréal.

*Le Secrétaire-Trésorier,*  
EDMUND TESSIER.

7164

2137-64

#### Cleranda Construction Ltée

Avis est par les présentes donnée que la compagnie « Cleranda Construction Ltée », qui avait autrefois son siège social au numéro 3200 rue Bohlé, dans la cité de Montréal, l'a maintenant transporté au numéro 5455 boulevard Gouin, à Montréal.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie, comme étant son siège social.

Daté à Montréal, province de Québec, ce 25e jour de juin, 1964.

*Le Président,*  
JEAN-GUY LEGAULT.

7165-o

### Head Offices

#### G.M.E. Electric Inc.

Notice is hereby given that "G.M.E. Electric Inc.", has transferred its head office from the city of LaSalle, to 2121 Old Orchard Road, in the city of Montreal.

EDMUND TESSIER,  
*Secretary-Treasurer.*

7164-o

2137-64

#### Cleranda Construction Ltée

Notice is hereby given that the company "Cleranda Construction Ltée", which formerly had its head office at number 3200 Bohlé street, in the city of Montreal, has now moved it to number 5455 Gouin Boulevard, in Montreal.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, Province of Quebec, this 25th day of June, 1964.

JEAN-GUY LEGAULT,  
*President.*

7165-o

President.

#### Les Éditions Dynamiques Inc.

Avis est donné que la compagnie « Les Éditions Dynamiques Inc. », constituée en corporation sous la première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 30e jour d'avril 1964, et ayant son bureau principal à St-Tite, comté de Lavolette, a établi son bureau au numéro 312 de la rue Notre-Dame.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Grand'Mère, ce 3e jour de juillet 1964.

*Le Secrétaire,*  
MARCEL CRÊTE.

7176-o

#### Les Éditions Dynamiques Inc.

Notice is hereby given that "Les Éditions Dynamiques Inc.", company incorporated under the provisions of the Quebec Companies Act, Part I, by letters patent on the 30th day of April 1964, and having its head office in St-Tite, Lavolette county, has established its office at number 312, Notre-Dame street.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Grand'Mère, this 3rd day of July, 1964.

MARCEL CRÊTE,  
*Secretary.*

7176-o

**Shefford Auto Service Inc.**

Prenez avis que le siège social de « Shefford Auto Service Inc. », est établi à R. R. # 5, Granby, a/s M. Réal Charland.  
Granby, ce 16 juin 1964.

7177-o

*Le Président,*  
RÉAL CHARLAND.

**Shefford Auto Service Inc.**

Take notice that the company "Shefford Auto Service Inc.", has established its head office at R. R. # 5, Granby, c/o Mr. Réal Charland.  
Granby, June 16, 1964.

7177-o

RÉAL CHARLAND,  
*President.*

**Marautier construction inc.**

Avis est donné que la compagnie « Marautier construction inc. », a changé son siège social de Ste-Geneviève-de-Batiscan, à Ste-Anne-de-la-Pérade.

7181-o

*Le Secrétaire,*  
A. GABOURY.  
13060-58

**Marautier construction inc.**

Notice is given that the company "Marautier construction inc.", has changed its head office from Ste-Geneviève-de-Batiscan, to Ste-Anne-de-la-Pérade.

7181

A. GABOURY,  
*Secretary.*  
13060-58

**Bermo construction inc.**

Avis est donné que la compagnie « Bermo construction inc. », a changé son siège social de 2490, boulevard Gouin, est, Montréal, au numéro 236, de l'avenue Parent, Saint-Jérôme, comté de Terrebonne.

7182-o

*Le Secrétaire,*  
JEAN-PAUL BLONDIN.  
12238-61

**Bermo construction inc.**

Notice is given that the company "Bermo construction inc.", has changed its head office from 2490 Gouin Boulevard, East, Montreal, to number 236 Parent Avenue, Saint-Jérôme, county of Terrebonne.

7182

JEAN-PAUL BLONDIN,  
*Secretary.*  
12238-61

**Central Construction Inc.**

Avis est donné que la compagnie « Central Construction Inc. », constituée en corporation, en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, en date du neuvième jour de juin mil neuf cent soixante-quatre (1964), et ayant son bureau principal en la cité de Montréal, a établi son bureau au numéro 2425 de la rue Trenton.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce troisième jour de juillet mil neuf cent soixante-quatre (1964).

7190-o

ANDRÉ FORTIN, *notaire.*

**Central Construction Inc.**

Notice is hereby given that the "Central Construction Inc.", company incorporated by the first part of the Quebec Companies' Act, on the ninth day of June nineteen hundred and sixty-four (1964), and having its head office in the city of Montreal, has established its office at number 2425 Trenton street.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Given at Montreal, this third day of July nineteen hundred and sixty-four (1964).

7190-o

ANDRÉ FORTIN, *notary.*

**La Cie de Gestion Léo Tremblay Limitée**

Avis est donné que la compagnie « La Cie de Gestion Léo Tremblay Limitée », constituée en corporation, en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, en date du dix-neuvième jour de juin mil neuf cent soixante-quatre (1964), et ayant son bureau principal en la cité de Montréal-Nord, a établi son bureau au numéro 4670 de la rue Amiens.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce troisième jour de juillet mil neuf cent soixante-quatre (1964).

7191-o

ANDRÉ FORTIN, *notaire.*

**La Cie de Gestion Léo Tremblay Limitée**

Notice is hereby given that the "La Cie de Gestion Léo Tremblay Limitée", company incorporated by the first part of the Quebec Companies' Act, on the nineteenth day of June nineteen hundred and sixty-four (1964), and having its head office in the city of Montreal-North, has established its office at number 4670 Amiens Street.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Given at Montreal, the third day of July nineteen hundred and sixty-four (1964).

7191-o

ANDRÉ FORTIN, *notary.*

**Giovanni Di Lillo Construction Ltée**

Avis est donné que la compagnie « Giovanni Di Lillo Construction Ltée », constituée en corporation, en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, en date du deuxième jour de juin mil neuf cent soixante-quatre (1964), et ayant son bureau principal en la cité de Montréal, a établi son bureau au numéro 10,450 de la Place Fleury.

**Giovanni Di Lillo Construction Ltée**

Notice is hereby given that the "Giovanni Di Lillo Construction Ltée", company incorporated by the first part of the Quebec Companies' Act, on the second day of June nineteen hundred and sixty-four (1964), and having its head office in the city of Montreal, has established its office at number 10,450 Place Fleury.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce troisième jour de juillet mil neuf cent soixante-quatre (1964).  
7192-o                      *ANDRÉ FORTIN, notaire.*

#### J. T. Gendron inc.

Avis est donné que la compagnie « J. T. Gendron Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 22<sup>e</sup> jour d'avril 1947 et ayant son siège social dans la cité de Québec où elle avait son bureau situé au numéro 71 de la rue St-Pierre, l'a transporté au numéro 500 est de la Grande-Allée.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Québec, ce 10<sup>e</sup> jour de juin 1964.  
7193-o                      *Le Secrétaire,*  
*ROBERT MONAST.*

#### Metra Investments Ltd.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie « Metra Investments Ltd. », constituée en corporation en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, le 7<sup>e</sup> jour d'août dix-neuf cent soixante et un, et ayant antérieurement son siège social à chambre 930, édifice de la Banque Royale du Canada, place Ville Marie, en la cité de Montréal, a, présentement établi son bureau à chambre 941, 1010, rue Ste-Catherine, ouest, en ladite cité.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté en la cité de Montréal, ce 23<sup>e</sup> jour de mars 1964.  
(Sceau)                      *Le Secrétaire,*  
7194                              *B. ROBERT BENSON.*

#### Seaforth Radiology Associates Inc.

Avis est donné que la compagnie « Seaforth Radiology Associates Inc. », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes, en date du 11 mai 1964, a établi son siège social à 3550, chemin de la côte des Neiges, Montréal, P.Q.

Montréal, P.Q., 2 juillet 1964.  
7195                      *Le Secrétaire-Trésorier,*  
*G. H. MAGUIRE, M.D.*

#### Interprovincial Development Co. Ltd.

Avis est donné que « Interprovincial Development Co. Ltd. », a changé le siège social de 152, rue Notre-Dame est, Montréal, à 591, avenue Powell, Mont Royal.

7200                      *Le Secrétaire,*  
*Mme K. A. BIERMAN.*  
10439-59

#### Bouquet Greeting Card Co.

Extrait du procès-verbal d'une assemblée du bureau des directeurs de « Bouquet Greeting Card Co. », tenue au siège social de la compagnie le 2<sup>e</sup> jour de janvier 1964, à 11 a.m.

« Résolu:

Que l'adresse du siège social de la compagnie soit changé de 1180, rue Saint-Antoine ouest,

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Given at Montreal, this third day of July nineteen hundred and sixty-four (1964).  
7192-o                      *ANDRÉ FORTIN, notary.*

#### J. T. Gendron inc.

Notice is hereby given that "J. T. Gendron Inc.", incorporated by letters patent dated the 22nd day of April, 1947, and having its head office in the city of Quebec, where its office was situated at number 71, St. Peter St., has moved it to number 500 Grande Allée, East.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Quebec, this 10th day of June, 1964.  
7193                      *ROBERT MONAST,*  
*Secretary.*

#### Metra Investments Ltd.

Notice is hereby given that "Metra Investments Ltd.", incorporated under the provisions of the Quebec Companies Act on the 7th day of August, nineteen hundred and sixty-one, and previously having its head office at Suite 930, The Royal Bank of Canada Building, Place Ville Marie, in the city of Montreal, has now established its head office at Suite 941, 1010 St. Catherine Street West, in the said city.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at the city of Montreal, this 23rd day of March, 1964.  
(Seal)                      *B. ROBERT BENSON,*  
7194-o                      *Secretary.*

#### Seaforth Radiology Associates Inc.

Notice is hereby given that "Seaforth Radiology Associates Inc.", incorporated under Part I of the Quebec Companies Act by letters patent dated May 11, 1964, has established its head office at 3550 Côte des Neiges Road, Montreal, P.Q.

Montreal, P.Q., July 2, 1964.  
7195-o                      *G. H. MAGUIRE, M.D.,*  
*Secretary-Treasurer.*

#### Interprovincial Development Co. Ltd.

Notice is hereby given that "Interprovincial Development Co. Ltd.", has changed the head office from 152 Notre-Dame Street East, Montreal, to 591 Powell Avenue, Mount Royal.

7200-o                      *Mrs K. A. BIERMAN,*  
*Secretary.*  
10439-59

#### Bouquet Greeting Card Co.

Extract of the minutes of the meeting of the board of directors of "Bouquet Greeting Card Co.", held at the head office of the company, on the 2nd day of January, 1964, at 11:00 a.m.

"Resolved:

That the address of the head office of the company be changed from 1180 St. Antoine

en la ville de Montréal, à: 9200, avenue du Parc,  
Montréal, province de Québec.»  
Certifié extrait conforme.  
(Sceau)

7203

Bouquet Greeting Card Co.,  
Par RITA GLOVEN.

**Deltair Corporation**

Avis est par les présentes donné que la compagnie «Deltair Corporation», constituée en corporation par lettres patentes en date du 17 décembre mil neuf cent soixante-trois et enregistrées le vingt-trois décembre mil neuf cent soixante-trois, et ayant son siège à Beaconsfield, dans la province de Québec, a établi son bureau au numéro civique 388 de la rue Lakeshore Road.

À compter de la date des présentes, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce deuxième jour de janvier mil neuf cent soixante-quatre.

7204-o

Le Président,  
R. TERROUX.

**Hôpital Notre-Dame de L'Espérance**

Avis est donné que la compagnie «Hôpital Notre-Dame de L'Espérance», constituée en corporation sous l'empire de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec par lettres patentes en date du 2 octobre 1963 et ayant son bureau principal dans la cité de Québec, a établi son numéro 383, chemin Ste-Foy, Québec, P.Q.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Québec, ce 31e jour de mai 1964.

7205-o

Le Secrétaire,  
SOEUR ALPHONSE MARIE FILION.

**Hôpital Notre-Dame de L'Espérance de St-Laurent**

Avis est donné que la compagnie «Hôpital Notre-Dame de L'Espérance de St-Laurent», constituée en corporation sous l'empire de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec par lettres patentes en date du 2 octobre 1963 et ayant son bureau principal dans la cité de St-Laurent, a établi son bureau au numéro 1275 Côte Vertu, St-Laurent, P.Q.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à St-Laurent, ce 30e jour de mai 1964.

Le Secrétaire,  
7206-o SR. ST-JEAN L'ÉVANGÉLISTE AUBIN.

**Marilyn Investments Ltd.**

Avis est donné que «Marilyn Investments Ltd.», constituée en corporation en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec le 7e jour d'avril 1964, et ayant son siège social en la cité de Montréal, en ladite province, a établi son bureau à 5680, rue St-Dominique.

À compter de la date de cet avis ledit bureau est considéré comme étant le siège social de la compagnie.

Daté à Montréal, ce 30e jour de juin 1964.

7207

Le Secrétaire-Trésorier,  
I. POMERANTZ.

Street West, at the city of Montreal, to: 9200  
Park Avenue, Montreal, Province of Quebec.»  
Certified true extract.  
(Seal)

7203-o

Bouquet Greeting Card Co.,  
Per RITA GLOVEN.

**Deltair Corporation**

Notice is hereby given that "Deltair Corporation", incorporated by letters patent dated December 17, one thousand nine hundred and sixty-three and registered on December twenty-third, one thousand nine hundred and sixty-three, and having its office at Beaconsfield, in the Province of Quebec, has established its office civic number 388 Lakeshore Road.

From and after the date of the these presents, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, this second day of January, one thousand nine hundred and sixty-four.

7204

R. TERROUX,  
President.

**Hôpital Notre-Dame de L'Espérance**

Notice is hereby given that "Hôpital Notre-Dame de L'Espérance", incorporated under the authority of Part III of the Quebec Companies Act by letters patent dated October 2, 1963, and having its principal office in the city of Quebec, has established its office at number 383 chemin Ste-Foy, Quebec, P.Q.

From and after the date of the present notice, the said office is considered as being the principal office of the company.

Given at Quebec, this 31st day of May, 1964.

7205

SOEUR ALPHONSE MARIE FILION,  
Secretary.

**Hôpital Notre-Dame de L'Espérance de St-Laurent**

Notice is hereby given that "Hôpital Notre-Dame de L'Espérance de St-Laurent", incorporated under the authority of Part III of the Quebec Companies Act by letters patent dated October 2, 1963, and having its main office in the city of St-Laurent, has established its office at number 1275 Côte Vertu, St-Laurent, P.Q.

From and after the date of the present notice, the said office is considered as being the principal office of the company.

Given at St-Laurent, this 30th day of May, 1964.

7206 SR. ST-JEAN L'ÉVANGÉLISTE AUBIN,  
Secretary.

**Marilyn Investments Ltd.**

Notice is hereby given that "Marilyn Investments Ltd.", incorporated under the provisions of Part I of the Quebec Companies' Act on the 7th day of April 1964, and having its head office in the city of Montreal, in the said province has established its office at 5680 St. Dominique Street.

From and after the date of this notice the said office is considered by the company as being its head office.

Dated at Montreal, this 30th day of June 1964.

7207-o

I. POMERANTZ,  
Secretary-Treasurer.

**Scriptex Inc.**

Avis est donné que la compagnie « Scriptex Inc. », constituée en corporation par lettres patentes datées du 25 août 1961 et enregistrées le 13 octobre 1961, et ayant son bureau principal en la cité de Montréal, où elle avait son bureau situé jusqu'aujourd'hui au numéro 2597, rue Valois, l'a transporté au numéro 1818 ouest, rue Sherbrooke à compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 22<sup>e</sup> jour de janvier, 1964.

(Sceau)  
7208-o

*Le Secrétaire,*  
ANDRÉ LEGAULT.

**Scriptex Inc.**

Notice is given that the company "Scriptex Inc.", incorporated by letters patent dated August 25, 1961 and registered on October 13, 1961, and having its head office in the city of Montreal, where its office was situated until this date at number 2597 Valois Street, has transferred it to number 1818 Sherbrooke Street West, from and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, this 22nd day of January, 1964.

(Seal)  
7208

ANDRÉ LEGAULT,  
*Secretary.*

**Coopérative Fédérée de Québec**

Avis est donné que la « Coopérative Fédérée de Québec », constituée en corporation par la loi 13 Georges V chapitre 109 et ses amendements, en date du trente et unième jour du mois d'octobre de l'année mil neuf cent vingt-deux, qui avait jusqu'à aujourd'hui son siège social au numéro civique 1055 ouest, de la rue Crémazie, dans les cité et district de Montréal, a maintenant sa nouvelle adresse au numéro 1055 rue du Marché Central, dans les dit cité et district de Montréal.

Donné à Montréal, ce quinzième jour du mois de juin de l'année mil neuf cent soixante-quatre.

7213-o

*Le Secrétaire,*  
LOUIS-PHILIPPE POULIN.

**Coopérative Fédérée de Québec**

Notice is hereby given that "Coopérative Fédérée de Québec", incorporated under Act 13 George V, chapter 109 and its amendments, on the thirty-first day of the month of October, one thousand nine hundred and twenty-two, which had its head office, until today, at civic number 1055 Crémazie St. West, in the city and district of Montreal, now has its new address at number 1055 Marché Central St., in the said city and district of Montreal.

Given at Montreal, this fifteenth day of the month of June, in the year one thousand nine hundred and sixty-four.

7213

LOUIS-PHILIPPE POULIN,  
*Secretary.*

**Montreal Alouette Football Club, Inc.**

Avis est donné que « Montreal Alouette Football Club, Inc. », constituée en corporation par lettres patentes émises en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, le 12<sup>e</sup> jour ce juillet 1946, a transporté son bureau principal de 2155, rue Mountain, Montréal, Québec, à 1, Place Ville Marie, Montréal, Québec.

Daté à Montréal, Québec, ce 3<sup>e</sup> jour de juillet 1964.

Montreal Alouette Football Club, Inc.,  
7214 *Par: M. E. WORKMAN.*

**Montreal Alouette Football Club, Inc.**

Notice is hereby given that "Montreal Alouette Football Club, Inc.", incorporated by letters patent issued under the provisions of Part I of the Quebec Companies Act, on the 12th day of July, 1946, has moved its principal place of business from 2155 Mountain Street, Montreal, Quebec to 1, Place Ville Marie, Montreal, Quebec.

Dated at Montreal, Quebec, this 3rd day of July, 1964.

Montreal Alouette Football Club, Inc.,  
7214-o *Per: M. E. WORKMAN.*

**Examen du Barreau****Bar Examination****Barreau des Laurentides — Bar of Laurentides**

CANDIDAT POUR L'EXAMEN À L'ÉTUDE DU DROIT  
CANDIDATE FOR THE EXAMINATION TO THE STUDY OF LAW

| Nom<br>Surname | Prénom<br>Given name | Age | Résidence<br>Residence          | Collège<br>College     |
|----------------|----------------------|-----|---------------------------------|------------------------|
| St-Arnaud..... | Claude.....          | 24  | 550, St-Louis,<br>Joliette..... | Séminaire de Joliette. |

Joliette, le 29 juin 1964 — Joliette, June 29, 1964.

7219-o

*Le Secrétaire du Barreau des Laurentides,*  
C. DUGAS,  
*Secretary of the Bar of Laurentides.*

**Liquidation — Avis de**

**Winding up Notices**

**La Compagnie de marbre et de tuile de Québec, limitée  
Quebec Marble and Tile Company Limited**

Avis est donné que, lors d'une assemblée générale des actionnaires de « La Compagnie de marbre et de tuile de Québec, limitée — Quebec Marble and Tile Company Limited », tenue à Québec, le 11 juin 1964, il a été résolu que les affaires de ladite compagnie soient liquidées volontairement, et que celle-ci soit dissoute, le tout conformément aux dispositions de la Loi de la liquidation des compagnies à fonds social (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 278), et que M. Maurice De Coster, comptable agréé, a été nommé liquidateur.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 2 juillet 1964.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

7189-o 651-37

**Turcotte & Rainville inc.**

Avis est donné que, lors d'une assemblée des actionnaires de la compagnie « Turcotte & Rainville inc. », tenue à Montréal, le 5 juin 1964, il a été résolu que les affaires de ladite compagnie soient liquidées volontairement, et que celle-ci soit dissoute, le tout conformément aux dispositions de la Loi de la liquidation des compagnies à fonds social (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 278), et que M. Guy Messier, comptable agréé, a été nommé liquidateur.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 29 juin 1964.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

7209-o 10242-59

**Ministère des Affaires municipales**

**Department of Municipal Affairs**

**Village de Pointe-aux-Outardes**

**Village of Pointe-aux-Outardes**

Le soussigné donne avis que, tel que demandé dans une résolution adoptée le 6 juin 1964, par le conseil municipal du village de « Pointe-aux-Outardes », comté de Saguenay, et conformément aux dispositions de l'article 130 du Code municipal, il a décrété, en date du 23 juin 1964, que les publications de tous les avis publics, règlements, résolutions ou ordres de la corporation du village de « Pointe-aux-Outardes », comté de Saguenay, sauf celles requises dans la *Gazette officielle de Québec*, se feront, à l'avenir, dans la langue française seulement.

Le présent avis est publié en vertu de l'article 131 du Code municipal.

Québec, le 23 juin 1964.  
*Le Sous-ministre des Affaires municipales,*  
JEAN-LOUIS DOUCET, C.R.

7215-o

**Cité de Laffèche**

**City of Laffèche**

Avis public est par les présentes donné que la Commission municipale de Québec présentera, conformément aux dispositions de sa loi organique, à un juge de la Cour supérieure siégeant en division de pratique, dans et pour le district de

**La Compagnie de marbre et de tuile de Québec, limitée  
Quebec Marble and Tile Company Limited**

Notice is given that at a general meeting of the shareholders of "La Compagnie de marbre et de tuile de Québec, limitée — Quebec Marble and Tile Company Limited", held at Québec, on June 11, 1964, a resolution was adopted to the effect that the affairs of the said company be wound up voluntarily and that it be dissolved, in conformity with the provisions of the Winding-up Act, (Revised Statutes of Québec, 1941, chapter 278), and that Mr. Maurice De Coster, chartered accountant, has been appointed liquidator.

Given at the office of the Provincial Secretary, on July 2, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province,*

7189 651-37

**Turcotte & Rainville inc.**

Notice is hereby given that, at a meeting of the shareholders of "Turcotte & Rainville inc.", held in Montreal on June 5, 1964, a resolution was adopted to the effect that the affairs of the said company be wound up voluntarily, and that it be dissolved, the whole in accordance with the provisions of the Winding-Up Act (Revised Statutes of Québec, 1941, chapter 278), and that Mr. Guy Messier, chartered accountant, has been appointed liquidator.

Given at te office of the Provincial Secretary, on June 29, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

7209 10242-59

The undersigned gives notice that, as requested in a resolution dated June 6, 1964, of the Municipal Council of the village of "Pointe-aux-Outardes", county of Saguenay, and pursuant to the provisions of article 130, of the Municipal Code, he has enacted, under date of June 23, 1964, that the publication of all public notices, by-laws, resolutions or orders of the said corporation of the village of "Pointe-aux-Outardes", county of Saguenay, with the exception of those required in the *Quebec Official Gazette* be made, henceforth, in the French language only.

The present notice is published in conformity with article 131, of the Municipal Code.

Québec, June 23, 1964.  
JEAN-LOUIS DOUCET, Q.C.,  
*Deputy Minister of Municipal Affairs.*

7215-o

Public notice is hereby given that the Quebec Municipal Commission will petition, in conformity with the provisions of its organic Act, a Judge of the Superior Court, sitting in Practice Division, in and for the district of Montreal,

Montréal, le mercredi, 22 juillet 1964, à 10.30 heures a.m., une requête aux fins de faire déclarer en défaut la « Cité de Lafèche », au sens de la Loi de la Commission municipale de Québec.

Québec, le 3 juillet 1964.

7216-o

Le Secrétaire,  
ROGER DESAULNIERS.

### Ville de Neufchâtel

Canada,  
Province de Québec.  
[L. S.]  
ANDRÉ TASCHEREAU

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

### Lettres patentes

ATTENDU QUE sous l'autorité de la Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1941, chapitre 233), le conseil municipal de la paroisse de Neufchâtel, dans le comté de Québec, Nous a présenté, conformément à une résolution régulièrement adoptée à sa session du 20 août 1963, une requête demandant que le territoire de ladite municipalité de la paroisse de Neufchâtel, tel que décrit dans la description officielle du ministère des terres et forêts en date du 18 octobre 1963, soit érigé en une municipalité de ville comprenant six quartiers, chaque quartier étant représenté par un échevin;

ATTENDU QUE la population de la municipalité de la paroisse de Neufchâtel est de quatre mille huit cent soixante et onze âmes;

ATTENDU qu'en vertu des dispositions de l'article 12 de la Loi des cités et villes, le lieutenant-gouverneur en conseil peut ériger, par lettres patentes, le territoire d'une municipalité de paroisse en municipalité de ville, s'il contient une population d'au moins deux mille âmes;

ATTENDU qu'il y a lieu de faire droit à cette requête du conseil municipal de la paroisse de Neufchâtel.

À CES CAUSES, Sachez que, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 1108, en date du 3 juin 1964, et conformément aux dispositions de la Loi des cités et villes, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons:

QUE le territoire suivant, à savoir:

Le territoire actuel de la municipalité de la paroisse de Neufchâtel, comté de Québec, comprenant en référence au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Ambroise-de-la-Jeune-Lorette, les lots ou parties de lots et leurs subdivisions présentes et futures, ainsi que les chemins, routes, rues, boulevards, emprises de chemin de fer, rivières, lacs, cours d'eau ou parties d'iceux renfermés dans les limites suivantes, à savoir: partant du sommet de l'angle ouest du lot 888; de là, successivement, les lignes et démarcations suivantes: la ligne nord-ouest dudit lot 888 et son prolongement jusqu'au côté nord-est de la route de Valcartier; ledit côté nord-est de ladite route en allant vers le sud-est jusqu'à la ligne nord-est du lot 887; ladite ligne nord-est dudit lot 887 traversant une rivière et se continuant dans la ligne nord-est des lots 886, 885, 884, 872, 871, 867, 865, 864, 863, 860, 859, 856, 855, 851,

Wednesday, July 22, 1964, at 10:30 o'clock a.m., to have the "City of Lafèche", declared to be in default under the provisions of Quebec Municipal Act.

Quebec, July 3, 1964.

7216-o

ROGER DESAULNIERS,  
Secretary.

### Town of Neufchâtel

Canada,  
Province of Québec.  
[L. S.]  
ANDRÉ TASCHEREAU

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and her other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, defender of the faith.

To all to whom these present letters shall come, or whom the same may concern,

GREETING.

### Letters Patent

WHEREAS under the authority of the Cities and Towns Act (Revised Statutes, 1941, chapter 233), the municipal council of the parish of Neufchâtel, in the county of Québec, has presented to Us, pursuant to a resolution adopted at its session on August 20, 1963, request asking that the territory of the said municipality of the parish of Neufchâtel, as described in the official description of the Department of Lands and Forests, dated October 18, 1963, be erected into a town municipality comprised of six wards, each ward being represented by an alderman;

WHEREAS the population of the municipality of the parish of Neufchâtel is four thousand eight hundred and seventy-one souls;

WHEREAS pursuant to the provisions of section 12 of the Cities and Towns Act, the Lieutenant-Governor in Council may erect, by letters patent, the territory of parish municipality into a town municipality if it has a population of at least two thousand;

WHEREAS it is deemed expedient that this request of the municipal council of the parish of Neufchâtel be granted;

THEREFORE, know Ye that, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in a decree bearing number 1108, dated June 3, 1964, and pursuant to the provisions of the Cities and Towns Act, We have decreed and ordered, and do hereby decree and order:

THAT the following territory, to wit:

The present territory of the municipality of the parish of Neufchâtel, county of Québec, including with reference to the official cadaster of the parish of Saint-Ambroise-de-la-Jeune-Lorette, the lots or parts of lots and their present and future subdivisions, as well as the roads, routes, streets, boulevards, railroad right of ways, rivers, lakes, water courses or parts of same enclosed within the following limits, to wit: starting at the summit of the west angle of lot 888; thence, successively, the following lines and demarcations: the northwest line of the said lot 888 and its extension as far as the northeast side of the road to Valcartier; the said northeast side of the said road running toward the southeast up to the northeast line of lot 887; the said northeast line of the said lot 887 crossing a river and continuing in the northeast line of lots 886, 885, 884, 872, 871, 867, 865, 864, 863, 860, 859,

850, 847, 846, 843, 842, 841, 838, 837, 836, 833, 832, 829, 825, 824, 820, 817, 813, 812, 809, 808, 805, 804, 797, 796, 793, 792, 791, 788, 787, 784, 783, 780 et 779; la ligne sud-est du lot 779; le côté nord-est de la route de Valcartier en allant vers le sud-est jusqu'à la ligne nord-ouest du lot 982; la ligne nord-ouest des lots 982 et 983, la dernière prolongée jusqu'au côté nord-est de la route Pageau avant élargissement; ledit côté nord-est de ladite route en allant vers le sud-est jusqu'à un point au sud-est du chemin Saint-Émile à une distance de un (1) arpent à partir du côté sud-est dudit chemin et mesurée le long de ladite route; une ligne parallèle audit chemin Saint-Émile sur ladite distance de un (1) arpent traversant les lots 1174, 1172 en rétrogradant jusqu'à 1167 inclusivement; partie de la ligne nord-est dudit lot 1167 en allant vers le sud-est jusqu'au prolongement vers le sud-ouest de la ligne nord-ouest du lot 1161; ledit prolongement à travers les lots 1165, 1164, 1163, 1162 et ladite ligne nord-ouest dudit lot 1161; partie de la ligne nord-est du susdit lot 1161, jusqu'au côté nord de l'emprise du chemin de fer Canadien National (lot cadastral 1525); ledit côté nord de ladite emprise en allant vers l'est jusqu'à la ligne nord-ouest du lot 1126; la ligne nord-ouest des lots 1126 à 1138 inclusivement, la dernière prolongée jusqu'à l'axe de la rivière du Berger; ledit axe de ladite rivière, contournant par la gauche les îles les plus rapprochées de la rive droite et par la droite les îles les plus rapprochées de la rive gauche, en descendant son cours jusqu'au prolongement de la ligne sud-est du lot 1098; ledit prolongement et ladite ligne sud-est dudit lot 1098; une ligne brisée limitant au sud-est les lots 1097, 1096, 1095, 1094, 1093 et 1092; partie de la ligne sud-ouest dudit lot 1092 jusqu'à la ligne sud-est du lot 1091; une ligne brisée limitant au sud-est les lots 1091, 1090 et 1089, laquelle ligne traverse la route St-Jacques et se prolonge jusqu'à l'axe de la rivière Saint-Charles; ledit axe de ladite rivière en remontant son cours jusqu'au prolongement de ladite ligne sud-est du lot 575; ledit prolongement et la ligne sud-est des lots 575 et 574, cette ligne traversant la route de l'Ornière et l'emprise de l'ancien chemin de fer Québec et le Lac Saint-Jean (lot cadastral 1524); la ligne limitant au sud-ouest les lots 574, 573, 572, 570, 569, 568-A, 568, 567, 565, 562, 561, 558, et 557, cette ligne traversant l'emprise de l'ancien chemin de fer Québec et Lac Saint-Jean; une ligne sud-ouest et une ligne sud-est du lot 556, la dernière traversant l'emprise de l'ancien chemin de fer Québec et Lac Saint-Jean et se continuant jusqu'à une autre ligne sud-ouest dudit lot 556; ladite dernière lignesud-ouest du susdit lot 556 et la ligne sud-ouest des lots 555 et 550, celle-ci traversant l'emprise de l'ancien chemin de fer Québec et Lac Saint-Jean et la route de la Promenade et se continuant dans la ligne sud-ouest des lots 548 en rétrogradant jusqu'au lot 536 inclusivement, 536-A, 535, 534, 533 et 532 jusqu'à la ligne sud-est du lot 262; la ligne limitant au sud-est les lots 262, 261, 260, 259, 248, 247, 246, 243, 242 et 241, cette ligne traversant l'emprise de l'ancien chemin de fer Québec et Lac Saint-Jean et se continuant jusqu'à l'axe de la route Poulin; ledit axe de ladite route jusqu'au côté nord-ouest de la route Sainte-Geneviève avant élargissement; ledit côté nord-ouest de ladite route Sainte-Geneviève et son prolongement à travers l'emprise de l'ancien chemin de fer Québec et Lac Saint-Jean et dans la ligne nord-ouest du lot 269 jusqu'à la ligne sud-ouest du lot 521; partie de la ligne sud-ouest dudit lot 521; la ligne sud-ouest des lots 517, 516

856, 855, 851, 850, 847, 846, 843, 842, 841, 838, 837, 836, 833, 832, 829, 825, 824, 820, 817, 813, 812, 809, 808, 805, 804, 797, 796, 793, 792, 791, 788, 787, 784, 783, 780 and 779; the southeast line of lot 779; the northeast side of the Valcartier road going toward the southeast up to the northwest line of lot 982; the northwest line of lots 982 and 983, the latter extended as far as the northeast side of the Pageau Road, before the widening; the said northeast side of the said road going toward the southeast of the Saint-Émile road for a distance of one arpent starting from the southeast side of the said road and measured along the said road; a line parallel to the said Saint-Émile road along a distance of one (1) arpent crossing lots 1174, 1172 by retrograding as far as 1167 inclusively; part of the northeast line of the said lot 1167 going toward the southeast up to the extension toward the southwest of the northwest line of lot 1161; the said extension across lots 1165, 1164, 1163, 1162 and the said northwest line of the said lot 1161; part of the northeast line of the above said lot 1161, as far as the north side of the Canadian National Railway right of way (cadastral lot 1525); the said north side of the said right of way going toward the east up to the northwest line of lot 1126; the northwest line of lot 1126 to 1138 inclusively, the latter extended up to the axis of the du Berger River; the said axis of the said river skirting toward the left the islands nearest to the right bank and on the right, the island nearest the left bank, in the descent of its course as far as the extension of the southeast line of lot 1098; the said extension and the said southeast line of the said lot 1098; a broken line limiting on the southeast lots 1097, 1096, 1095, 1094, 1093 and 1092; part of the southwest line of the said lot 1092 up to the southeast line of lot 1091; a broken line limiting on the southeast lots 1091, 1090 and 1089, which line crosses St-Jacques Road, and extends to the axis of the Saint-Charles River; the said axis of the said river ascending its course up to the extension of the southeast line of lot 575; the said extension and the southeast line of lots 575 and 574, this line crossing the Ornière road and the old Quebec and Lake Saint-John Railway right of way (cadastral lot 1524); the line limiting on the southwest lots 574, 573, 572, 570, 569, 568-A, 568, 567, 565, 562, 561, 558 and 557, this line crossing the old Quebec and Lake Saint-John Railway right of way; a southwest line and a southeast line of lot 556, the latter crossing the right of way of the old Quebec and Lake Saint-John Railway and continuing as far as another southwest line of the said lot 556; the last southwest line of the above said lot 556 and the southwest line of lots 555 and 550, the latter crossing the right of way of the old Quebec and Lake Saint-John Railway and the road of the Promenade and continuing in the southwest line of lots 548 by retrograding as far as lot 536 inclusively, 536-A, 535, 534, 533 and 532 up to the southeast line of lot 262; the line limiting on the southeast lots 262, 261, 260, 259, 248, 247, 246, 243, 242 and 241, this line crossing the right of way of the old Quebec and Lake Saint-John Railway and continuing as far as the axis of the Poulin Road; the said axis of the said road as far as the northwest side of Sainte-Geneviève Road before the widening; the said northwest side of the said Sainte-Geneviève road and its extension across the right of way of the old Quebec and Lake Saint-John Railway and in the northwest line of lot 269 up to the southwest line of lot 521; part of the southwest line of the said

et son prolongement à travers la route Saint-Claude, dans la ligne sud-ouest des lots 515, 514, 513, à travers l'emprise de l'ancien chemin de fer Québec et Lac Saint-Jean et dans la ligne sud-ouest des lots 457 et 456 jusqu'à la ligne nord-ouest dudit lot 456; ladite ligne nord-ouest du sud dit lot 456 et son prolongement jusqu'au côté nord-est de l'emprise de l'ancien chemin de fer Québec et Lac Saint-Jean; ledit côté nord-est de ladite emprise en allant vers le sud-est jusqu'à la ligne nord du lot 458; la ligne nord des lots 458, 459, 460, 461, 462, 464, 465, 465-A, 466 à 471 inclusivement et son prolongement jusqu'au côté nord-est de la rue Cook; ledit côté nord-est de ladite rue en allant vers le sud-est et se continuant dans la ligne nord-est du lot 474 et dans le côté nord-est de la route de l'Ornière jusqu'à la ligne nord-ouest du lot 593; la ligne nord-ouest des lots 593, 608 et 607, la dernière prolongée jusqu'à l'axe de la rivière Saint-Charles; ledit axe de la rivière, contourant par la gauche les îles les plus rapprochées de la rive droite et par la droite les îles les plus rapprochées de la rive gauche, en remontant son cours jusqu'au prolongement de la ligne sud-est du lot 1043; ledit prolongement et ladite ligne sud-est dudit lot 1043; le côté ouest de la route Saint-Jacques (ligne est du lot 1043) en allant vers le nord jusqu'à sa rencontre avec une ligne droite approximativement parallèle au côté sud-est de la rue Saint-Antoine et à 570 pieds dudit côté; ladite ligne droite traversant la route Saint-Jacques et les lots 1046 à 1049 inclusivement, 1053, 1054 et 1055 jusqu'à la ligne sud-ouest du lot 1106; partie de ladite ligne sud-ouest du lot 1106 et son prolongement vers le nord-ouest à travers le boulevard Bastien et dans l'ancien côté sud-ouest de la route Pageau avant son élargissement jusqu'au côté sud-est de la route Saint-Barthélémy, cette ligne traversant l'emprise du chemin de fer Canadien National (lot cadastral 1525) et le chemin Saint-Émile; partie dudit côté sud-est de la route Saint-Barthélémy allant vers le sud-ouest et se prolongeant dans la ligne sud-est des lots 1001, 1000, 999, 998, et 997 jusqu'à la ligne sud-ouest dudit lot 997; la ligne sud-ouest des lots 997 et 996, la dernière prolongée jusqu'à l'axe de la rivière Saint-Charles; ledit axe de la rivière en descendant son cours jusqu'au prolongement de la ligne nord-est du lot 1027-20; ledit prolongement en allant vers le sud-est jusqu'à la rive gauche de la rivière Saint-Charles; ladite rive gauche de ladite rivière en descendant son cours jusqu'au prolongement à travers la susdite rivière du côté sud-est de la rue LaRue; ledit prolongement et ledit côté sud-est de ladite rue traversant la route de Valcartier, se prolongeant dans la ligne sud-est des lots 766 et 775, à travers l'emprise du chemin de fer Canadien National (lot cadastral 1525) et jusqu'au prolongement du côté sud-ouest de la route du Vallon; ledit prolongement et ledit côté sud-ouest de ladite route traversant l'emprise du chemin de fer Canadien National (lot cadastral 1525) et se continuant jusqu'à la ligne sud-est du lot 777; ladite ligne sud-est du lot 777 jusqu'à la ligne sud-ouest dudit lot 777; la ligne sud-ouest des lots 777, 781, 782, 785, 786, 789, 790, 795, 794, 798, 799, 801, 802, 803, 806, 807, 810, 811, 814, 815, 818, 819, 821, 822, 823, 826, 827, 830, 831, 834, 835, 839, 840, 844, 845, 848, 849, 852, 853, 854, 857, 858, 861, 862, 866, 868, 869, 870, 874 à 882 inclusivement, 885 à 888 inclusivement jusqu'au point de départ;

soit érigé en une municipalité de ville sous le nom de « ville de Neufchâtel »;

lot 521; the southwest line of lots 517, 516 and its extension across the Saint-Claude road, in the southwest line of lots 515, 514, 513, across the right of way of the old Quebec and Lake Saint-John Railway and in the southwest line of lots 457 and 456 up to the northwest line of the said lot 456; the said northwest line of the said lot 456 and its extension as far as the northeast side of the old right of way of the old Quebec and Saint-John Railway; the said northeast side of the said right of way going toward the southeast as far as the north line of lot 458; the north line of lots 458, 459, 460, 461, 462, 464, 465, 465-A, 466 to 471 inclusively and its extension as far as the northeast side of Cook Street; the said northeast side of the said street going toward the southeast and continuing in the northeast line of lot 474 and on the northeast side of the Ornière road as far as the northwest line of lots 593, the northwest line of lots 593, 608 and 607, the latter extended as far as the axis of the Saint-Charles River; the said axis of the river, skirting on the left the nearest islands of the right bank and on the right the islands nearest the left bank, by ascending its course as far as the extension of the southeast line of lot 1043; the said extension and the said southeast line of the said lot 1043; the west side of Saint-Jacques road (line east of lot 1043) going toward the north as far as its meeting with a straight line approximately parallel with the southeast side of Saint-Antoine Street and at 570 feet on the same side; the said straight line crossing the Saint-Jacques road and lots 1046 to 1049 inclusively, 1053, 1054 and 1055 as far as the southwest line of lot 1106; part of the said southwest line of lot 1106 and its extension toward the northwest across the Bastien Boulevard and in the old southwest side of the Pageau road before its widening up to the southeast side of the Saint-Barthélémy road, this line crossing the Canadian National Railway right of way (cadastral lot 1525) and the Saint-Émile road; part of the said southeast side of the Saint-Barthélémy road going toward the southwest and extending in the southeast line lots 1001, 1000, 999, 998 and 997 as far as the southwest line of the said lot 997; the southwest line of lots 997 and 996, the latter extended as far as the axis of the Saint-Charles River; the said axis of the river descending its course as far as the extension of the northeast line of lot 1027-20; the said extension going toward the southeast as far as the left bank of the Saint-Charles River; the said left bank of the said river in descending its course as far as the extension across the above said river on the southeast side of LaRue Street; the said extension and the said southeast side of the said street crossing the Valcartier Road, extending in the southeast line lots 766 and 775, across the Canadian National Railway right of way (cadastral lot 1525) and as far as the extension on the southwest side of du Vallon road; the said extension and the said southwest side of the said road crossing the Canadian National Railway right of way (cadastral lot 1525) and continuing as far as the southeast line of lot 777; the said southeast line of lot 777 as far as the southwest line of the said lot 777; the southwest line of lots 777, 781, 782, 785, 786, 789, 790, 795, 794, 798, 799, 801, 802, 803, 806, 807, 810, 811, 814, 815, 818, 819, 821, 822, 823, 826, 827, 830, 831, 834, 835, 839, 840, 844, 845, 848, 849, 852, 853, 854, 857, 858, 861, 862, 866, 868, 869, 870, 874 to 882 inclusively, 885 to 888 inclusively up to the starting point; be erected into a town municipality under the name of "town of Neufchâtel";

QUE cette municipalité soit divisée en six quartiers, chaque quartier étant représenté par un échevin et que, par conséquent, le conseil de ladite municipalité soit composé d'un maire et de six échevins;

QUE l'endroit de la première session générale du conseil de cette municipalité aura lieu à l'endroit où étaient tenues les séances du conseil municipal de la paroisse de Neufchâtel, soit à son Hôtel de Ville.

EN FOI DE QUOI, NOUS AVONS fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable ANDRÉ TASCHEREAU, LL.D., D.C.L., juge à la Cour du banc de la Reine, administrateur du gouvernement de la province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce deuxième jour de juillet en l'année mil neuf cent soixante-quatre de l'ère chrétienne et de Notre Règne la treizième année.

Par ordre,

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

Avis de l'octroi des lettres patentes ci-dessus est donné conformément aux dispositions de l'article 15 de la Loi des cités et villes (S.R.Q., 1941, ch. 233).

*Le Sous-ministre des affaires municipales,*  
7216-o JEAN-LOUIS DOUCET, C.R.

THAT this municipality be divided into six wards, each ward being represented by an alderman and that, therefore, the council of the said municipality be composed of a mayor and six aldermen;

THAT the place where the first general session of the council of this municipality shall be held there where the sessions of the municipal council of the parish of Neufchâtel were held, that is at its Town Hall.

IN TESTIMONY, We have caused these our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our right Trusty and Well-Beloved the Honourable ANDRÉ TASCHEREAU, LL.D., D.C.L., Judge of the Queen's Bench, Administrator of the Government of the Province of Quebec.

Given at Our Parliament Buildings, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this second day of July in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and sixty-four, and in the thirteenth year of Our Reign.

By command,

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

Notice of the issuing of the above letters patent is given pursuant of the provisions of section 15 of the Cities and Towns Act (Q.R.S., 1941, chapter 233).

7216 JEAN-LOUIS DOUCET, Q.C.,  
*Deputy Minister of Municipal Affairs.*

## Ministère des Finances Assurances

Allstate Life Insurance Company  
of Canada  
Allstate du Canada, Compagnie  
d'Assurance-Vie

*Avis d'émission de permis  
et de certificat d'enregistrement*

Avis est donné, par les présentes, que « Allstate Life Insurance Company of Canada — Allstate du Canada, Compagnie d'Assurance-Vie » enregistrée sous le numéro 668, a obtenu le permis et le certificat d'enregistrement numéro 4234 qui l'autorise, à compter du 8 juin 1964, à effectuer dans la province des contrats d'assurance relatifs aux genres suivants: Vie, Accident et Maladie.

Le siège social de la compagnie est situé à 790, rue Bay, Toronto 2, Ontario.

La compagnie a nommé monsieur John H.E. Colby, c.r., 1155 ouest, boulevard Dorchester, Montréal, son procureur dans la province.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des finances, le 17e jour de juin 1964.

*Pour le Ministre des finances  
de la Province,*  
*Le surintendant des assurances,*  
7118-27-2-o ROGER-A. CAMARAIRE.

## Department of Finance Insurance

Allstate Life Insurance Company  
of Canada  
Allstate du Canada, Compagnie  
d'Assurance-Vie

*Notice of issue of license  
and certificate of registration*

Notice is hereby given that "Allstate Life Insurance Company of Canada — Allstate du Canada, Compagnie d'Assurance-Vie," registered under number 668, has obtained the license and certificate of registry number 4234 authorizing it, as from June 8, 1964, to undertake in this Province contracts of insurance of the following classes: Life, Accident and Sickness.

The head office of the company is situate at 790, Bay Street, Toronto 2, Ontario.

The company has appointed Mr. John H.E. Colby, q.c., 1155, Dorchester Boulevard West, Montreal, its attorney in the Province.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Finance, the 17th day of June, 1964.

*For the Minister of Finance  
of the Province,*  
ROGER A. CAMARAIRE,  
*Superintendent of Insurance.*  
7118-27-2-o

**The Mortgage Insurance Company  
of Canada**  
**La Compagnie d'Assurance d'Hypothèques  
du Canada**

*Avis d'émission de permis et de certificat  
d'enregistrement*

Avis est donné, par les présentes, que « The Mortgage Insurance Company of Canada — La Compagnie d'Assurance d'Hypothèques du Canada », enregistrée sous le numéro 669, a obtenu le permis et le certificat d'enregistrement numéro 4238 qui l'autorise, à compter du 13<sup>e</sup> jour de juin 1964, à effectuer dans la province des contrats d'assurance d'Hypothèques.

Le siège social de la compagnie est situé à 44 ouest, rue King, Toronto, 1, Ontario.

La compagnie a nommé monsieur David Mackenzie, 507, Place d'Armes, Montréal, son procureur dans la province.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des finances, le 25<sup>e</sup> jour de juin 1964.

*Pour le Ministre des finances  
de la province,*

*Le Surintendant des assurances,*  
7217-28-2-0 ROGER-A. CAMARAIRE.

**The Mortgage Insurance Company  
of Canada**  
**La Compagnie d'Assurance d'Hypothèques  
du Canada**

*Notice of Issue of License and Certificate of  
Registration*

Notice is hereby given that "The Mortgage Insurance Company of Canada — La Compagnie d'Assurance d'Hypothèques du Canada", registered under number 669, has obtained the license and certificate of registry number 4238 authorizing it, as from the 13th day of June 1964, to undertake in this Province contracts of Mortgage Insurance.

The head office of the company is situate at 44, King Street West, Toronto 1, Ontario.

The company has appointed Mr. David Mackenzie, 507 Place d'Armes, Montreal, its attorney in the Province.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Finance, the 25th day of June, 1964.

*For the Minister of Finance  
of the Province,*

7217-28-2-0 ROGER-A. CAMARAIRE,  
*Superintendent of Insurance.*

**Ministère de l'Éducation**

**La commission scolaire régionale  
des Bois-Francis**

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil numéro 1221, en date du 25 juin 1964, d'admettre les commissions scolaires de St-Albert et Notre-Dame-du-Rosaire, dans le comté d'Arthabaska, à faire partie de la commission scolaire régionale des Bois-Francis.

Ce changement a pris effet à compter du premier juillet 1964.  
Québec, le 2 juillet 1964.

*Le Ministre de l'Éducation,*  
7218-0 PAUL GÉRIN-LAJOIE.

**La commission scolaire régionale du Golfe**

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil numéro 1221, en date du 25 juin 1964, d'admettre les commissions scolaires de Ste-Marguerite-Gallix, dans le comté de Saguenay et Magpie, dans le comté de Duplessis, à faire partie de la commission scolaire régionale du Golfe.

Ce changement a pris effet à compter du premier juillet 1964.  
Québec, le 2 juillet 1964.

*Le Ministre de l'Éducation,*  
7218-0 PAUL GÉRIN-LAJOIE.

**La commission scolaire régionale  
du Lac St-Jean**

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil numéro 1221 en date du 25 juin 1964, d'admettre la commission scolaire de St-Gédéon-de-Grandmont, dans le comté du Lac St-Jean, à faire partie de la commission scolaire régionale du Lac St-Jean.

Ce changement a pris effet à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1964.  
Québec, le 2 juillet 1964.

*Le Ministre de l'Éducation,*  
7218-0 PAUL GÉRIN-LAJOIE.

**Department of Education**

**The regional school board  
of Bois-Francis**

The Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council number 1221, dated June 25, 1964, to admit the school commissions of St-Albert and Notre-Dame-du-Rosaire, in the county of Arthabaska, to form part of the regional school Board of Bois-Francis.

This change took place from and after July first, 1964.  
Québec, July 2, 1964.

7218 PAUL GÉRIN-LAJOIE,  
*Minister of Education.*

**The regional school board of the Gulf**

The Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council number 1221, dated June 25, 1964, to admit the school commissions of Ste-Marguerite-Gallix, in the county of Saguenay and Magpie, in the county of Duplessis, to form part of the regional school Board of the Gulf.

This change took place from and after July first, 1964.  
Québec, July 2, 1964.

7218 PAUL GÉRIN-LAJOIE,  
*Minister of Education.*

**The regional school board  
of Lake St. John**

The Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council No. 1221, dated June 25, 1964, to admit the school commission of St-Gédéon-de-Grandmont, in the county of Lake St. John, to form part of the regional school Board of Lake St. John.

This change took effect from and after July first, 1964.  
Québec, July 2, 1964.

7218 PAUL GÉRIN-LAJOIE,  
*Minister of Education.*

**La commission scolaire régionale  
Lanaudière**

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil No 1221, en date du 25 juin 1964, d'admettre les commissions scolaires de « St-Cléophas, dans le comté de Joliette, et Notre-Dame-de-la-Merci, dans le comté de Montcalm », à faire partie de « La Commission scolaire Régionale Lanaudière ».

Ce changement a pris effet à compter du 1er juillet 1964.

Québec, le 2 juillet 1964.

*Le Ministre de l'Éducation,*

PAUL GÉRIN-LAJOIE.

7218-o

**The Lanaudière regional  
school board**

The Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council No. 1221, dated June 25, 1964, to admit the school commissions of "St-Cléophas, in the county of Joliette, and Notre-Dame-de-la-Merci, in the county of Montcalm", to form part of the Lanaudière regional school Board.

This change took effect from and after July first, 1964.

Quebec, July 2, 1964.

*PAUL GÉRIN-LAJOIE,*

*Minister of Education.*

7218

**La commission scolaire régionale Lapointe**

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil No 1221, en date du 25 juin 1964, d'admettre la commission scolaire de St-Jean-l'Évangéliste, dans le comté de Jonquière-Kénogami, à faire partie de la commission scolaire régionale Lapointe.

Ce changement a pris effet à compter du premier juillet 1964.

Québec, le 2 juillet 1964.

*Le Ministre de l'Éducation,*

PAUL GÉRIN-LAJOIE.

7218-o

**The Lapointe regional school board**

The Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council No. 1221, dated June 25, 1964, to admit the school commission of St-Jean-l'Évangéliste, in the county of Jonquière-Kénogami, to form part of the Lapointe regional school Board.

This change took effect from and after July first, 1964.

Quebec, July 2, 1964.

*PAUL GÉRIN-LAJOIE,*

*Minister of Education.*

7218

**La commission scolaire régionale  
des Laurentides**

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil No 1221, en date du 25 juin 1964, d'admettre les commissions scolaires de « Lac des Seize-Iles et Morin, dans le comté d'Argenteuil », à faire partie de « La Commission scolaire régionale des Laurentides ».

Ce changement a pris effet à compter du 1er juillet 1964.

Québec, le 2 juillet 1964.

*Le Ministre de l'Éducation,*

PAUL GÉRIN-LAJOIE.

7218-o

**The region school board  
of the Laurentians**

The Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council No. 1221, dated June 25, 1964, to admit the school commissions of "Sixteen Island Lake and Morin, in the county of Argenteuil", to form part of "The Regional school board of the Laurentians".

This change took effect from and after July first, 1964.

Quebec, July 2, 1964.

*PAUL GÉRIN-LAJOIE,*

*Minister of Education.*

7218

**Ministère du Travail**

**Avis de modification**

*Erratum*

L'avis de modification concernant l'industrie de la fabrication des produits de métal en feuilles — Île de Montréal — publié dans l'édition du 20 juin 1964, de la *Gazette officielle de Québec*, est corrigé comme suit:

À la page 3373, dernière ligne, les mots « accessoires électriques », doivent se lire « accessoires d'éclairage électriques ».

*Le Sous-ministre du Travail,*

GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,

Québec, le 11 juillet 1964.

7172-o

**Avis de modification**

*Industrie de la construction — Chicoutimi*

L'honorable Carrier Fortin, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), que la Corporation des Maîtres-Électriciens de la Province

**Department of Labour**

**Notice of amendment**

*Erratum*

The French version of the notice of amendment concerning the sheet metal products fabricating industry — Island of Montreal — published in the issue of June 20, 1964 of the *Quebec Official Gazette*, is corrected as follows:

On page 3373, last line, the words "accessoires électriques" should read "accessoires d'éclairage électriques".

*GÉRARD TREMBLAY,*

*Deputy Minister of Labour.*

Department of Labour,

Quebec, July 11, 1964.

7172-o

**Notice of amendment**

*Construction Industry — Chicoutimi*

The Honourable Carrier Fortin, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), that the Corporation of Master Electricians of the Province of Quebec,

de Québec, section de Chicoutimi, lui a présenté une requête à l'effet d'être traitée comme partie contractante à la convention collective de travail relative à l'industrie de la construction dans les districts judiciaires de Chicoutimi et de Roberval, rendue obligatoire par le décret numéro 1743 du 11 juillet 1941 et amendements.

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections, en double copie, si possible, que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,  
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,  
Québec, le 11 juillet 1964. 7172-o

### Avis de modification

#### Électriciens — Montréal

L'honorable Carrier Fortin, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail rendue obligatoire par la section « E » (Électriciens) du décret, numéro 613 du 6 avril 1962 et amendements, relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans la région de Montréal, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil les modifications suivantes audit décret:

1° Le paragraphe « b » de l'article II sera biffé.

2° Le paragraphe « b » de l'article V (Équipes régulières), sera remplacé par le suivant:

« b) *Autres équipes*: Tout travail de construction, de modification ou de réparation à un immeuble qui, pour des raisons suffisantes ne peut être exécuté en deça des limites horaires déterminées ci-haut pour le commencement et la cessation du travail, peut être fait en d'autres périodes de la journée aux taux réguliers. Cependant, dans le cas où ces travaux sont pour une durée inférieure à trois (3) jours de travail consécutifs, le taux normal pour le travail supplémentaire doit s'appliquer. Toutefois, ledit travail supplémentaire demeure toujours sujet à la limite de huit (8) heures par jour de quarante (40) heures par semaine. Tous les salariés affectés à un tel travail doivent recevoir un supplément horaire de \$0.10 sur les taux réguliers ».

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendements. L'arrêté en conseil entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,  
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,  
Québec, 11 juillet 1964. 7172-o

section of Chicoutimi, has petitioned him to be treated as contracting party to the collective labour agreement relating to the construction industry in the judicial districts of Chicoutimi and Roberval, rendered obligatory by the decree number 1743 of July 11, 1941, as amended.

The publication of the present notice does not render obligatory the provisions contained therein. Such provisions, with or without amendments, can only be rendered obligatory by an Order in Council which cannot come into force before the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections, in duplicate, if possible, which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,  
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,  
Quebec, July 11, 1964. 7172-o

### Notice of amendment

#### Electricians — Montreal

The Honourable Carrier Fortin, the Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement rendered obligatory by Section "E", (Electricians) of the decree number 613 of April 6, 1962 and amendments, relating to the construction industry and trades in the region of Montreal, have petitioned him to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council the following amendments to the said decree:

1. Paragraph "b" of article II will be deleted.

2. Paragraph "b" of article V (Regular shifts) will be replaced by the following:

"b) *Other shifts*: All building, alteration or repair work which for sufficient reason, cannot be done within the limits of hours hereabove determined for starting and finishing, may be done in other periods of the day, at regular rates. However, should such work last less than three (3) consecutive days, the standard overtime rate of pay shall apply. However, such overtime work is always subject to the eight (8) hours daily limit and the forty (40) hours weekly limit. All employees engaged in such work shall receive a premium of \$0.10 per hour over the regular rates."

The publication of the present notice does not render obligatory the provisions contained therein. Such provisions, with or without amendments, can only be rendered obligatory by an Order in Council which comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,  
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,  
Quebec, July 11, 1964. 7172-o

**Avis de modification**

*Industrie de la boîte de carton  
Province de Québec*

L'honorable Carrier Fortin, ministre du Travail, donne avis, par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (R.S.Q., 1941, chapitre 163 et amendements), que le Comité paritaire de l'Industrie de la Boîte de Carton de la province de Québec lui a présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil la modification suivante au décret numéro 1884 du 12 novembre 1947 et amendements, relatif à l'industrie de la boîte de carton dans la région de Montréal.

Le paragraphe « b » de l'article I sera remplacé par le suivant :

« b ) *Juridiction professionnelle*: Le présent décret régit et gouverne tout travail de même nature ou de même genre que celui visé par ce décret.

Le travail visé par ce décret comprend celui de toutes personnes exécutant quelqu'une ou plusieurs des opérations participant, incidentes ou connexes à la fabrication des boîtes de carton, des boîtes faites d'imitation de bois, généralement connues sous les noms de boîtes rigides, boîtes pliantes et boîtes de métal, faites en partie ou finies avec du papier, fibre, bois ou carton et de toutes autres boîtes à base de pulpe ou de papier non gaufré, sans égard à la couverture extérieure, ainsi que des boîtes de métal lorsque ces dernières sont recouvertes soit d'étoffe ou d'un matériel plastique, ou de découpage de blancs ou de bandes de papier ou de carton, de plateaux, d'insertions de toutes sortes, de divisions, de postiches et cartes supports pour chemises, que lesdites opérations soient effectuées en totalité ou en partie par le même employeur ou par plusieurs employeurs, qu'elles soient effectuées en totalité ou en partie dans un ou plusieurs ateliers spécialisés, entreprises privées, industrielles ou commerciales ou dans tout autre établissement, qu'elles constituent le commerce principal de l'employeur ou soient secondaires ou complémentaires à tout autre commerce ou occupation, et que lesdites boîtes soient fabriquées pour fins de vente à d'autres consommateurs ou exclusivement pour la propre consommation de l'employeur.

Sans limiter la généralité des termes du paragraphe précédent, le formage et l'assemblage des boîtes de carton sont des opérations comprises dans la juridiction professionnelle de ce décret.

Toutefois, le présent décret ne régit pas la fabrication des boîtes de carton gaufré. »

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections, en double copie si possible, que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,  
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,  
Québec, le 11 juillet 1964.

7172-o

**Notice of amendment**

*Paper Box Industry  
Province of Québec*

The Honourable Carrier Fortin, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), that the Joint Committee of the Paper Box Industry of the Province of Québec has petitioned him to submit to the approval and decision of the Lieutenant-Governor in Council the following amendment to the decree No. 1884 of November 12, 1947 and its amendments, relating to the paper box industry in the district of Montreal, to wit:

Paragraph "b" of article I will be replaced by the following:

"b) *Professional Jurisdiction*: The present decree governs and rules any work of the same nature or kind as that contemplated by this decree.

The work contemplated by this decree comprises the work of all persons performing any or many of the operations being part of, related to or connected with the manufacturing of paper boxes, of wood imitation boxes, commonly known as set up, folding or metal boxes, partly made or completed with paper, fibre, wood or card-board and of all other pulp or boxes made of uncorrugated material, regardless of interior covering, and metal boxes when said boxes are covered with any type of fabrics or plastic materials, and of die cut blanks, trays or strips or paper board, inserts of all kinds, divisions, dummies and shirt cards, whether said operations are performed completely or in part by the same employer or by several employers, whether they are performed completely or in part in one or several trade plants, private, industrial, commercial or any other establishments, whether such operations constitute the principal business of the employer or are accessory or complementary to any other business or enterprise, and whether the said boxes are manufactured for the purpose of sale to other consumers or for the exclusive use of the employer.

Without limiting the generality of the preceding paragraph, the forming and assembling of these boxes are operations comprised in the professional jurisdiction in this decree.

However, the present decree does not apply to the manufacturing of corrugated paper boxes."

The publication of the present notice does not render obligatory the provisions contained therein. Such provisions, with or without amendments, can only be rendered obligatory by an Order in Council which cannot come into force before the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections, in duplicate if possible, which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,  
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,  
Québec, July 11, 1964.

7172-o

**Avis d'approbation de règlements**

L'honorable Carrier Fortin, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), que par l'arrêté en conseil numéro 1289 du 2 juillet 1964, section « E » les règlements spéciaux du Comité paritaire des Directeurs de Funérailles, Ile de Montréal et Ile Jésus ont été approuvés et ajoutés à la constitution et aux règlements généraux dudit comité paritaire déjà approuvés par l'arrêté en conseil numéro 1113 du 3 juin 1964, section « C ».

En vertu de la Loi, les dispositions suivantes desdits règlements spéciaux de ce comité paritaire ont été déclarées obligatoires:

**« Règlements spéciaux »**

20. *Tenue de registre:* Conformément au paragraphe « g » de l'article 20 de la Loi, le Comité paritaire rend obligatoire pour tout employeur professionnel régi par le décret numéro 932 du 6 mai 1964 et ses modifications ultérieures, la tenue d'un registre où sont indiqués les noms, prénoms et adresse de chaque salarié à son emploi, sa qualification ou classification, l'heure précise à laquelle le travail a été commencé, a été interrompu, repris et achevé chaque jour, la nature de tel travail et le salaire payé, avec mention du mode et de l'époque de paiement, ainsi que tous autres renseignements jugés utiles à l'application du décret.

21. *Rapport mensuel:* Conformément au paragraphe « h » de l'article 20 de la Loi, le Comité paritaire oblige tout employeur professionnel régi par le décret numéro 932 du 6 mai 1964 et ses modifications ultérieures, à lui transmettre un rapport mensuel par écrit, signé par lui-même ou par une personne responsable à son emploi, sur lequel doivent être indiqués les noms, prénoms et adresse de chaque salarié à son emploi, sa qualification ou classification, le nombre d'heures de travail régulières ou supplémentaires effectuées chaque semaine, la nature de ce travail et le salaire payé. Ledit rapport doit être transmis au Comité paritaire le ou avant le 15 du mois et doit couvrir le mois précédent. L'employeur professionnel peut obtenir du Comité paritaire les formules nécessaires pour la préparation dudit rapport. »

Le Sous-ministre du Travail,  
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,  
Québec, le 11 juillet 1964.

7172-0

**Avis de prélèvement**

L'honorable Carrier Fortin, ministre du Travail, donne avis par les présentes que la Commission conjointe de l'Industrie de la Robe de la province de Québec, établie en exécution du décret numéro 3519, du 24 septembre 1940, et amendements, a été autorisée par le règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1289 du 2 juillet 1964, section « C », le tout d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

**1. Cotisation**

La période de cotisation s'étend du 1er août 1964 au 31 juillet 1965; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

**Notice of approval of by-laws**

The Honourable Carrier Fortin, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), that, by Order in Council number 1289 of July 2, 1964, section "E" the special by-laws of the Joint Committee of the Funeral Directors Islands of Montreal and Jesus have been approved and added to the constitution and general by-laws of the said Parity Committee already approved by Order in Council number 1113 of June 3, 1964, section "C".

Pursuant to the Act, the following provisions of the said special by-laws of this Parity Committee have been rendered obligatory:

**« Special by-laws »**

20. *Keeping of a register:* Pursuant to subsection "g" of section 20 of the Act, the Parity Committee renders obligatory for every professional employer governed by the decree number 932 of May 6, 1964, as amended, the keeping of a register giving the name in full and address of every employee in his employ, his competency or classification, the exact time at which the work was begun, interrupted, resumed and ceased each day, the nature of such work and the wages paid, with mention of the mode and period of payment, as well as any other information deemed useful for the proper enforcement of the decree.

21. *Monthly report:* Pursuant to subsection "h" of section 20 of the Act, the Parity Committee requires every professional employer governed by the decree number 932 of May 6, 1964, as amended, to submit to it a monthly report in writing, signed by himself or an authorized person in his employ, on which the following shall be mentioned: the name in full and address of all employees in his employ, their qualification or classification, the number of regular and overtime hours worked each week, the nature of such work and the wages paid. The said report shall be forwarded to the Parity Committee on or before the 15th day of each month and shall cover the preceding month. The professional employer may obtain from the Parity Committee the forms on which the reports are to be made."

GÉRARD TREMBLAY,  
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,  
Quebec, July 11, 1964.

7172-0

**Notice of levy**

The Honourable Carrier Fortin, Minister of Labour, hereby gives notice that the Joint Commission for the Dress Industry of the Province of Quebec, established under decree number 3519, of September 24, 1940, and amendments, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 1289 of July 2, 1964, section "C", pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments upon the professional employers and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

**1. Levy**

The period of levy shall extend from August 1, 1964, to July 31, 1965; such levy shall be laid as hereinafter mentioned:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret numéro 3519 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% des salaires et autres rémunérations payés à leurs salariés.

b) Les salariés régis par ledit décret numéro 3519 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur salaire et autres rémunérations.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport indiquant les heures de travail, l'argent perçu au cours de la semaine et les sommes versées au Comité paritaire.

L'employeur professionnel doit voir à ce que ces rapports soient remplis et retournés au Comité paritaire tous les mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, à même le salaire de chacun de ses salariés, les sommes qui reviennent au Comité paritaire.

Le rapport de l'employeur professionnel doit être signé avant d'être adressé au Comité paritaire. Ce Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le rapport accompagné des cotisations doit être adressé au Comité paritaire le ou avant le 10 du mois suivant celui pour lequel il est exigible.

Le Comité paritaire peut, s'il le juge à propos, suspendre en tout temps la perception des cotisations, et peut par la suite, reprendre ladite perception des cotisations telle que prévue dans le présent règlement.

3. Rapport financier

D'accord avec les dispositions de la Loi de la Convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières, au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus de la Commission Conjointe de l'Industrie de la Robe de la province de Québec, pour la période comprise entre le 1er août 1964 et le 31 juillet 1965.

LA COMMISSION CONJOINTE DE L'INDUSTRIE DE LA ROBE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Estimé des recettes et des déboursés pour la période comprise entre le 1er août 1964 et le 31 juillet 1965.

Recettes prévues:

Basées sur 14,600 salariés gagnant une moyenne de \$50.00 par semaine pour 44 semaines, approximativement \$32,120,000.00 comme suit:

|   |              |
|---|--------------|
| Cotisations des employeurs — ½ de 1%..... | \$160,600.00 |
| Cotisations des salariés — ½ de 1%.....   | 160,600.00   |
|   | <hr/>        |
|   | \$321,200.00 |

Déboursés:

Salaires:

|                     |              |
|---------------------|--------------|
| Administration..... | \$ 24,000.00 |
| Inspecteurs.....    | 87,000.00    |
| Bureau.....         | 96,000.00    |
| I.B.M.....          | 16,000.00    |
|                     | <hr/>        |
|                     | \$223,000.00 |

a) Professional employers governed by the decree number 3519 and its amendments, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to ½ of 1% of wages and other remuneration paid to their employees.

b) Employees governed by the said decree number 3519 and its amendments, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to ½ of 1% of their wages and other remuneration.

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of such assessments, the Parity Committee shall supply the professional employers with printed forms indicating the hours of labour, the money received in the current week and the sums sent to the Parity Committee.

Professional employers shall see to it that these reports be completed and returned to the Parity Committee every month.

Professional employers shall collect, at the end of each week, from the wages of each employee, the sums payable to the Parity Committee.

The report of each professional employer shall be duly signed before it is sent to the Parity Committee. Such Committee may have the report sworn to when deemed advisable.

The report, together with all assessments due, shall be sent to the Parity Committee on or before the 10th day of each month following the month for which said report is requirable.

If necessary, the Committee may suspend the collection of levies and, thereafter, resume the said collection in pursuance of the present by-law.

3. Financial report

According to the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit a quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour, on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and expenses of the Joint Commission for the Dress Industry of the Province of Quebec, for the period between August 1, 1964 and July 31, 1965.

JOINT COMMISSION FOR THE DRESS INDUSTRY OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Estimate of the receipts and disbursements for the period between August 1, 1964 and July 31, 1965.

Estimated receipts:

Based on 14,600 employees earning an average of \$50.00 per week for 44 weeks, approximately \$32,120,000.00 as follows:

|                                      |              |
|--------------------------------------|--------------|
| Employers Assessments — ½ of 1%..... | \$160,600.00 |
| Employees Assessments — ½ of 1%..... | 160,600.00   |
|                                      | <hr/>        |
|                                      | \$321,200.00 |

Estimated expenses:

Salaries:

|                     |              |
|---------------------|--------------|
| Administration..... | 24,000.00    |
| Inspectors.....     | 87,000.00    |
| Office.....         | 96,000.00    |
| I.B.M.....          | 16,000.00    |
|                     | <hr/>        |
|                     | \$223,000.00 |

| Général:   |              | Overhead:   |              |
|--|--------------|---|--------------|
| Loyer  | \$11,700.00  | Rent  | \$11,700.00  |
| Électricité  | 1,320.00     | Lighting  | 1,320.00     |
| Téléphone  | 3,000.00     | Telephone   | 3,000.00     |
| Concierge et entretien                                 | 3,000.00     | Janitor & Maintenance                             | 3,000.00     |
| Impression et papeterie                                | 10,000.00    | Printing & Stationery                             | 10,000.00    |
| I.B.M. Impression et papeterie                         | 3,500.00     | I.B.M. Printing & Stationery                      | 3,500.00     |
| I.B.M. Loyer, entretien et bureau de service           | 6,000.00     | I.B.M. Rental Maintenance & Service Bureau        | 6,000.00     |
| Entretien de bureau et accessoires                     | 4,000.00     | Office Maintenance & Supplies                     | 4,000.00     |
| Timbres poste  | 3,500.00     | Postage   | 3,500.00     |
| Assurance-vie, santé des employés                      | 5,000.00     | Insurance — Life & Health-Employees               | 5,000.00     |
| Assurances générales                                   | 2,500.00     | Insurance — General                               | 2,500.00     |
| Frais légaux   | 10,000.00    | Legal Expenses                                    | 10,000.00    |
| Vérification   | 2,000.00     | Audit   | 2,000.00     |
| Frais de déplacements — inspecteurs et administrateurs | 17,000.00    | Travelling Expenses — Inspectors & Administrators | 17,000.00    |
| Stationnement  | 1,500.00     | Parking   | 1,500.00     |
| Frais d'automobile et repas des inspecteurs            | 2,700.00     | Inspectors Car expenses & Meals                   | 2,700.00     |
| Assurance chômage                                      | 2,500.00     | Unemployment Insurance                            | 2,500.00     |
| Fonds de pension des employés                          | 4,850.00     | Employees' pension funds                          | 4,850.00     |
| Dépenses des délégués — assemblées                     | 1,400.00     | Representatives Expenses — Meetings               | 1,400.00     |
| Dépenses générales                                     | 2,730.00     | General Expenses                                  | 2,730.00     |
|  | \$ 98,200.00 |   | \$ 98,200.00 |
|  | \$321,200.00 |   | \$321,200.00 |

Le Sous-ministre du Travail,  
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,  
Québec, le 11 juillet 1964. 7172-0

GÉRARD TREMBLAY,  
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,  
Quebec, July 11, 1964. 7172-0

#### Avis de prélèvement

L'honorable Carrier Fortin, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité paritaire de l'Industrie des Accessoires de Mode dans l'Île de Montréal, établi en exécution du décret numéro 99, du 29 janvier 1948 et amendements, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1289 du 2 juillet 1964, section « D » le tout d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (R.S.Q., 1941, chapitre 163) à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant le mode et le taux ci-après mentionnés:

##### 1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 1er août 1964 au 31 juillet 1965; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret numéro 99 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à  $\frac{1}{2}$  de 1% de la liste des salaires fixes, commissions, bonis et allocations qu'ils versent à leurs salariés régis par ledit décret.

b) Tous les artisans assujettis au décret numéro 99 et amendements doivent également verser au Comité paritaire une somme équivalente à  $\frac{1}{2}$  de 1% des salaires gagnés dans l'exécution d'un travail régi par ledit décret.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 99 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à  $\frac{1}{2}$  de 1% de leurs salaires fixes, commissions, bonis et allocations.

##### 2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport indiquant les heures de travail, l'argent perçu au cours de la semaine et les sommes versées au Comité paritaire.

#### Notice of levy

The Honourable Carrier Fortin, Minister of Labour, hereby gives notice that the Parity Committee of the Fashion Accessories Industry of the Island of Montreal, formed under decree number 99 of January 29, 1948, and amendments, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 1289 of July 2, 1964, Section "D" pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163) to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

##### 1. Levy

The period of levy shall extend from August 1, 1964 to July 31, 1965 and apply as hereinafter mentioned:

a) The professional employers governed by the decree, number 99 and amendments, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to  $\frac{1}{2}$  of 1% of the fixed wages, commissions, bonuses, allocations paid to their employees subject to the said decree.

b) All artisans subject to decree number 99, and amendments, shall also pay to the Parity Committee a sum equivalent to  $\frac{1}{2}$  of 1% of the wages earned for work governed by the said decree.

c) The employees governed by the said decree, number 99 and amendments, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to  $\frac{1}{2}$  of 1% of their fixed wages, commissions, bonuses and allocations.

##### 2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee shall furnish the professional employers with printed return forms indicating the hours of labour, the money collected during the week and the sums sent to the Parity Committee.

L'employeur professionnel doit voir à ce que ces rapports soient remplis et retournés au Comité paritaire à tous les mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, à même la rémunération de chacun de ses salariés, les sommes qui reviennent au Comité paritaire.

Le rapport de chaque employeur professionnel doit être signé avant d'être adressé au Comité paritaire. Ce Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le rapport, accompagné des cotisations, doit être adressé au Comité paritaire le ou avant le mercredi suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible.

**3. Rapport financier**

D'accord avec les dispositions de la Loi de la Convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus par le Comité paritaire de l'Industrie des Accessoires de Mode dans l'Île de Montréal, pour la période comprise entre le 1er août 1964 et le 31 juillet 1965.

**LE COMITÉ PARITAIRE**

**DE L'INDUSTRIE DES ACCESSOIRES DE MODE, DANS L'ÎLE DE MONTRÉAL**

Estimé des recettes et des déboursés pour la période comprise entre le 1er août 1964 et le 31 juillet 1965.

*Recettes:*

Cotisations (½ de 1%):

|                                |             |
|--------------------------------|-------------|
| Employeurs professionnels..... | \$ 5,000.00 |
| Salariés.....                  | 5,000.00    |
|                                | \$10,000.00 |

*Déboursés:*

|   |             |
|---|-------------|
| Salaires: Administration et bureau..... | \$ 4,520.00 |
| Inspection.....                         | 1,700.00    |
| Frais légaux.....                       | 350.00      |
| Vérification.....                       | 200.00      |
| Loyer.....                              | 750.00      |
| Impressions et papeterie.....           | 450.00      |
| Taxes et assurances.....                | 150.00      |
| Téléphone.....                          | 300.00      |
| Timbres-poste, assurance-chômage.....   | 150.00      |
| Dépenses de bureau.....                 | 250.00      |
| Dépenses d'inspection.....              | 250.00      |
| Réserve.....                            | 930.00      |
|   | \$10,000.00 |

*Le Sous-ministre du Travail,*  
**GÉRARD TREMBLAY.**

Ministre du Travail,  
Québec, le 11 juillet 1964. 7172-o

The professional employer shall have these report forms filled and returned to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect at the end of each week, from the wages of every one of his employees, the sums owed to the Parity Committee.

The report of every professional employer shall be signed before it is sent to the Parity Committee. This Committee shall have the right to demand sworn reports every time it deems it advisable.

The report, together with levies, shall be sent to the Parity Committee on or before the Wednesday following the date of expiration of the period for which said report is requirable.

**3. Financial report**

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall present a quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

An estimate of the probable receipts and disbursements of the Parity Committee of the Fashion Accessories Industry on the Island of Montreal for the period between August 1, 1964 and July 31, 1965 is thereto annexed.

**THE PARITY COMMITTEE**

**OF THE FASHION ACCESSORIES INDUSTRY ON THE ISLAND OF MONTREAL**

Estimate of the receipts and disbursements for the period comprised between August 1, 1964 and July 31, 1965.

*Receipts:*

Levies (½ to 1%):

|                             |             |
|-----------------------------|-------------|
| Professional employers..... | \$ 5,000.00 |
| Employees.....              | 5,000.00    |
|                             | \$10,000.00 |

*Expenditures:*

|  |             |
|--|-------------|
| Salaries: Office and administration..... | \$ 4,520.00 |
| Inspection.....                          | 1,700.00    |
| Legal fees.....                          | 350.00      |
| Audition.....                            | 200.00      |
| Rent.....                                | 750.00      |
| Printing and Stationary.....             | 450.00      |
| Taxes and Insurance.....                 | 150.00      |
| Telephone.....                           | 300.00      |
| Postage and Unemployment Insurance.....  | 150.00      |
| Office Expenses.....                     | 250.00      |
| Inspection expenses.....                 | 250.00      |
| Reserve.....                             | 930.00      |
|  | \$10,000.00 |

**GÉRARD TREMBLAY,**  
*Deputy Minister of Labour.*

Department of Labour,  
Quebec, July 11, 1964. 7172-o

**Proclamation**

**Cité de Saint-Lambert**

Canada,  
Province de Québec.  
[L. S.]  
**PAUL COMTOIS**

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

**Proclamation**

**City of Saint-Lambert**

Canada,  
Province of Quebec.  
[L. S.]  
**PAUL COMTOIS**

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and her other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the faith.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront  
ou qu'icelles pourront concerner,

To all to whom these present letters shall come,  
or whom the same may concern,

SALUT.

GREETING.

**Proclamation**

L'Assistant-procureur général,  
C.-E. CANTIN. } **A**T T E N D U que le conseil municipal de la ville de LeMoyne, a soumis, pour approbation, son règlement numéro 139, à l'effet de soumettre le territoire de cette municipalité à la juridiction de la Cour municipale de la cité de Saint-Lambert;

A T T E N D U Q U E le conseil municipal de la cité de Saint-Lambert, par son règlement numéro 656, a concouru dans la teneur dudit règlement adopté par le conseil municipal de la ville de LeMoyne;

A T T E N D U Q U E, sous l'autorité de l'article 7 de la Loi des cours municipales (Statuts refondus, 1941, chapitre 17), le lieutenant-gouverneur en conseil a donné son approbation à ces règlements.

E N C O N S É Q U E N C E, de l'avis et du consentement de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 1108, en date du 3 juin 1964, et vu les dispositions des articles 693 à 697 de la Loi des cités et villes et des articles 3 à 7 de la Loi des Cours municipales (Statuts refondus, 1941, chapitre 17), Nous avons décrété et décrétons qu'à compter de trente et un jours après la publication de la présente proclamation dans la *Gazette officielle de Québec*, le territoire de la municipalité de la ville de LeMoyne sera soumis à la juridiction de la Cour municipale de la cité de Saint-Lambert.

D E T O U T C E Q U E D E S S U S, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

E N F O I D E Q U O I, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

T É M O I N: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable PAUL COMTOIS, C.P., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce vingt-neuvième jour de juin en l'année mil neuf cent soixante-quatre de l'ère chrétienne et de Notre Règne la treizième année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la province,  
RAYMOND DOUVILLE.

7160-o

**Proclamation**

C.-E. CANTIN, Deputy Attorney General. } **W**H E R E A S the municipal Council of the Town of LeMoyne has submitted, for approval, its by-law number 139, for the purpose of bringing the territory of this municipality under the jurisdiction of the Municipal Court of the city of Saint-Lambert;

W H E R E A S the municipal council of the city of Saint-Lambert, by its by-law number 656, has agreed to the terms of the said by-law adopted by the municipal council of the town of LeMoyne;

W H E R E A S under the authority of section 7 of the Municipal Courts' Act (Revised Statutes, 1941, chapter 17), the Lieutenant-Governor in Council has given its approval to these by-laws.

T H E R E F O R E, with the advice and consent of Our Executive Council, expressed in a decree bearing number 1108, dated June 3, 1964, and in view of the provisions of sections 693 to 697 of the Cities and Towns Act and of sections 3 to 7 of the Municipal Courts' Act (Revised Statutes, 1941, chapter 17), We have enacted and do enact that from and after thirty-one days following the publication of this proclamation in the *Quebec Official Gazette*, the territory of the municipality of the town of LeMoyne will be brought under the jurisdiction of the municipal Court of the city of Saint-Lambert.

O F A L L O F W H I C H Our living subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

I N T E S T I M O N Y W H E R E O F, We have caused these Our present letters to be made patent and the Great Seal of the Province of Quebec to be hereunto affixed;

W I T N E S S: Our Right Trusty and Well-Beloved the Honourable PAUL COMTOIS, P.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

Given at Our Parliament Buildings, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this twenty-ninth day of June in the year of Our Lord one thousand nine hundred and sixty-four, and in the thirteenth year of Our Reign.

By command,

RAYMOND DOUVILLE,  
Assistant Secretary of the Province.

7160

**Soumissions**

**Village de Brownsburg  
Comté d'Argenteuil**

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Vincent Charbonneau, secrétaire-trésorier, Brownsburg, comté d'Argenteuil, jusqu'à 7.30 heures p.m., lundi, le 27 juillet 1964, pour l'achat de \$68,500 d'obligations du village de Brownsburg, comté d'Argenteuil, datées du 30 juin 1964 et remboursables par séries du 30 juin 1965 au 30 juin 1984 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur

**Tenders**

**Village of Brownsburg  
County of Argenteuil**

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Vincent Charbonneau, secretary-treasurer, Brownsburg, county of Argenteuil, until 7:30 o'clock p.m., Monday, July 27, 1964, for the purchase of an issue of \$68,500 of bonds for the village of Brownsburg, county of Argenteuil, dated June 30, 1964, and redeemable serially from June 30, 1965 to June 30, 1984 inclusively, with interest at a rate not less than 5%, nor more than 6%,

à 6%, payable semi-annuellement les 30 juin et 31 décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements Nos: 117 — \$8,500 — aqueduc et égouts; 118 — \$60,000 — Hôtel de Ville.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 31 juillet 1964.

Tableau d'amortissement — \$68,500 — 20 ans

| Année        | Capital |
|--------------|---------|
| 30 juin 1965 | \$2,000 |
| 30 juin 1966 | 2,500   |
| 30 juin 1967 | 2,500   |
| 30 juin 1968 | 3,000   |
| 30 juin 1969 | 3,000   |
| 30 juin 1970 | 3,000   |
| 30 juin 1971 | 3,000   |
| 30 juin 1972 | 3,500   |
| 30 juin 1973 | 3,500   |
| 30 juin 1974 | 4,000   |
| 30 juin 1975 | 3,000   |
| 30 juin 1976 | 3,000   |
| 30 juin 1977 | 3,500   |
| 30 juin 1978 | 3,500   |
| 30 juin 1979 | 3,500   |
| 30 juin 1980 | 4,000   |
| 30 juin 1981 | 4,000   |
| 30 juin 1982 | 4,500   |
| 30 juin 1983 | 4,500   |
| 30 juin 1984 | 5,000   |

payable semi-annually on June 30 and December 31 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-laws Nos. 117 — \$8,500 — aqueduct and sewers; 118 — \$60,000 — Town Hall.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from July 31, 1964.

Table of redemption — \$68,500 — 20 years

| Year          | Capital |
|---------------|---------|
| June 30, 1965 | \$2,000 |
| June 30, 1966 | 2,500   |
| June 30, 1967 | 2,500   |
| June 30, 1968 | 3,000   |
| June 30, 1969 | 3,000   |
| June 30, 1970 | 3,000   |
| June 30, 1971 | 3,000   |
| June 30, 1972 | 3,500   |
| June 30, 1973 | 3,500   |
| June 30, 1974 | 4,000   |
| June 30, 1975 | 3,000   |
| June 30, 1976 | 3,000   |
| June 30, 1977 | 3,500   |
| June 30, 1978 | 3,500   |
| June 30, 1979 | 3,500   |
| June 30, 1980 | 4,000   |
| June 30, 1981 | 4,000   |
| June 30, 1982 | 4,500   |
| June 30, 1983 | 4,500   |
| June 30, 1984 | 5,000   |

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Brownsburg.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 27 juillet 1964, à 7.30 heures du soir, Club Social, rue Principale, Brownsburg, comté d'Argenteuil.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Brownsburg, (Comté d'Argenteuil), ce 7 juillet 1964.

Le Secrétaire-trésorier,  
VINCENT CHARBONNEAU.

C. P. 40,  
Brownsburg, (Argenteuil), P.Q.  
Téléphone: 533-6687, code 514. 7220-o

Les commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Drummondville  
Comté de Drummond

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Maurice Milot, secrétaire-trésorier,

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Brownsburg.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be receivable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Monday, July 27, 1964, at 7:30 o'clock p.m., at the Social Club, Main Street, Brownsburg, county of Argenteuil.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Brownsburg, (County of Argenteuil), July 7, 1964.

VINCENT CHARBONNEAU,  
Secretary-Treasurer.

P.O. Box 40,  
Brownsburg, (Argenteuil), P.Q.  
Telephone: 533-6687, code 514. 7220

The school commissioners for the municipality of the city of Drummondville  
County of Drummond

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Maurice Milot, secretary-treasurer, 317 Brock St., Drummond-

317, rue Brock, Drummondville, comté de Drummond, jusqu'à 8 heures p.m., lundi, le 27 juillet 1964, pour l'achat de \$1,700,000, d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Drummondville, comté de Drummond, datées du 1er août 1964 et remboursables par séries du 1er août 1965 au 1er août 1984 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er février et 1er août de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution en date du 7 mai 1963 — \$1,700,000.— construction d'une école de 32 classes.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er août 1964.

Tableau d'amortissement — \$1,700,000 — 20 ans

| Année         | Capital     |
|---------------|-------------|
| 1er août 1965 | x \$ 82,000 |
| 1er août 1966 | x 87,000    |
| 1er août 1967 | x 92,000    |
| 1er août 1968 | x 98,000    |
| 1er août 1969 | x 104,000   |
| 1er août 1970 | x 110,000   |
| 1er août 1971 | x 116,000   |
| 1er août 1972 | x 123,000   |
| 1er août 1973 | x 131,000   |
| 1er août 1974 | x 138,000   |
| 1er août 1975 | 47,000      |
| 1er août 1976 | 50,000      |
| 1er août 1977 | 53,000      |
| 1er août 1978 | 56,000      |
| 1er août 1979 | 59,000      |
| 1er août 1980 | 63,000      |
| 1er août 1981 | 67,000      |
| 1er août 1982 | 70,000      |
| 1er août 1983 | 75,000      |
| 1er août 1984 | 79,000      |

Les « x » indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$1,000,000., accordé par le gouvernement provincial et payable en dix versements de \$100,000. chacun, de 1965 à 1974 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

On est prié de noter que les soumissions sont demandées pour des obligations remboursables suivant le tableau ci-dessus seulement, et que les offres qui seront faites pour des obligations à courte échéance seront pas prises en considération.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Drummondville.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue lundi, le 27 juillet 1964, à 8 heures du soir, École Garceau, 270, rue Lindsay, Drummondville, comté de Drummond.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

ville, county of Drummond, until 8:00 o'clock p.m., Monday, July 27, 1964, for the purchase of an issue of \$1,700,000 of bonds for the school commissioners for the municipality of the city of Drummondville, county of Drummond, dated August 1, 1964, and redeemable serially from August 1, 1965 to August 1, 1984 inclusively, with interest at a rate not less than 5%, nor more than 6%, payable semi-annually on February 1 and August 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Resolution dated May 7, 1963 — \$1,700,000.— construction of a 32-class school.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from August 1, 1964.

Table of redemption — \$1,700,000 — 20 years

| Year           | Capital     |
|----------------|-------------|
| August 1, 1965 | x \$ 82,000 |
| August 1, 1966 | x 87,000    |
| August 1, 1967 | x 92,000    |
| August 1, 1968 | x 98,000    |
| August 1, 1969 | x 104,000   |
| August 1, 1970 | x 110,000   |
| August 1, 1971 | x 116,000   |
| August 1, 1972 | x 123,000   |
| August 1, 1973 | x 131,000   |
| August 1, 1974 | x 138,000   |
| August 1, 1975 | 47,000      |
| August 1, 1976 | 50,000      |
| August 1, 1977 | 53,000      |
| August 1, 1978 | 56,000      |
| August 1, 1979 | 59,000      |
| August 1, 1980 | 63,000      |
| August 1, 1981 | 67,000      |
| August 1, 1982 | 70,000      |
| August 1, 1983 | 75,000      |
| August 1, 1984 | 79,000      |

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of \$1,000,000., granted by the Provincial Government and payable in ten instalments of \$100,000 each, from 1965 to 1974 inclusively, will be received and applied to the service of the said loan.

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Drummondville.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the principal office of the said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Monday, July 27, 1964, at 8:00 o'clock p.m., at Garceau School, 270 Lindsay Street, Drummondville, county of Drummond.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Drummondville, (Comté de Drummond), ce  
8 juillet 1964.

*Le Secrétaire-trésorier,*  
MAURICE MILOT.

317, rue Brock, C. P. 14,  
Drummondville, (Drummond), P.Q.  
Téléphone: 478-2561, code 819. 7221-0

Drummondville, (County of Drummond),  
July 8, 1964.

MAURICE MILOT,  
*Secretary-Treasurer.*

317 Brock Street, P.O. Box 14,  
Drummondville, (Drummond), P.Q.  
Telephone: 478-2561, code 819. 7221

**Les commissaires d'écoles protestantes  
pour la municipalité de Les Écores**  
Comté de Laval

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné, Mme S. Kirkenbach, secrétaire-trésorier, 3,000, boul. Concorde, Duvernay, comté de Laval, jusqu'à 8 heures p.m., lundi, 27 juillet 1964, pour l'achat de \$317,000 d'obligations des Commissaires d'écoles protestantes pour la municipalité de Les Écores, comté de Laval, datées du 1er août 1964 et remboursables par séries du 1er août 1965 au 1er août 1984 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er février et 1er août de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution datée du 6 mai 1964 — \$317,000 — Construction d'une école élémentaire de douze classes.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul de l'intérêt sera fait à compter du 1er août 1964.

Tableau d'amortissement — \$317,000 — 20 ans

| Année         | Capital    |
|---------------|------------|
| 1er août 1965 | x \$32,500 |
| 1er août 1966 | x 34,500   |
| 1er août 1967 | x 36,500   |
| 1er août 1968 | x 39,000   |
| 1er août 1969 | x 41,500   |
| 1er août 1970 | 5,500      |
| 1er août 1971 | 6,000      |
| 1er août 1972 | 6,500      |
| 1er août 1973 | 7,000      |
| 1er août 1974 | 7,500      |
| 1er août 1975 | 7,500      |
| 1er août 1976 | 8,000      |
| 1er août 1977 | 8,500      |
| 1er août 1978 | 9,000      |
| 1er août 1979 | 9,500      |
| 1er août 1980 | 10,500     |
| 1er août 1981 | 11,000     |
| 1er août 1982 | 11,500     |
| 1er août 1983 | 12,000     |
| 1er août 1984 | 13,000     |

Les « x » indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi de \$190,000, accordé par le gouvernement provincial et payable en cinq versements de \$38,000 chacun, de 1965 à 1969 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Duvernay.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque mentionnée dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

**The protestant school commissioners  
for the municipality of Les Écores**  
County of Laval

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Mrs S. Kirkenbach, secretary-treasurer, 3,000 Concorde Blvd, Duvernay, county of Laval, until 8:00 o'clock p.m., Monday, July 27, 1964, for the purchase of an issue of \$317,000 of bonds of the Protestant School Commissioners for the municipality of Les Écores, county of Laval, dated August 1, 1964 and redeemable serially from August 1, 1965 to August 1, 1984 inclusively, with interest at a rate not less than 5%, nor more than 6%, payable semi-annually on February 1 and August 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Resolution dated May 6, 1964 — \$317,000 — Construction of an elementary school of twelve classrooms.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from August 1, 1964.

Table of redemption — \$317,000 — 20 years

| Year           | Capital    |
|----------------|------------|
| August 1, 1965 | x \$32,500 |
| August 1, 1966 | x 34,500   |
| August 1, 1967 | x 36,500   |
| August 1, 1968 | x 39,000   |
| August 1, 1969 | x 41,500   |
| August 1, 1970 | 5,500      |
| August 1, 1971 | 6,000      |
| August 1, 1972 | 6,500      |
| August 1, 1973 | 7,000      |
| August 1, 1974 | 7,500      |
| August 1, 1975 | 7,500      |
| August 1, 1976 | 8,000      |
| August 1, 1977 | 8,500      |
| August 1, 1978 | 9,000      |
| August 1, 1979 | 9,500      |
| August 1, 1980 | 10,500     |
| August 1, 1981 | 11,000     |
| August 1, 1982 | 11,500     |
| August 1, 1983 | 12,000     |
| August 1, 1984 | 13,000     |

The "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of \$190,000, granted by the Provincial Government and payable in five instalments of \$38,000, each, from 1965 to 1969 inclusively, will be received and applied to the service of this loan.

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered for ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Duvernay.

Principal and interest are payable at all branches, in the Province of Québec, of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds shall not be redeemable by anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue lundi, 27 juillet 1964, à 8 heures p.m., à 3,000, boul. Concorde, Duvernay, comté de Laval.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Les Écores, (Comté de Laval), ce 7 juillet 1964.

*Le Secrétaire-trésorier,*  
MME S. ZIRKENBACH.

3,000, boul. Concorde,  
Duvernay, (Laval), P.Q.,  
Téléphone: 661-2821, code 514. 7222

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether the interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners to be held on Monday, July 27, 1964, at 8:00 o'clock p.m., at 3,000 Concorde Blvd, Duvernay, county of Laval.

The School Commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Les Écores. (County of Laval), July 7, 1964.

MRS S. ZIRKENBACH,  
*Secretary-Treasurer.*

3,000 Concorde Blvd.  
Duvernay, (Laval), P.Q.,  
Telephone: 661-2821, code 514. 7222-

## Syndicat coopératif

### La coopérative des fonctionnaires municipaux de ville Saint-Laurent

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des syndicats coopératifs (Statuts refondus, 1941, chapitre 290), le secrétaire de la province décerne la fin de l'existence corporative de « La coopérative des fonctionnaires municipaux de ville Saint-Laurent ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, le 7 juillet 1964.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

7160-o

## Cooperative Syndicate

### La coopérative des fonctionnaires municipaux de ville Saint-Laurent

Notice is hereby given that under the Cooperative Syndicates Act (Revised Statutes, 1941, chapter 290), the Provincial Secretary enacts the termination of the corporate existence of "La coopérative des fonctionnaires municipaux de ville Saint-Laurent".

Given at the office of the Provincial Secretary, on July 7, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

7160

## Syndicats professionnels

### Le Syndicat des producteurs de betteraves à sucre de la région de St-Jean-Valleyfield

*(Loi des syndicats professionnels)*

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « Le Syndicat des producteurs de betteraves à sucre de la région de St-Jean-Valleyfield », a été autorisée par le Secrétaire de la province le 25 mai 1964.

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé à St-Rémi, comté de Napierville, district judiciaire d'Iberville.

Québec, le 26 mai 1964.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

7196-o

## Professional Syndicates

### Le Syndicat des producteurs de betteraves à sucre de la région de St-Jean-Valleyfield

*(Professional Syndicates Act)*

The incorporation of a professional syndicate under the name of "Le Syndicat des producteurs de betteraves à sucre de la région de St-Jean-Valleyfield", has been authorized by the Provincial Secretary on May 25, 1964.

The head office of the said professional syndicate is situated at St-Rémi, county of Napierville, judicial district of Iberville.

Québec, May 26, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

7196

### Le Syndicat des producteurs de poulets de grill de la région de Saint-Hyacinthe

*(Loi des syndicats professionnels)*

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « Le Syndicat des producteurs de poulets de grill de la région de Saint-Hyacinthe », a été autorisée par le Secrétaire de la province le 19 juin 1964.

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé à St-Hyacinthe, district judiciaire de St-Hyacinthe.

Québec, le 29 juin 1964.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

7197-o

### Le Syndicat des producteurs de poulets de grill de la région de Saint-Hyacinthe

*(Professional Syndicates Act)*

The incorporation of a professional syndicate, under the name of "Le Syndicat des producteurs de poulets de grill de la région de Saint-Hyacinthe", has been authorized by the Provincial Secretary on June 19, 1964.

The head office of the said professional syndicate is situated at St. Hyacinthe, judicial district of St. Hyacinthe.

Québec, June 29, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

7197

**Syndicat national des techniciens  
en électronique  
National Trade-Union of Electronics  
Technicians**

(Loi des syndicats professionnels)

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « Syndicat national des techniciens en électronique — National Trade-Union of Electronics Technicians », a été autorisée par le Secrétaire de la province le 22 juin 1964.

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Québec, le 29 juin 1964.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

7198-0

**Syndicat national des techniciens  
en électronique  
National Trade-Union of Electronics  
Technicians**

(Professional Syndicates Act)

The incorporation of a professional syndicate, under the name of "Syndicat national des techniciens en électronique — National Trade-Union of Electronics Technicians", has been authorized by the Provincial Secretary on June 22, 1964.

The head office of the said professional syndicate is situated at Montreal, judicial district of Montreal.

Quebec, June 29, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

7198

**Vente d'effets non-réclamés**

**Compagnie des Chemins de Fer Nationaux  
du Canada  
Service des Messageries**

Avis est par les présentes donné que tous les effets reçus avant le premier jour de mars 1963, et non réclamés aux bureaux de la Compagnie des Chemins de Fer Nationaux du Canada, Service des Messageries, à divers endroits de la Région du Saint Laurent des Chemins de Fer Nationaux du Canada seront vendus aux enchères publiques au plus haut enchérisseur par Allan Harvey & Company, encanteurs, 708 ouest rue Notre-Dame, Montréal, à dix heures a.m., le douzième jour d'août, 1964, à moins que lesdits effets ne soient réclamés et tous les frais payés avant cette date.

Montreal, P.Q., le 23 juin 1964.

Compagnie des Chemins de Fer  
Nationaux du Canada,

*Le Directeur*

(Réclamations Marchandises)

W. W. R. BRADFORD.

7142-27-6-0

**Sale of Unclaimed Baggage**

**Canadian National Railway  
Company  
Express Department**

Notice is hereby given that all goods received previous to the first day of March 1963, and still remaining unclaimed in the offices of the Canadian National Railway Company, Express Department at different points in the St. Lawrence Region of the Canadian National Railways, will be sold at public auction to the highest bidder by Allan Harvey & Company, auctioneers, 708 Notre Dame Street West, Montreal, at ten o'clock a.m., the twelfth day of August, 1964, unless same shall be called for before that date and all charges paid thereon.

Montreal, Que., June 23, 1964.

Canadian National Railway Company  
Express Department.

W. W. R. BRADFORD,

*Manager,*

(Merchandise Claims).

7142-27-6-0

**Ventes — Loi de faillite**

**Everett McLellan**

Canada, province de Québec, district de Rimouski, Cour Supérieure No F-249 (Siégeant en matière de faillite). Dans l'affaire de la faillite de Everett McLellan, commerçant de Caplan, comté de Bonaventure, Québec.

Avis est par les présentes donné que MERCREDI, le DOUZIÈME jour d'AOÛT 1964, à ONZE heures de l'avant-midi, sera vendu par encan public, à la porte de l'église paroissiale de Caplan, comté de Bonaventure, les immeubles de cette faillite comme suit:

*Item A* — « Un certain terrain ou emplacement de forme irrégulière connu et désigné comme étant partie des lots vingt-neuf et trente (Pts 29 et 30) du premier rang du canton Hamilton mesurant trois acres plus ou moins en largeur par la profondeur dudit lot allant du chemin public vers le nord jusqu'au deuxième rang borné ledit lot comme suit: au sud par le chemin public, au nord par le deuxième rang, à l'est par Vincent McLellan ou représentants, et à l'ouest par Alexander McLellan ou représen-

**Sales — Bankruptcy Act**

**Everett McLellan**

Canada, Province of Quebec, district of Rimouski, Superior Court No. F-249 (Sitting in the matter of Bankruptcy). In the matter of the bankruptcy of Everett McLellan, tradesman of Caplan, county of Bonaventure, Quebec.

Notice is hereby given that on WEDNESDAY, the TWELFTH day of AUGUST, 1964, at ELEVEN o'clock in the forenoon, shall be sold by public auction, at the parochial church of Caplan, county of Bonaventure, the immoveables of this bankruptcy, as follows:

*Item A* — "A certain lot of land or emplacement of irregular form known and designated as being part of lots twenty-nine and thirty (Pts. 29 and 30) of the first range of the township of Hamilton measuring three acres more or less in width by the depth of the said lot running from the public road toward the north up to the second range bounded the said lot, as follows: on the south, by the public road, on the north, by the second range, on the east, by Vincent McLellan, or representatives, and on the west,

tants avec toutes les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.»

*Item B* — « Un certain terrain sis et situé dans le premier rang du canton Hamilton, paroisses de St-Charles de Caplan à l'endroit appelé Rivière Caplan, mesurant un acre et demi (1½), de largeur par la profondeur dudit lot, contenant environ cinquante acres en superficie, plus ou moins et étant connu et désigné comme le lot numéro trente-un (No 31), du cadastre officiel pour ledit canton Hamilton, borné en front par la Baie des Chaleurs, en arrière par les terres du deuxième rang, à l'est par François Bélanger ou successeurs et à l'ouest par Gervais Cyr, circonstances et dépendances ».

Ces immeubles seront offerts en vente au plus haut et dernier enchérissur.

Les titres et certificats de recherche peuvent être examinés en tout temps, et s'adressant au bureau du Syndic, soussigné.

Cette vente est faite conformément aux articles 710, 717 et 719A du code de procédure civile et aussi à l'article 55 de la Loi de Faillite. Cette vente équivaut à la vente faite par le shérif avec l'effet du décret, et faite conformément au jugement rendu par Monsieur J.-Bte Desjardins, registraire des faillites le 3ième jour de juillet 1964.

Condition de paiement: Comptant.

Rimouski, Québec, ce 6ième jour de juillet 1964.

*Le Syndic Licencié,*

HENRI-A. MARTIN.

160, Évêché, Rimouski.

7223-28-2-0

### Marcel Nadeau

Canada, province de Québec, district de Rimouski, Cour Supérieure No F-230 (Siégeant en matière de faillite), dans l'affaire de la faillite de Marcel Nadeau, industriel, St-Omer, comté de Bonaventure, Québec.

Avis est par les présentes donné que MARDI le ONZIÈME jour d'AOÛT 1964, à DEUX heures de l'après-midi, sera vendu par encan public, à la porte de l'église paroissiale de St-Omer, comté de Bonaventure, les immeubles de cette faillite, comme suit:

*Item A* — « Un terrain situé dans le rang un du canton de Carleton, comprenant partie du lot huit-H (ptie 8-H) et partie du lot huit-E (ptie 8-E) du cadastre officiel, mesurant une largeur de cent pieds plus ou moins, courant vers le nord une distance de cinq cents pieds (500') et de là courant continuellement dans la même direction une largeur d'un arpent et quart plus ou moins sur une distance ou profondeur de trois arpents environ, et de là courant dans la même direction, vers le nord sur une largeur de cent pieds par une profondeur d'environ trois cents pieds (300') ledit terrain étant compris dans les bornés suivantes: Au sud par le terrain de Marcel Nadeau, à l'est par François Bélanger, à l'ouest par Lazare Landry ou représentant et au nord par François Bélanger et Lazare Landry ou représentants, avec ensemble toutes les bâtisses et dépendances dessus érigées, comprenant maison, hangars, moulin à scie, pouvoir d'eau, machineries et accessoires du moulin que l'emprunteur déclare immeubles par destination écluses, circonstances et dépendances, sans exception ni réserve de la part de l'emprunteur y compris toutes autres bâtisses et machineries de moulin quel qu'il soit », sauf cependant et à

by Alexander McLellan or representatives, with all the buildings thereon erected, circumstances and dependencies».

*Item B* — « A certain lot of land situated and located in the first range of the township of Hamilton, parish of St-Charles de Caplan at the place called Rivière Caplan, measuring an acre and one-half (1½), in width by the depth of the said lot, containing about fifty acres in area, more or less and being known and designated as lot number thirty-one (No. 31), of the official cadaster for the said township of Hamilton, bounded in front by the Baie des Chaleurs, in rear, by the farms of the second range, on the east, by François Bélanger, or successors, and on the west, by Gervais Cyr, circumstances and dependencies».

These immoveables shall be offered for sale to the highest and last bidder.

Titles and certificates may be examined at any time by applying to the office of the undersigned trustee.

This sale is made in accordance with sections 710, 717 and 719A of the Code of Civil Procedure and also with section 55 of the Bankruptcy Act. This sale is equivalent to a sale made by the Sheriff with the effect of a decree, and is made in accordance with the judgment rendered by Mr. J.-Bte. Desjardins, Registrar of Bankruptcies, on the 3rd day of July, 1964.

Conditions of payment: Cash.

Rimouski, Quebec, this 6th day of July, 1964.

HENRI-A. MARTIN,

*Licensed Trustee.*

160 Évêché, Rimouski.

7223-28-2

### Marcel Nadeau

Canada, Province of Quebec, district of Rimouski, Superior Court, No. F-230 (Sitting in the matter of Bankruptcy). In the matter of the bankruptcy of Marcel Nadeau, industrialist, St-Omer, county of Bonaventure, Quebec.

Notice is hereby given that on TUESDAY, the ELEVENTH day of AUGUST, 1964, at TWO o'clock in the afternoon shall be sold by public auction, at the parochial church of St-Omer, county of Bonaventure, the immoveables of this bankruptcy, as follows:

*Item A* — « A lot of land situated in range one of the township of Carleton, including part of lot eight-H (Pt. 8-H) and part of lot eight-E (Pt. 8-E) of the official cadaster, measuring a width of one hundred feet more or less, running toward the north for a distance of five hundred feet (500') and thence, running continually in the same direction for the width of an arpent and one quarter more or less along a distance or depth of three arpents approximately, and thence, running in the same direction, toward the north along a width of about three hundred feet (300') the said lot of land being included within the following boundaries: on the south, by the lot of land of Marcel Nadeau, on the east, by François Bélanger, on the west, by Lazare Landry or representative, and on the north, by François Bélanger and Lazare Landry or representatives, together with the buildings thereon erected, including house, sheds, sawmill, water power, machinery and mill accessories which the borrower declares to be immoveables, as well as the dams, circumstances and dependencies, without exception nor reserve on the part of the borrower, including all other buildings and mill machinery whatsoever, except however and

distraire dudit immeuble la partie donnée et appartenant à Léopold Nadeau, en vertu de l'enregistrement 13,278. »

*Item B* — « Un certain terrain, situé à St-Omer, comté de Bonaventure, dans le premier rang du canton Carleton, faisant partie et à distraire du lot numéro huit-H (ptie 8-H) du cadastre officiel desdits rang et canton, borné au sud, par Omer Lagacé, à l'est par François Bélanger, au nord, par Marcel Nadeau et à l'ouest, par la route conduisant au moulin Marcel Nadeau autrefois Pierre Nadeau, et mesurant ledit terrain environ cent pieds de front sur un mille quatre cents pieds de profondeur (100' x 1400'), mesure anglaise, plus ou moins, (sauf cependant à distraire dudit lot l'emplacement une bâtisse y construite, vendu à Alphonse Falardeau par acte devant le notaire soussigné le 17 juin 1959 enregistré à Carleton, le 18 juin 1959, sous le No 20,570 et commençant à un point situé sur la ligne est du chemin privé dudit Marcel Nadeau à une distance d'environ deux cent cinquante pieds de la limite nord du terrain partie du même lot appartenant à Omer Lagacé et s'étendant sur une longueur de cent quarante pieds (140') vers le nord le long dudit chemin privé sur toute sa profondeur (est-ouest) qui est de cent pieds (100'), borné comme suit: Au nord et au sud par le résidu dudit lot (8-M) appartenant à Marcel Nadeau, à l'ouest par le chemin privé dudit Marcel Nadeau et à l'est par la propriété de François Bélanger), ledit terrain donné en garantie avec bâtisses y érigées, circonstances et dépendances ».

to withdraw from the said immoveable that part given and belonging to Léopold Nadeau, under registration number 13,278. »

*Item B* — « A certain lot of land, situated at St-Omer, county of Bonaventure, in the first range of the township of Carleton, forming part and to withdraw from lot number eight-H (Pt. 8-H) from the official cadaster of the said range and township, bounded on the south, by Ormer Lagacé, on the east, by François Bélanger, on the north, by Marcel Nadeau and on the west, by the road leading to the Marcel Nadeau Mill, formerly Pierre Nadeau, and measuring the said lot of land approximately one hundred feet in front by one thousand four hundred feet in depth (100' x 1400'), English measure, more or less, (save, however, to withdraw from the said lot the emplacement of a building thereon erected, sold to Alphonse Falardeau by deed before the undersigned notary on June 17, 1959 registered at Carleton, on June 18, 1959, under No. 20,570 and starting at a point situated on the east line of the private road of the said Marcel Nadeau at a distance of approximately two hundred and fifty feet from the north limit of the lot of land, part of the same lot belonging to Omer Lagacé and extending along a length of one hundred and forty feet (140') toward the north along the said private road along its entire depth (East-West) which is of one hundred feet (100'), bounded as follows: on the north and on the south by the residue of the said lot (8-M) belonging to Marcel Nadeau, on the west by the private road of the said Marcel Nadeau and on the East by the property of François Bélanger), the said lot of land given in guarantee with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies ».

Ces immeubles seront offerts en vente au plus haut et dernier enchérisseur.

Les titres et certificats de recherche peuvent être examinés en tout temps en s'adressant au bureau du Syndic soussigné.

Cette vente est faite conformément aux articles 710, 717 et 719A du Code de procédure civil et aussi à l'article 55 de la Loi de faillite. Cette vente équivaut à la vente faite par le Shérif avec l'effet du décret, et faite conformément au jugement rendu par Monsieur J.-Bte Desjardins, registraire des faillites, le 3e jour de juillet 1964.

These immoveables shall be offered for sale to the highest and last bidder.

Titles and certificates may be examined at any time by applying to the office of the undersigned trustee.

This sale is made in accordance with sections 710, 717 and 719A of the Code of Civil Procedure and also with section 55 of the Bankruptcy Act. This sale is equivalent to a sale made by the Sheriff, with the effect of a decree and is made in accordance with the judgment rendered by Mr. J. Bte. Desjardins, registrar of Bankruptcies, on the 3rd day of July, 1964.

Conditions of payment: Cash.

Rimouski, Que., this 6th day of July, 1964.

HENRI-A. MARTIN,  
Licensed Trustee.

Condition de paiement: comptant.

Rimouski, Que. ce 6e jour de juillet 1964.

Le Syndic Licencié,  
HENRI-A. MARTIN.

160 Évêché, Rimouski. 7224-28-2-0

160 de l'Évêché, Rimouski. 7224-28-2-0

### Léonard Ste-Croix

Canada, province de Québec, district de Rimouski, Cour Supérieure, No F-233 (Siégeant en matière de faillite). Dans l'affaire de la faillite de Léonard Ste-Croix, garagiste de Chandler, comté de Gaspé, Québec.

Avis est par les présentes donné que JEUDI, le TREIZIÈME jour d'AOÛT 1964, à DEUX heures de l'après-midi, sera vendu par encan public, à la porte de l'église paroissiale de Chandler, comté de Gaspé, l'immeuble de cette faillite comme suit:

« Partie du lot numéro soixante-quatre (64), rang 1, de la Seigneurie de Pabos, avec garage dessus construit. »

Cet immeuble sera offert en vente au plus haut et dernier enchérisseur.

Les titres et certificats de recherche peuvent être examinés en tout temps, en s'adressant au bureau du Syndic, soussigné.

### Léonard Ste-Croix

Canada, Province of Quebec, district of Rimouski, Superior Court, No. F-233 (Sitting in the matter of bankruptcy). In the matter of the bankruptcy of Léonard Ste-Croix, garageman of Chandler, county of Gaspé, Quebec.

Notice is hereby given that on THURSDAY, the THIRTEENTH day of AUGUST, 1964, at TWO o'clock in the afternoon, shall be sold by public auction, at the parochial church of Chandler, county of Gaspé, the immoveable of this bankruptcy, as follows:

"Part of lot number sixty-four (64), range 1, of the Seigniorie of Pabos, with garage thereon erected."

This immoveable shall be offered for sale to the highest and last bidder.

Titles and certificates may be examined at any time by applying at the office of the undersigned trustee.

Cette vente est faite conformément aux articles 710, 717 et 719A du code de procédure civil et aussi à l'article 55 de la Loi de faillite. Cette vente équivaut à la vente faite par le shérif avec l'effet du décret, et faite conformément au jugement rendu par monsieur J.-Bte Desjardins, régistratre des faillites, le 3e jour de juillet 1964. À charge par l'acquéreur de l'hypothèque que détient Canadian Oil Companies Ltd.

Condition de paiement: Comptant.  
Rimouski, Québec, ce 6e jour de juillet 1964.  
*Le Syndic licencié,*  
HENRI-A. MARTIN.

160 de l'Évêché,  
Rimouski. 7225-28-2-0

This sale is made in accordance with sections 710, 717 and 719A of the Code of Civil Procedure and also with section 55 of the Bankruptcy Act. This sale is equivalent to a sale made by the Sheriff, with the effect of a decree, and is made in accordance with the judgement rendered by Mr. J.-Bte Desjardins, registrar of bankruptcies on the 3rd day of July, 1964. Purchaser shall carry the mortgage held by the Canadian Oil Companies Ltd.

Conditions of payment: Cash.  
Rimouski, Quebec, this 6th day of July, 1964.  
HENRI-A. MARTIN,  
*Licensed Trustee.*

160 de l'Évêché,  
Rimouski. 7225-28-2

## Ventes par Shérifs

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

### BEAUCE

#### *Fieri Facias de Terris* District de Beauce

Cour Supérieure, { DONAT GIGUÈRE, com-  
No 28,549. { merchant, Ste-Aurèle,  
comté de Dorchester, contre  
THÉODORE GILBERT, St-Louis de Gonzague,  
comté de Dorchester, à savoir:

Les numéros de terre suivants: la demie (1/2) du 50-nord-est, la demie (1/2) du 51-nord-est, du rang 2 du canton de Langevin.

Pour être vendus « en bloc » à la porte de l'église paroissiale de St-Louis de Gonzague, comté de Dorchester, le DIX-HUITIÈME jour d'AOÛT 1964, à DIX heures de l'avant-midi.

*Le Député-Shérif,*

Bureau du Shérif, ADALBERT LESSARD,  
St-Joseph de Beauce,  
le 30 juin 1964. 7226-28-2-0  
[Première insertion: 11 juillet 1964]  
[Seconde insertion: 1 août 1964]

#### *Fieri Facias de Terris* Cour Supérieure.— District de Beauce

St-Joseph de Beauce, { L'OFFICE DU CRÉ-  
No 30,617. { DIT AGRICOLE  
à savoir: { DU QUÉBEC, corps po-  
litique et incorporé ayant  
son siège social à Québec, demandeur, contre  
JEAN-MARIE GILBERT, de St-Jean de la  
Lande, comté de Beauce, P.Q., défendeur, à  
savoir:

« Les lots numéros deux cent trente-trois et deux cent trente-quatre du cadastre de la paroisse de St-Georges, en le comté de Beauce, avec bâtisses, circonstances et dépendances, sujet à la servitude consentie à The Shawinigan Water & Power Company ».

Lesdits lots ayant une superficie d'environ cent vingt arpents. »

Pour être vendus « en bloc » à la porte de l'église paroissiale de St-Georges, Ouest, comté de Beauce, le VINGT-SIXIÈME jour d'AOÛT, 1964, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, *Le Député-Shérif,*  
St-Joseph de Beauce, ADALBERT LESSARD,  
le 30 juin 1964. 7227-28-2-0  
[Première insertion: 11 juillet 1964]  
[Seconde insertion: 1 août 1964]

## Sheriffs' Sales

PUBLIC NOTICE, is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

### BEAUCE

#### *Fieri Facias de Terris* District of Beauce

Superior Court, { DONAT GIGUÈRE, tra-  
No. 28,549. { der, Ste-Aurèle, county  
of Dorchester, versus THÉO-  
DORE GILBERT, St-Louis de Gonzague,  
county of Dorchester, to wit:

The following numbers of land: the half (1/2) of 50-north-east, half (1/2) of 51-north-east, on range 2 in the township of Langevin.

To be sold "en bloc" at the parochial church door of St-Louis de Gonzague, county of Dorchester, on the EIGHTEENTH day of AUGUST, 1964, at TEN o'clock in the forenoon.

ADALBERT LESSARD,  
*Deputy-Sheriff.*

Sheriff's Office,  
St-Joseph de Beauce,  
June 30, 1964. 7226-28-2  
[First insertion: July 11, 1964]  
[Second insertion: August 1, 1964]

#### *Fieri Facias de Terris* Superior Court — District of Beauce

St-Joseph de Beauce, { THE QUEBEC FARM  
No. 30,617. { CREDIT BU-  
to wit: { REAU, body politic and  
corporate, having its head  
office in Quebec, plaintiff, versus JEAN-MARIE  
GILBERT, of St-Jean de la Lande, county of  
Beauce, P.Q., defendant, to wit:

"Lots number two hundred and thirty-three and two hundred and thirty-four in the cadaster of the parish of St-Georges, in the county of Beauce, with the buildings, circumstances and dependencies, subject to the servitude granted to The Shawinigan Water & Power Company."

The said lots have an area of approximately one hundred and twenty arpents.

To be sold "en bloc" at the parochial church door of St-Georges-West, county of Beauce, on the TWENTY-SIXTH day of AUGUST, 1964, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, ADALBERT LESSARD,  
St-Joseph de Beauce, *Deputy-Sheriff.*  
June 30, 1964. 7227-28-2  
[First insertion: July 11, 1964]  
[Second insertion: August 1, 1964]

BEAUHARNOIS

*Fieri Facias de Terris*  
District of Beauharnois

Cour Supérieure, { LA MUNICIPALITÉ DE  
No 15920. { LA PAROISSE DE ST-  
TIMOTHÉE DE BEAU-

HARNOIS, corporation politique et incorporée ayant son siège social, en la paroisse de St-Timothée, district de Beauharnois, demanderesse, contre ROY CAMERON, de la municipalité de Howick, district de Beauharnois, défendeur, à savoir:

«Toute et seulement cette certaine partie d'une bande de terrain portant le numéro de lot cent soixante-dix-huit (Ptie No 178) au cadastre et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Timothée, dans le comté de Beauharnois, ladite parcelle ou bande de terrain peut être plus particulièrement décrite comme suit: Commencant à l'intersection de la ligne séparative entre les lots 178 et 179 dudit cadastre et la limite nord du chemin public, de là dans une direction nord-est, suivant ladite limite nord du chemin, sur une distance de quatre cent dix pieds; de là dans une direction ouest, jusqu'à un saule sur la grève du fleuve St-Laurent, sur une distance de soixante-douze pieds; de là dans une direction sud-ouest suivant les sinuosités du rivage jusqu'à son intersection avec la ligne séparative entre les lots Nos 178 et 179, sur une distance de trois cent cinquante pieds, plus ou moins, de là, dans une direction sud jusqu'au point de départ, sur une distance de dix-huit pieds. Le tout contenant quinze mille pieds carrés, plus ou moins.»

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Timothée, comté et district de Beauharnois, le JEUDI, TREIZIÈME jour d'AOÛT 1964, à DIX heures et TRENTE de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, ERNEST LEBLANC.  
Valleyfield, le 2 juillet 1964. 7228-28-2  
[Première insertion le 11 juillet 1964]  
[Deuxième insertion le 25 juillet 1964]

*Fieri Facias de Terris*  
District of Beauharnois

Cour Supérieure, { LA SOCIÉTÉ CENTRALE  
No 7940. { D'HYPOTHÈQUE  
ET DE LOGEMENT, corpo-

ration dûment incorporée en vertu d'un acte du Parlement canadien ayant sa principale place d'affaires à Ottawa, province d'Ontario, et un bureau d'affaires pour la province de Québec à Montréal, district de Montréal, demandeur, sur poursuite hypothécaire contre FRED KING, gérant, de 144 rue Goyer, Châteauguay Centre, district de Beauharnois, défendeur, a obtenu devant notre Cour Supérieure, dans notre dit district de Beauharnois, jugement déclarant la propriété suivante, savoir:

«Un emplacement situé dans la ville de Châteauguay Centre, connu et désigné comme le lot trente-et-un de la subdivision du lot cent dix-neuf (119-31) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St. Joachim de Châteauguay, borné vers le nord-ouest par partie du lot numéro 115, vers le sud-est par le lot numéro 119-30, vers le sud-ouest par partie du lot numéro 119-1, rue, vers le nord-est par le lot numéro 119-32 mesurant soixante pieds (60') en largeur par une profondeur de quatre-vingt-dix pieds (90') contenant une superficie de cinq mille quatre cents pieds carrés (5400').

BEAUHARNOIS

*Fieri Facias de Terris*  
District of Beauharnois

Superior Court, { THE MUNICIPALITY OF  
No. 15920. { THE PARISH OF ST-  
TIMOTHÉE OF BEAUHAR-

NOIS, body politic and corporate, having its head office in the parish of St-Timothée, district of Beauharnois, plaintiff, vs ROY CAMERON, of the municipality of Howick, district of Beauharnois, defendant, to wit:

"All and singular that certain part of tract of land bearing lot number one hundred and seventy-eight (Pt. No. 178) of the official plan and book of reference of the parish of St-Timothée, in the county of Beauharnois which said parcel or tract of land may be more particularly described as follows: Starting at the intersection of the line of division between lots Nos 178 and 179 of the said cadastre and the north limit of the public road, thence, in a north easterly direction, following the said north limit of the road, a distance of four hundred and ten feet; thence in a westerly direction, to a willow tree on the shore of the St. Lawrence river, a distance of seventy-two feet; thence in a south westerly direction following the sinuosity of the river shore to its intersection with the line of division between lots Nos. 178 and 179 a distance of three hundred and fifty feet, more or less, thence, in southerly direction to the point of beginning a distance of eighteen feet. The whole containing fifteen thousand square feet, more or less."

To be sold at the parochial church door of St-Timothée, county and district of Beauharnois, on THURSDAY, THIRTEENTH day of AUGUST, 1964, at TEN THIRTY o'clock in the forenoon.

ERNEST LEBLANC,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Valleyfield, July 2, 1964. 7228-28-2-o  
[First insertion: July 11, 1964]  
[Second insertion: July 25, 1964]

*Fieri Facias de Terris*  
District of Beauharnois

Superior Court, { CENTRAL MORTGAGE  
No. 7940. { AND HOUSING COR-  
PORATION, duly incorporat-

ed under an act of the Canadian Government having its principal place of business at Ottawa, Province of Ontario, and an office for the Province of Quebec at Montreal, district of Montreal, plaintiff, on a mortgage suit against FRED KING, manager, of 144 Goyer Street, Châteauguay Center, district of Beauharnois, defendant, has obtained before our Superior Court in our said district of Beauharnois judgment declaring the following property, to wit:

"An emplacement situated in the town of Châteauguay Center, known and designated as lot thirty-one of the subdivision of lot one hundred and nineteen (119-31) on the Plan and book of reference of the parish of St. Joachim de Châteauguay, bounded towards the northwest by part of lot number 115, towards the southeast by lot number 119-30 towards the southwest by part of lot number 119-1 Street, towards the northeast by lot number 119-32 measuring sixty feet (60') in width by a depth of ninety feet (90') containing an area of five thousand four hundred square feet (5400').

Avec toutes les bâtisses dessus érigées ou en construction.

Tel que le tout existe avec toutes les servitudes y attachées, et spécialement une servitude en faveur de la Compagnie de Téléphone Bell du Canada, passée devant le notaire soussigné, le 24<sup>e</sup> jour de septembre 1959 et enregistrée à Châteauguay sous le numéro 87,608 ».

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Joachim de Châteauguay Centre, comté et district de Beauharnois, le MERCREDI, DOUZIÈME jour du mois d'AOUT 1964 à DIX heures et TRENTE de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, ERNEST LEBLANC.  
Valleyfield, le 2 juillet 1964. 7229-28-2-o  
[Première insertion le 11 juillet 1964]  
[Deuxième insertion le 25 juillet 1964]

With all the buildings thereon erected or in construction.

As the whole now subsists with all the servitudes thereon attached, and especially a servitude in favor of The Bell Telephone Company of Canada, passed before the undersigned notary, the 24th day of September, 1959, and registered at Châteauguay under number 87,608."

To be sold at the parochial church door of St-Joachim de Châteauguay Center, county and district of Beauharnois, WEDNESDAY, TWELFTH day of the month of AUGUST, 1964, at TEN THIRTY o'clock in the forenoon.

ERNEST LEBLANC,

Sheriff's office, Sheriff.  
Valleyfield, July 2, 1964. 7229-28-2  
[First insertion July 11, 1964]  
[Second insertion July 25, 1964]

## CHICOUTIMI

*Fieri Facias*

District de Chicoutimi

Cour Supérieure, { LA BANQUE PROVIN-  
No 34,704. { CIALE DU CANADA,

corps politique et incorporé, ayant son siège social et sa principale place d'affaires dans les cité et district de Montréal, demandeur, vs MADAME MARIE ANGE MALTAIS, épouse judiciairement séparée de corps de Gérard Hudon, de Jonquière, district de Chicoutimi, défenderesse.

« Un lopin de terre faisant partie des lots numéros vingt-sept-B-cent-vingt-quatre et vingt-sept-B-cent-vingt-cinq (P. 27-B-124 et 27-B-125) dans le rang trois au cadastre officiel du canton de Jonquière, pouvant être plus particulièrement décrit :

a) Toute cette partie du lot numéro vingt-sept-B-cent-vingt-cinq (P. 27-B-125) mesurant quinze pieds de largeur de l'est à l'ouest sur toute la profondeur du lot et bornée au nord par la rue Ste-Cécile, au sud par le No 27-B-125-A, à l'est par le terrain ci-après décrit au paragraphe « b », à l'ouest par le résidu dudit lot dont il forme partie, propriété de René Villeneuve, ou représentants :

b) Toute cette partie du lot numéro vingt-sept-B-cent-vingt-quatre (P. 27-B-124) mesurant trente pieds de largeur de l'ouest à l'est sur toute la profondeur du lot, bornée au nord par la rue Ste-Cécile, à l'est par le résidu du lot dont il forme partie, propriété des « Immeubles Gagnon Limitée », au sud par le lot No 27-B-124-A, à l'ouest par le terrain ci-dessus décrit au paragraphe « a ».

Avec toutes les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.»

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Laurent, cité de Jonquière, le VINGT-TROISIÈME jour du mois de JUILLET 1964, à TROIS heures de l'après-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, RENÉ DELISLE.  
Chicoutimi, le 12 juin 1964. 7031-25-2-o

*Fieri Facias*

District de Chicoutimi

Cour Supérieure, { L'OFFICE DU CRÉDIT  
No 35,340. { AGRICOLE DU QUÉ-

BEC, corps politique et incorporé ayant son siège social à Québec, demandeur, vs MAGELLA TREMBLAY, autrefois

## CHICOUTIMI

*Fieri Facias*

District of Chicoutimi

Superior Court, { THE PRONVICIAL  
No. 34,704. { BANK OF CANADA,

body politic and corporate, having its head office and principal place of business in the city and district of Montreal, plaintiff, vs MRS. MARIE ANGE MALTAIS, wife judicially separate as to bed and board of Gérard Hudon, of Jonquière, district of Chicoutimi, defendant.

"A strip of land forming part of lots numbers twenty-seven-B-one hundred and twenty-four and twenty-seven-B-one hundred and twenty-five (Pt 27-B-124 and 27-B-125) in range three on the official cadaster of the township of Jonquière, which, in detail, may be described as :

a) All that part of lot number twenty-seven-B-one hundred and twenty-five (Pt 27-B-125) measuring fifteen feet in width from east to west along the entire depth of the lot and bounded on the north by Ste Cécile St., on the south, by No. 27-B-125-A, on the east, by the lot of land hereinafter mentioned in paragraph "b", on the west, by the residue of the said lot of which it forms part, property of René Villeneuve, or representatives :

b) All that part of lot number twenty-seven-B-one hundred and twenty-four (Pt 27-B-124) measuring thirty feet in width from west to east along the entire depth of the lot, bounded on the north by Ste-Cécile Street, on the east, by the residue of the lot of which it forms part, property of "Immeubles Gagnon Limitée", on the south, by lot No. 27-B-124-A, on the west by the lot above described in paragraph "a".

With all the buildings thereon erected, circumstances and dependencies."

To be sold at the parochial church door of St-Laurent, city of Jonquière, on the TWENTY-THIRD day of the month of JULY, 1964, at THREE o'clock in the afternoon.

RENÉ DELISLE,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Chicoutimi, June 12, 1964. 7031-25-2

*Fieri Facias*

District of Chicoutimi

Superior Court, { QUEBEC FARM CRE-  
No. 35,340. { DIT BUREAU, body

politic and corporate having its head office at Quebec, plaintiff, vs MAGELLA TREMBLAY, heretofore farmer of St-Ambroise,

cultivateur de St-Ambroise, comté de Chicoutimi, maintenant domicilié à St-Ludger de Milot, comté du Lac St-Jean-Ouest, défendeur.

Tout ce lot de terre connu et désigné au cadastre officiel du canton de Bourget, sous le numéro quarante-deux (42), dans le rang neuf (9), dudit canton, avec ensemble les bâtisses y érigées, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Ambroise, le TREIZIÈME jour du mois d'AOÛT, 1964, à TROIS heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, Chicoutimi, 2 juillet 1964.  
 Le Shérif, RENÉ DELISLE. 7230-28-2-0

county of Chicoutimi, now domiciled at St-Ludger of Milot, county of Lake St-John-West, defendant.

All this lot of land known and designated on the official cadaster of the township of Bourget, under number forty-two (42), in range nine (9), of the said township, together with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of St-Ambroise, the THIRTEENTH day of the month of AUGUST, 1964, at THREE o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, Chicoutimi, July 2, 1964.  
 RENÉ DELISLE, Sheriff. 7230-28-2

G A S P É

*Fieri Facias de Terris*  
 Canada — Province de Québec  
 District de Gaspé

Cour Supérieure, No 6424. { ROBIN, JONES & WHITMAN LTD., corporation légale avec principal siège d'affaires pour la province de Québec à Paspébiac, district de Bonaventure, demanderesse, vs SYLVIO LANTIN, de Newport, district de Gaspé, défendeur.

« Un immeuble situé sur le lot 348 du Premier Rang du Cadastre officiel du Canton de Newport, district de Gaspé. »

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Newport comté et district de Gaspé, le DIX-SEPTIÈME jour du mois d'AOÛT 1964, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, Percé, le 6 juillet 1964.  
 Le Shérif, PERCY BIARD. 7231-28-2-0

G A S P É

*Fieri Facias de Terris*  
 Canada — Province of Quebec  
 District of Gaspé

Superior Court, No. 6424. { ROBIN, JONES & WHITMAN LTD., legal corporation having its principal place of business for the province of Quebec at Paspébiac, district of Bonaventure, plaintiff, vs SYLVIO LANTIN, of Newport, district of Gaspé, defendant.

“An immoveable situated on lot 348 of the first range of the official cadaster of the township of Newport, district of Gaspé.”

To be sold at the parochial church door of Newport, county and district of Gaspé, the SEVENTEENTH day of the month of AUGUST, 1964, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office, Percé, July 6, 1964.  
 PERCY BIARD, Sheriff. 7231-28-2

R I M O U S K I

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*  
 Canada — Province de Québec  
 District de Rimouski

Cour Supérieure, No 30-172. { RICHARD PINEAU, com-mercant de bois de la cité de Rimouski, district de Rimouski, vs JOSEPH LOUIS LAVOIE, de l'endroit appelé Pointe-au-Père, district de Rimouski, défendeur.

Partie du lot No dix-neuf (P. 19) au cadastre officiel de la paroisse de St-Germain de Rimouski mesurant soixante-et-un pieds (61') de front à la route nationale et soixante pieds (60') en arrière et devant mesurer cinquante-cinq pieds (55') de largeur en partant de la ligne ouest de la route nationale, et à l'équerre avec cette ligne ouest, mesure anglaise, borné au nord et en front à la Route Nationale, à l'est au vendeur, à un chemin privé, au sud à Antonio Rouleau, et à l'ouest à Camille Lévesque, avec le droit de passage en faveur dudit M. Lavoie et ses ayants droit dans le chemin privé du vendeur, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Pointe-au-Père, le VINGT-TROISIÈME jour de JUILLET, 1964, à DEUX heures de l'après-midi,

Bureau du Député-Shérif, Rimouski, 15 juin 1964.  
 Le Député-Shérif, JACQUES MARTIN. 7032-25-2-0

R I M O U S K I

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*  
 Canada — Province of Quebec  
 District of Rimouski

Superior Court, No. 30-172. { RICHARD PINEAU, lumber merchant of the city of Rimouski, district of Rimouski, vs JOSEPH LOUIS LAVOIE, of the place called Pointe-au-Père, district of Rimouski, defendant.

Part of lot No. nineteen (P. 19) in the official cadaster of the parish of St-Germain de Rimouski, measuring sixty-one feet (61') in front on the National Highway, and sixty feet (60') in the rear, and which should measure fifty-five feet (55') in width starting at the west line of the National Highway, and at right angles with this west line, English measure; bounded on the north and in front by the National Highway, on the east by the vendor, by a private road, on the south by Antonio Rouleau and on the west by Camille Lévesque, with right of way in favour of the said Mr. Lavoie and his dependents on the private road belonging to the vendor, with the buildings thereon constructed, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Pointe-au-Père, on the TWENTY-THIRD day of JULY, 1964, at TWO o'clock in the afternoon.

Deputy-Sheriff's Office, Rimouski, June 15, 1964.  
 JACQUES MARTIN, Deputy-Sheriff. 7032-25-2

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*Canada — Province de Québec  
District de Rimouski et SaguenayCour de Magistrat, { LA CITÉ DES SEPT  
No 1120 { ILES, corporation

légalement constituée ayant son siège social à Sept-Iles, 546 avenue Dequen, dans le district de Saguenay, demanderesse, vs BRUNO ZOCATELLO, demeurant et résidant en la cité de Sept-Iles, défendeur.

Le lot numéro sept cent soixante-douze (772), rang 2 aux plan et livre de renvoi officiel du cadastre pour le village de Sept-Iles, situé dans la cité de Sept-Iles, canton Letellier, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de St-Joseph des Sept-Iles, le VINGT-HUITIÈME jour de JUILLET 1964, à DEUX heures et DEMIE de l'après-midi.

Le Député-Shérif,

Bureau du Député-Shérif, JACQUES MARTIN.  
Rimouski, 15 juin 1964. 7033-25-2-0*Fieri Facias de Bonis et de Terris*Canada — Province of Quebec  
District of Rimouski and SaguenayMagistrate's Court, { THE CITY OF SEPT-  
No. 1120 { ILES, body legally

incorporated, having its head office in Sept-Iles, 546 Dequen Ave., in the district of Saguenay, plaintiff, vs BRUNO ZOCATELLO, living and residing in the city of Sept-Iles, defendant.

Lot number seven hundred and seventy-two (772), range 2 in the official plan and book of reference of the cadaster of the village of Sept-Iles, situated in the city of Sept-Iles, township of Letellier, with the buildings thereon constructed, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of St-Joseph des Sept-Iles, on the TWENTY-EIGHTH day of JULY, 1964, at TWO-THIRTY o'clock in the afternoon.

JACQUES MARTIN,

Deputy-Sheriff's Office, Deputy-Sheriff.  
Rimouski, June 15, 1964. 7033-25-2*Fieri Facias de Bonis et de Terris*Canada — Province de Québec  
District de Rimouski et SaguenayCour Supérieure, { SUN LIFE ASSURANCE  
No 28-594. { CO. OF CANADA, corps

politique légalement constitué, ayant un bureau d'affaires à Sept-Iles, district de Saguenay, demanderesse, vs ÉLÉONORE TREMBLAY CHARLTON épouse séparée de biens de Gordon Charlton, et ce dernier pour l'autoriser, domicilié à Montréal, dit district, défenderesse.

Un lot de terre connu et désigné sous le No 1826, du rang 2, d'après les plan et livre de renvoi officiel du cadastre pour le village de Sept-Iles, situé dans la cité de Sept-Iles, canton de Letellier, avec bâtisses dessus construites circonstances et dépendances, sans exception ni réserve.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de St-Joseph de Sept-Iles, le VINGT-HUITIÈME jour de JUILLET, 1964, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Député-Shérif,

Bureau du Député-Shérif, JACQUES MARTIN.  
Rimouski, 15 juin 1964. 7034-25-2-0*Fieri Facias de Bonis et de Terris*Canada — Province of Quebec  
District of Rimouski and SaguenaySuperior Court, { SUN LIFE ASSURANCE  
No. 28-594. { CO. OF CANADA, body

politic legally incorporated, having its head office in Sept-Iles, district of Saguenay, plaintiff, vs ÉLÉONORE TREMBLAY CHARLTON, wife separate as to property of Gordon Charlton, and the latter to authorize her, domiciled in Montreal, said district, defendant.

A lot of land known and designated under No. 1826, on range 2, in the official plan and book of reference of the cadaster of the village of Sept-Iles, situated in the city of Sept-Iles, township of Letellier, with the buildings thereon constructed, circumstances and dependencies, without exception nor reserve.

To be sold at the church door of the parish of St-Joseph de Sept-Iles, on the TWENTY-EIGHTH day of JULY, 1964, at TWO o'clock in the afternoon.

JACQUES MARTIN,

Deputy-Sheriff's Office, Deputy-Sheriff.  
Rimouski, June 15, 1964. 7034-25-2

## ROBERVAL

*Fieri Facias de Terris*Canada — Province de Québec  
District de RobervalCour Supérieure, { L'OFFICE DU CRÉDIT  
No 29,835. { AGRICOLE DU QUÉ-

BEC, corps politique et incorporé, ayant son siège social à Québec, demanderesse, vs CHARLES ARTHUR BOILY, cultivateur, de Péribonka, comté de Roberval, P.Q., défendeur.

« Une ferme en la paroisse de St-Édouard de Péribonka, comté de Roberval, comprenant les lots connus et désignés sous les numéros trente-deux-A, trente-deux-B, trente-trois-A et trente-trois-B (Nos 32-A, 32-B, 33-A et 33-B) des plan et livre de renvoi officiels du deuxième rang, du cadastre du canton Dalmas; avec les bâtisses dessus construites, appartenances et dépendances; contenant environ trois cent quarante acres en superficie.

## ROBERVAL

*Fieri Facias de Terris*Canada — Province of Quebec  
District of RobervalSuperior Court, { QUEBEC FARM CREDIT  
No. 29,835. { BUREAU, a body politic

and corporate, having its head office at Quebec, plaintiff, vs CHARLES ARTHUR BOILY, farmer, of Péribonka, county of Roberval, P.Q., defendant.

«A farm in the parish of St-Édouard de Péribonka, county of Roberval, including lots known and designated under numbers thirty-two-A, thirty-two-B, thirty-three-A and thirty-three-B (Nos. 32-A, 32-B, 33-A and 33-B) on the official plan and in the book of reference of the second range, on the cadaster of Dalmas township; with buildings thereon erected, appurtenances and dependencies; containing about three hundred and forty acres in area.

À distraire les parties desdits lots appartenant à Saguenay Power Company Limited et à la Voirie Provinciale. »

Pour être vendu « en bloc » à la porte de l'église de la paroisse St-Édouard de Péribonka, comté de Roberval, le VINGT-TROISIÈME jour de JUILLET 1964, à DEUX heures de l'après-midi.

*Le Shérif,*

Bureau du Shérif, LÉON-AURICE LAVOIE.  
Roberval, le 12 juin 1964. 7035-25-2-0

*Fieri Facias de Terris*  
Canada — Province de Québec  
District de Roberval

Cour Supérieure, { JEAN-BAPTISTE TREM-  
No 29,905. { BLAY, marchand de ma-  
tériaux de construction, d'Al-  
ma, demandeur, *vs* DAME LOUIS DUBÉ, née  
Hélène Gagnon, épouse contractuellement sépa-  
rée de biens, de Louis Dubé, domiciliée à 570,  
rue Harvey, Alma, et ledit LOUIS DUBÉ,  
pour autoriser son épouse aux fins des présentes,  
défendeurs et RAYMOND RICHARD, régis-  
trateur, mis-en-cause.

*Avis de vente*

« La subdivision numéro soixante-dix-huit du lot originaire douze (12-78), du rang neuf (R. 9), pour le cadastre officiel du canton Signal, avec appartenances et dépendances, immeubles portant le numéro 570, de la rue Harvey, pour la cité d'Alma. »

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse St-Pierre de la cité d'Alma, comté Lac St-Jean, le TREIZIÈME (13) jour d'AOUT 1964, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, *Le Shérif,*  
Palais de Justice, LÉON-AURICE LAVOIE.  
Roberval, le 2 juillet 1964. 7232-28-2-0

TROIS-RIVIÈRES

Canada — Province de Québec  
District de Trois-Rivières

Cour Supérieure, { LÉOPOLD DUPLESSIS  
No 25457. { LTÉE, corporation légale-  
ment constituée avec siège à  
Trois-Rivières, district de Trois-Rivières, est,  
demanderesse, *vs* ELZÉAR CHIASSON, de  
Maskinongé, district de Trois-Rivières, est, dé-  
fendeur, et GEORGES-AIMÉ GIGUÈRE, de  
Louiseville, district de Trois-Rivières, en sa  
qualité de Régistrateur du bureau d'enregistre-  
ment du comté de Maskinongé, est, mis-en-cause,  
ladite LÉOPOLD DUPLESSIS LTÉE, deman-  
deresse, ledit ELZÉAR CHIASSON, défendeur.

« Un emplacement situé dans la paroisse de St-Joseph de Maskinongé, connu et désigné comme faisant partie du lot numéro six cent trente-six (ptie 636), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de St-Joseph de Maskinongé, division d'enregistrement de Maskinongé; mesurant cent cinquante pieds (150') de largeur, tant en front qu'en profondeur, cent soixante-quatre pieds (164') dans la ligne ouest et cent quatre-vingts pieds (180') dans la ligne est, le tout d'après la mesure anglaise et plus ou moins; borné en front par la route numéro 2, Montréal-Québec, en profondeur par la partie du lot numéro 635 appartenant à M. Eugène

To withdraw the parts of the said lots belong-  
ing to Saguenay Power Company Limited and  
to the Provincial Roads Department."

To be sold "en bloc" at the church door of the  
parish of St-Edouard de Péribonka, county of  
Roberval, on the TWENTY-THIRD day of  
JULY, 1964, at TWO o'clock in the afternoon.

LÉON-AURICE LAVOIE,

Sheriff's Office, *Sheriff.*  
Roberval, June 12, 1964. 7035-25-2

*Fieri Facias de Terris*  
Canada — Province of Quebec  
District of Roberval

Superior Court, { JEAN-BAPTISTE TREM-  
No. 29,905. { BLAY, merchant of build-  
ing materials, of Alma, plain-  
tiff, *vs* DAME LOUIS DUBÉ, née Hélène  
Gagnon, wife contractually separate as to prop-  
erty of Louis Dubé, domiciled at 570 Harvey  
Street, Alma, and the said LOUIS DUBÉ, to  
authorize his wife for the purpose of these  
presents, defendants, and RAYMOND RI-  
CHARD, registrar, mis-en-cause.

*Notice of Sale*

"Subdivision number seventy-eight of the  
original lot twelve (12-78), of range nine (R. 9),  
for the official cadaster of the township of  
Signal, with appurtenances and dependencies,  
immoveables bearing number 570 Harvey Street,  
for the city of Alma."

To be sold at the church door of the parish of  
St-Pierre of the city of Alma, county of Lake  
St-John, the THIRTEENTH (13) day of  
AUGUST, 1964, at TWO o'clock in the after-  
noon.

Sheriff's office, LÉON-AURICE LAVOIE,  
Court House, *Sheriff.*  
Roberval, July 2, 1964. 7232-28-2

TROIS-RIVIÈRES

Canada — Province of Quebec  
District of Trois-Rivières

Superior Court, { LÉOPOLD DUPLESSIS  
No. 25457. { LTÉE, body legally in-  
corporated with head office  
in Trois-Rivières, district of Trois-Rivières, is  
plaintiff, *vs* ELZÉAR CHIASSON, of Maski-  
nongé, district of Trois-Rivières, is defendant,  
and GEORGES-AIMÉ GIGUÈRE, of Louise-  
ville, district of Trois-Rivières, in his capacity  
as Registrar in the registry office for the county  
of Maskinongé is mis-en-cause, the said LÉO-  
POLD DUPLESSIS LTÉE, plaintiff, the said  
ELZÉAR CHIASSON, defendant.

"An emplacement situated in the parish of  
St-Joseph de Maskinongé, known and designated  
as forming part of lot number six hundred and  
thirty-six (P. 636), in the official plan and book  
of reference of the cadaster of the parish of St-  
Joseph de Maskinongé, registry division of  
Maskinongé, measuring one hundred and fifty  
feet (150') in width, in front as well as in depth,  
one hundred and sixty-four feet (164') on its  
west line and one hundred and eighty feet (180')  
on its east line, the whole English measure and  
more or less; bounded in front by Route number  
2, Montreal-Quebec, in depth by the part of lot  
number 635 belonging to Mr. Eugène Trudel, on

Trudel, du côté est par la partie du lot numéro 636 appartenant à M. Rosaire St-Cyr, représentant M. Wilfrid Lemire, du côté ouest par la partie du même lot numéro 636 appartenant à Monsieur Lucien Morin.

Avec toutes les bâtisses et dépendances actuellement érigées sur le terrain ci-dessus désigné, principalement une maison occupée comme résidence et hôtellerie, ainsi qu'un motel de douze (12) chambres avec office et restaurant; y compris les fixtures et accessoires, tout l'ameublement et autres objets mobiliers servant actuellement et qui serviront à l'avenir à l'exploitation de ladite hôtellerie, le tout reconnu par le débiteur immeuble par destination aux fins des présentes. »

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de St-Joseph de Maskinongé, MERCREDI, le DOUZIÈME jour du mois d'AOÛT, mil neuf cent soixante-quatre, à TROIS heures de l'après-midi.

*Le Shérif,*

Bureau du Shérif, GUY MERCIER.  
Trois-Rivières, le 30 juin 1964. 7233-28-2-0

the east side by the part of lot number 636 belonging to Mr. Rosaire St-Cyr, representing Mr. Wilfrid Lemire, on the west side by the part of the same lot number 636 belonging to Mr. Lucien Morin.

With all the buildings and dependencies presently erected on the above-designated land, mainly a house occupied as a residence and hotel, as well as a motel having twelve (12) rooms with an office and restaurant; included therein are the fixtures and accessories, all the furniture and furnishings presently being used and which will henceforth be used in the operation of the said hotel, the whole being recognized by the debtor as an immovable by destination for the purposes of these presents."

To be sold at the church door in the parish of St-Joseph de Maskinongé, on WEDNESDAY, the TWELFTH day of the month of AUGUST, one thousand nine hundred and sixty-four, at THREE o'clock in the afternoon.

GUY MERCIER,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Trois-Rivières, June 30, 1964. 7233-28-2

## Vente pour taxes

### Commission scolaire de la ville de Chicoutimi-Nord

Avis public est, par les présentes donné, que la Commission municipale de Québec, par un arrêté en date du vingt-neuf juin 1964, a ordonné au soussigné, conformément aux dispositions de la section VII de la Loi de la Commission municipale de Québec (S.R.Q. 1941, chapitre 207), de vendre les immeubles ci-dessous désignés pour satisfaire au paiement des arriérés de taxes dues aux commissaires d'écoles pour la ville de Chicoutimi-Nord et à la cité de Chicoutimi-Nord, avec intérêts et frais, et qu'en conséquence, lesdits immeubles seront vendus par encan public dans la salle, à l'Hôtel-de-Ville de Chicoutimi-Nord, lieu ordinaire des séances de la commission scolaire, le VINGT-HUITIÈME jour de JUILLET 1964, à ONZE heures de l'avant-midi.

Toutefois, seront exclus de la vente les immeubles sur lesquels les taxes scolaires imposées avant le 30 juin 1962 et les taxes et autres charges municipales devenues exigibles avant le 31 décembre 1961 auront été payées, avec intérêts et frais, avant le moment de la vente.

La vente des immeubles décrits dans la première section du présent avis sera faite sujette au droit de retrait.

Celle des immeubles décrits dans la deuxième section sera définitive et sans droit de retrait, conformément aux dispositions de l'article 74 de la Loi de la Commission municipale de Québec, lesdits immeubles étant un terrain vague d'une évaluation municipale ne dépassant pas mille dollars.

#### PREMIÈRE SECTION

##### *Immeubles sujets au droit de retrait*

1<sup>o</sup> Madame Maurice Boucher (Mme David Tremblay) — Un terrain mesurant 70 pieds de front sur 200 pieds de profondeur du nord au sud, faisant partie des lots 115 et 116, 1<sup>er</sup> rang ouest, canton de Tremblay, borné: en front, au chemin public; à la profondeur au terrain d'Onésime Tremblay ou représentants; du côté est par le

## Sale for Taxes

### School commission for the town of Chicoutimi-North

Public notice is hereby given that the Quebec Municipal Commission, by Order dated the twenty-ninth day of June, 1964, has ordered the undersigned, pursuant to the provisions of section VII of the Quebec Municipal Commission Act (R.S.Q. 1941, chapter 207) to sell the immovables hereinafter designated for non-payment of arrears in taxes due to the school commissioners of the town of Chicoutimi-North and to the city of Chicoutimi-North, with interest and costs, and that, consequently, the said immovables will be sold by public auction in the hall of the Town Hall in the town of Chicoutimi-North, the place where meetings of the school commission are ordinarily held, on the TWENTY-EIGHTH day of JULY, 1964, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

However, the immovables on which school taxes imposed before June 30, 1962, and the taxes and other municipal charges which became due before December 31, 1961 will have been paid, with interest and costs, before the sale, will be excluded from the sale.

The sale of immovables described in the first section of the present notice will be made subject to the right of withdrawal.

The sale of immovables described in the second section will be final and without the right of withdrawal, pursuant to the provisions of section 74 of the Quebec Municipal Commission Act, the said immovables being a vacant lot of land, of a municipal evaluation not exceeding one thousand dollars.

#### SECTION ONE

##### *Immovables subject to right of withdrawal*

1. Mrs. Maurice Boucher (Mrs. David Tremblay) — A lot of land measuring 70 feet in front by 200 feet in depth from north to south, forming part of lots 115 and 116, range 1 west, township of Tremblay, bounded, in front, by the public road, in depth by the land of Onésime Tremblay or representatives, on the east side by the land

terrain d'Oscar Tremblay ou représentants et du côté ouest au terrain de Joseph Morissette ou représentants.

2° Léon-Georges Fillion — Un terrain ayant appartenu autrefois à Auguste Gaudreault, mesurant 49 pieds de largeur du sud au nord, sur toute la profondeur du lot, faisant partie du lot 71-4, rang 1 ouest, canton de Tremblay, borné: au nord au résidu dudit lot; à l'est à une rue; au sud, à la profondeur, au terrain de Joseph Gaudreault ou représentants, à l'ouest par le terrain de Méridé Dufour ou représentants.

3° François-Xavier Aubé — Un terrain faisant partie du lot 32, rang 2, canton de Tremblay, mesurant 100 pieds de largeur au nord au sud par la profondeur ci-après déterminée, borné: à l'ouest à la rue nouvellement ouverte, rue Pasteur; au sud au terrain de Pierre Aubé ou représentants; à l'est au terrain de Lauréat Gauthier ou représentants; au nord au résidu du terrain d'Ernest Boivin, fils d'Ernest, ou ses représentants.

4° Gérard-Magella Gauthier — Le lot 10-b-1-252, 1er rang ouest, canton de Tremblay.

5° Maurice Lévesque — a) Un terrain mesurant 25 pieds de largeur le long du chemin public, sur la profondeur ci-après déterminée, faisant partie du lot 9, 1er rang est, canton de Tremblay, borné: au nord par le chemin public; au sud par la rivière Saguenay, à l'est au terrain ci-après décrit; à l'ouest par le terrain restant à Joseph Lavoie, fils de Philéas, ou représentants.

b) Un terrain mesurant environ 35 pieds de largeur de l'est à l'ouest par la profondeur ci-après déterminée, faisant partie du lot 9, et, si nécessaire, du lot 8, 1er rang est, canton de Tremblay, borné: vers le nord au chemin public; vers le sud par la rivière Saguenay; vers l'est au terrain de Jean-Joseph Blackburn ou représentants; vers l'ouest au terrain ci-dessus décrit.

Avec réserve des droits de passage d'une ligne de transmission d'énergie électrique concédé par acte enregistré à Chicoutimi le 17 janvier 1950, sous le numéro 98,176.

DEUXIÈME SECTION

*Immeubles non sujets au droit de retrait*

6. Roger Asselin — Le lot 11-A-63, 1er rang ouest, canton de Tremblay.

7° Léonce Beaumont — Les lots 101-78 et 101-79, 1er rang ouest, canton de Tremblay.

8° Jacques Chevrier (Raymond Beaulieu) — Le lot 4-85, 1er rang est, canton de Tremblay.

9° Valmore Francoeur — Le lot 5-9, rang 1 est, canton de Tremblay.

10° Gérard Gagnon — Le lot 4-24, rang 1 est, canton de Tremblay.

11° Laurent Gaudreault (Paul Nadeau) — Le lot 9-17, rang 1 est, canton de Tremblay.

12° Maurice Lévesque — Un terrain mesurant 260 pieds dans ses bornes nord et sud, 100 pieds dans sa borne ouest et 156 pieds dans sa borne est, faisant partie du lot 1-A, 1er rang est, canton de Tremblay, borné: vers le nord par le terrain de Gérard Pelletier ou représentants et partie par le terrain du Directeur, Loi des terres destinées aux anciens combattants ou représentants; vers l'ouest par un chemin conduisant du chemin public au terrain ci-dessus décrit et longeant le côté ouest; vers le sud et vers l'est par le terrain du Directeur, Loi sur les terres destinées aux anciens combattants ou représentants.

13° Algérie Savard — Le lot 44-91, 1er rang ouest, canton de Tremblay.

of Oscar Tremblay or representatives, and on the west side by the land of Joseph Morissette or representatives.

2. Léon-Georges Fillion — A lot of land which formerly belonged to Auguste Gaudreault, measuring 49 feet in width from south to north, by the entire depth of the lot, forming part of lot 71-4, range 1 west, township of Tremblay, bounded on the north by the remainder of the said lot, on the east by a street, on the south, in depth, by the land of Joseph Gaudreault or representatives, on the west by the land of Méridé Dufour or representatives.

3. François-Xavier Aubé — A lot of land forming part of lot 32, range 2, township of Tremblay, measuring 100 feet in width from north to south by the depth hereinafter determined, bounded on the west by a newly-opened street, Pasteur St., on the south by the land of Pierre Aubé or representatives, on the east by the land of Lauréat Gauthier or representatives, on the north by the remainder of the land belonging to Ernest Boivin, son of Ernest, or his representatives.

4. Gérard-Magella Gauthier — Lot 10-b-1-252, range 1 west, township of Tremblay.

5. Maurice Lévesque — a) A lot of land measuring 25 feet in width along the public road, by the depth hereinafter determined, forming part of lot 9, range 1 east, township of Tremblay, bounded on the north by the public road, on the south by the Saguenay River, on the east by the terrain hereinafter described, on the west by the land remaining the property of Joseph Lavoie, son of Philéas, or representatives.

b) A lot of land measuring approximately 35 feet in width from east to west by the depth hereinafter determined, forming part of lot 9, and, if necessary, of lot 8, range 1 east, township of Tremblay, bounded on the north by the public road, on the south by the Saguenay River, on the east by the land belonging to Jean-Joseph Blackburn or representatives, on the west by the land hereinabove described.

With reserve or right of way for an electric energy transmission line granted by a deed registered in Chicoutimi on January 17, 1950, under number 98,176.

SECTION TWO

*Immoveables not subject to right of withdrawal*

6. Roger Asselin — Lot 11-A-63, range 1 west, township of Tremblay.

7. Léonce Beaumont — Lots 101-78 and 101-79, range 1 west, township of Tremblay.

8. Jacques Chevrier (Raymond Beaulieu) — Lot 4-85, range 1 east, township of Tremblay.

9. Valmore Francoeur — Lot 5-9, range 1 east, township of Tremblay.

10. Gérard Gagnon — Lot 4-24, range 1 east, township of Tremblay.

11. Laurent Gaudreault (Paul Nadeau) — Lot 9-17, range 1 east, township of Tremblay.

12. Maurice Lévesque — A lot of land measuring 260 feet on its north and south boundaries, 100 feet on its west boundary and 156 feet on its east boundary, forming part of lot 1-A, range 1 east, township of Tremblay, bounded on the north by the land of Gérard Pelletier or representatives and partly by the land belonging to the Director, Veterans' Land Act or representatives, on the west by a road leading the public road to the above-described land and lying along the west side, on the south and east by the land belonging to the Director, Veterans' Land Act or representatives.

13. Algérie Savard — Lot 44-91, range 1 west, township of Tremblay.

14° Maurice Simard — Les lots 10-B-1-160 et 10-B-1-161, 1<sup>er</sup> rang ouest, canton de Tremblay.

Les lots ou parties de lots mentionnés aux numéros d'ordre 1 et 2 font partie du cadastre officiel du village de Ste-Anne-de-Chicoutimi.

Les lots ou parties de lots mentionnés aux numéros d'ordre 3 à 14 inclusivement font partie du cadastre officiel du canton de Tremblay, paroisse de Ste-Anne-de-Chicoutimi.

Le prix d'adjudication de ces immeubles sera payable immédiatement.

La vente sera en outre sujette aux dispositions de la Loi de la Commission municipale de Québec.

Donné à Chicoutimi-Nord, ce vingt-neuvième jour de juin 1964.

Le Secrétaire-Trésorier,  
DAVID BOUCHER.

7157-27-2-o

14. Maurice Simard — Lots 10-B-1-160 and 10-B-1-161, range 1 west, township of Tremblay.

The lots or parts of lots mentioned in numbers 1 and 2 form part of the official cadaster of the village of Ste-Anne-de-Chicoutimi.

The lots or parts of lots mentioned in numbers 3 to 14 inclusively form part of the official cadaster of the township of Tremblay, parish of Ste-Anne-de-Chicoutimi.

The adjudication price of these immovables will be payable immediately.

Moreover, the sale will be subject to the provisions of the Quebec Municipal Commission Act.

Given at Chicoutimi-North, this twenty-ninth day of June, 1964.

DAVID BOUCHER,  
Secretary-Treasurer.

7157-27-2

## INDEX No 28

### ARRÊTÉS en Conseil

### ORDERS in Council

|  |      |
|--|------|
| 934 - Districts du revenu relativement à la Loi des droits sur les successions | 3670 |
| 934 - Revenu districts under the Succession Duties Act                         | 3670 |
| 1113-A - Boîte de carton, Montréal ( <i>Erratum</i> )                          | 3666 |
| 1113-A - Paper boxes, Montreal ( <i>Erratum</i> )                              | 3666 |
| 1154 - Différents districts du revenu dans la province                         | 3671 |
| 1154 - Different revenue districts in the province                             | 3671 |
| 1288 - Construction de lignes de transmission, province                        | 3666 |
| 1288 - Construction of transmission lines, Province                            | 3666 |
| 1289-A - Construction, Saguenay  | 3669 |
| 1289-B - Construction, Rimouski  | 3670 |

### CAISSES SAVINGS d'épargne et de crédit and credit unions

|   |      |
|---|------|
| C.N. Employees Credit Union ( <i>Name ch.</i> )                                   | 3671 |
| Caisse d'Économie des employés du C.N. ( <i>Nom ch.</i> )                         | 3671 |
| Caisse Populaire Ste-Bernadette de Hull (La) - ( <i>Ext. term.</i> )              | 3671 |
| Caisse Populaire Sainte-Marguerite Marie de Montréal (La) - ( <i>Ext. term.</i> ) | 3671 |

### COMPAGNIES COMPANIES

#### Avis relatifs à la loi des

#### Notices relative to the Act of

#### Autorisées à faire des affaires

#### Licensed to do Business

|  |      |
|--|------|
| Foster (The L.B.) Company                      | 3672 |
| Société parisienne pour l'industrie électrique | 3672 |
| UTD Corporation                                | 3672 |

### Chartes — Abandon de

### Charters — Surrender of

|                          |      |
|--------------------------|------|
| Chez Zemel & Fils Ltée   | 3673 |
| Cossette (Guy B.) Ltée   | 3673 |
| Elco Building Corp.      | 3674 |
| Green Budget Corp.       | 3673 |
| Jay-Bee Investment Corp. | 3673 |

### Dissoutes Dissolved

|                                    |      |
|------------------------------------|------|
| Trottier (J.T.) incorporée         | 3674 |
| Unity Boys' Club (The)             | 3674 |
| Victory Plastic & Novalty Co. Inc. | 3674 |

### Divers Miscellaneous

|  |      |
|--|------|
| Bernath Incorporated ( <i>Dir.</i> )                 | 3676 |
| Biron Holdings Ltd. ( <i>Dist.: actif - assets</i> ) | 3677 |
| Canadian Schenley Distilleries Ltd. ( <i>Dir.</i> )  | 3676 |

### Centre Médico-Chirurgical de Saint-Hyacinthe inc. (Le) - (*Dir.*)

### Curé et les Marguilliers de l'Oeuvre et Fabrique de Saint-Esprit de Rosemont (Le) - (*Nom - Name ch.*)

### Distilleries Marchand, limitée (Les) - (*Dir.*)

### Dominion Silica Corporation Limited (*Dir.*)

### Drummond Industries Ltd. (*Dir.*)

### Hôtel Motel Ste-Marie ltée (*Dir.*)

### Humanist Fellowship of Montreal Inc. (The) - (*Règl. - By-laws*)

### Industries Drummond ltée (Les) - (*Dir.*)

### Interprovincial Development Co. Ltd. (*Dir.*)

### Marautier construction inc. (*Dir.*)

### Marchand's Distilleries, Limited

### Metro-Express Publishing Company Limited (The) - (*Dir.*)

### Overseas Sales Agencies Inc. (*Dir.*)

### Peppe's Restaurant (St. Martin) Inc. (*Dir.*)

### Publications Métro-Express limitée (Les) - (*Dir.*)

### Supreme Packers Inc. (*Dir.*)

### Lettres patentes Letters Patent

|   |      |
|---|------|
| Achat local inc. (L')                                 | 3642 |
| Administrateurs associés inc. (Les)                   | 3642 |
| Arbee Corporation                                     | 3643 |
| Assurance Jones inc.                                  | 3653 |
| Baucina Super Market Inc.                             | 3643 |
| Benefit Realty Corporation                            | 3644 |
| Bistro du sport inc. (Le)                             | 3644 |
| Boulangerie & pâtisserie Raymond inc.                 | 3644 |
| Cap 3 Co. Ltd.  | 3645 |
| Centre de lavage d'auto Regent inc.                   | 3660 |
| Chalet Cleaners Ltd.                                  | 3645 |
| Cie de transport P. Paquette ltée (La)                | 3656 |
| Cie d'investissements Nora ltée (La)                  | 3656 |
| Club des raqueteurs du Nord, Dolbeau-Mistassini, inc. | 3645 |

| <b>Lettres patentes</b><br><i>(suite)</i>                        | <b>Letters Patent</b><br><i>(continued)</i> | <b>Sièges sociaux</b>   | <b>Head Offices</b>      |
|--|---|---|--------------------------|
| Commercial Office Equipment Ltd. ....                            | 3646  | Bermo construction inc. ....  | 3679                     |
| Compagnie minière Ferro & Titane inc. (La) .....                 | 3650  | Bouquet Greeting Card Co. ....  | 3680                     |
| Deschênes (A.) transport inc. ....                               | 3646  | Central Construction Inc. ....  | 3679                     |
| Devecorp. Ltd. ....  | 3646  | Cie de Gestion Léo Tremblay Limitée (La) .....  | 3679                     |
| Duclos (Lucien) & fils limitée. ....                             | 3647  | Cleranda Construction Ltée .....  | 3678                     |
| Dynamic Distributors Inc. ....                                   | 3647  | Coopérative Fédérée de Québec .....   | 3682                     |
| Economic Supply and Equipment Ltd. ....                          | 3647  | Deltair Corporation .....   | 3681                     |
| École de comptabilité institutionnelle. ....                     | 3677  | Di Lillo (Giovanni) Ltée .....  | 3679                     |
| Éditions Dynamiques inc. (Les) .....                             | 3648  | Éditions Dynamiques Inc. (Les) .....  | 3678                     |
| Entreprise des Artisans ltée (L') .....                          | 3648  | G.M.E. Electric Inc. ....   | 3678                     |
| Entreprises Desaulniers ltée .....                               | 3649  | Gendron (J.T.) inc. ....  | 3680                     |
| Entreprises Hermas Gibeau inc. (Les) ..                          | 3651  | Hôpital Notre-Dame de L'Espérance ..  | 3681                     |
| Équipements de bureau Commercial ltée (Les) .....                | 3646  | Hôpital Notre-Dame de L'Espérance de St-Laurent .....   | 3681                     |
| Federman Realty Ltd. ....  | 3649  | Interprovincial Development Co. Ltd. ....   | 3680                     |
| Ferrec-Chevrier ltée .....                                       | 3649  | Marautier construction inc. ....  | 3679                     |
| Ferro & Titanium Mining Company Inc. ....                        | 3650  | Marilyn Investments Ltd. ....   | 3681                     |
| Ferrol Printing Inc. ....  | 3651  | Metra Investments Ltd. ....   | 3680                     |
| Franco construction ltée .....                                   | 3650  | Montreal Alouette Football Club, Inc. ....  | 3682                     |
| Gauthier (P.-E.) limitée .....                                   | 3650  | Scriptex Inc. ....  | 3682                     |
| Gibeau's (Hermas) Entreprises Inc. ....                          | 3651  | Seaforth Radiology Associates Inc. ....   | 3680                     |
| Hôtel-Dieu de Hauterive .....                                    | 3677  | Shefford Auto Service Inc. ....   | 3679                     |
| Imprimerie Ferrol inc. ....                                      | 3651  |   |                          |
| Institut linguistique Viva inc. ....                             | 3651  | <b>EXAMEN</b>   | <b>EXAMINATION</b>       |
| Italcanda Finance & Investment Corporation .....                 | 3652  | <b>du Barreau</b>   | <b>Bar</b>               |
| Janripas inc. ....   | 3652  | Laurentides, étude - study .....  | 3682                     |
| Jones Insurance Inc. ....  | 3653  |   |                          |
| Laureal Company Limited .....                                    | 3653  | <b>LIQUIDATION</b>  | <b>WINDING</b>           |
| Laurentian Metal Products Ltd. ....                              | 3653  | Compagnie de marbre et de tuile de Québec, limitée (La) .....   | 3683                     |
| MacKimmie (J. P.) & Sons Ltd. ....                               | 3654  | Quebec Marble and Tile Company, Limited .....   | 3683                     |
| Marché Quintal et frère limitée .....                            | 3654  | Turcotte & Rainville inc. ....  | 3683                     |
| Mar-Vy Ltd. ....   | 3654  |   |                          |
| Mar-Vy ltée .....  | 3654  | <b>MINISTÈRES</b>   | <b>DEPARTMENTAL</b>      |
| Meublo ltée .....  | 3655  | <b>Affaires municipales</b>   | <b>Municipal Affairs</b> |
| Mexi-Cattle Ltd. ....  | 3655  | Laffèche, cité - city ( <i>Requête pour déclarer en défaut - Petition to declare in default</i> ) ..... | 3683                     |
| Monastère des Ursulines de Mérci 1964 ..                         | 3677  | Neufchâtel, ville - town (L.P.) .....   | 3684                     |
| Montcalm Construction Inc. ....                                  | 3655  | Pointe-aux-Outardes, village (Publ.) ..   | 3683                     |
| Nora Investment Co. Ltd. ....                                    | 3656  |   |                          |
| Ordre basilien de Saint-Sauveur (Montreal) (L') .....            | 3678  | <b>Finances</b>   | <b>Finance</b>           |
| P.M.S. Entreprises Inc. ....                                     | 3656  | <i>Assurances:</i>  | <i>Insurance:</i>        |
| Panellinion Super Market Ltd. ....                               | 3656  | Allstate du Canada, Compagnie d'Assurance-Vie .....   | 3687                     |
| Panoramic Construction Inc. ....                                 | 3657  | Allstate Life Insurance Company of Canada .....   | 3687                     |
| Paquette (P.) Transport Co. Ltd. ....                            | 3657  | Compagnie d'Assurance d'Hypothèques du Canada .....   | 3688                     |
| Paysagistes Solty ltée .....                                     | 3663  | Mortgage Insurance Company of Canada (The) .....  | 3688                     |
| Petits Placements inc. (Les) .....                               | 3657  |   |                          |
| Pièces d'auto (Grand'Mère) inc. ....                             | 3658  | <b>Éducation</b>  | <b>Education</b>         |
| Poulin (L.) construction ltée .....                              | 3658  | <i>Municipalité scolaire de: School Municipality of:</i>  |                          |
| Proctor Lake Community Association ..                            | 3659  | Bois-Francis, c.s.r.- r.s.b. (Acc.- Grant.) ..  | 3688                     |
| Promotions Little Beaver inc. (Les) ..                           | 3659  | Golfe, c.s.r. (Acc.) .....  | 3688                     |
| Provost construction inc. ....                                   | 3659  | Gulf, r.s.b. (Grant.) .....   | 3688                     |
| Publitéx inc. ....   | 3660  | Lac St-Jean, c.s.r. (Acc.) .....  | 3688                     |
| Regent Auto Wash Centre Inc. ....                                | 3660  | Lake St. John, r.s.b. (Grant.) .....  | 3688                     |
| Riendeau (Laurent) ltée .....                                    | 3660  | Lanaudière c.s.r.- r.s.b. (Acc.- Grant.) ..   | 3689                     |
| St-Pierre (René) inc. ....                                       | 3661  | Lapointe, c.s.r.- r.s.b. (Acc.- Grant.) ..  | 3689                     |
| Salo Selzer Ltd. ....  | 3661  | Laurentides, c.s.r.- r.s.b. (Acc.- Grant.) ..   | 3689                     |
| Sauvé (L. M.) (1964) limitée .....                               | 3661  |   |                          |
| Scriptex (1964) ltée .....                                       | 3662  | <b>Travail</b>  | <b>Labour</b>            |
| Seguin & Legault inc. ....                                       | 3662  | <i>Industrie ou métiers de: Industry or Trades of:</i>  |                          |
| Société de gestion Notre-Dame inc. ....                          | 3662  | Accessoires de mode, Montréal (Prél.) ..  | 3694                     |
| Société de reclassement des travailleurs de l'amiante (La) ..... | 3663  | Boîte de carton, Province (Mod.) .....  | 3691                     |
| Solty Landscaping Limited .....                                  | 3663  | Construction, Chicoutimi (Mod.- Amend.) .....   | 3689                     |
| South West Paving & Landscape Company Ltd. ....                  | 3664  |   |                          |
| Super marché Baucina inc. ....                                   | 3643  |   |                          |
| Trans St-Laurent construction inc. ....                          | 3664  |   |                          |
| Trans St-Laurent équipement inc. ....                            | 3664  |   |                          |
| Valgaume inc. ....   | 3665  |   |                          |
| Valles Farm Products Co. ....                                    | 3665  |   |                          |
| Verrier (Robert) & fils ltée .....                               | 3666  |   |                          |
| Viva Linguistic Institute Inc. ....                              | 3651  |   |                          |

| <b>Travail</b>  | <b>Labour</b>                 | <b>Loi de faillite</b>  | <b>Bankruptcy Act</b> |
|---|-------------------------------|---|-----------------------|
| <i>Industrie ou métiers de:</i>   | <i>Industry or Trades of:</i> | McLellan, Everett .....   | 3701                  |
| (suite)   | (continued)                   | Nadeau, Marcel .....  | 3702                  |
|   |                               | Ste-Croix, Léonard .....  | 3703                  |
| Directeurs de funérailles, Montréal<br>(Appr.) .....  | 3692                          | <b>SHÉRIFS</b>  | <b>SHERIFFS</b>       |
| Dress, Province (Levy) .....  | 3692                          | <b>Beauce</b>   | <b>Beauce</b>         |
| Electricians, Montréal (Amend.) .....   | 3690                          | Giguère vs Gilbert .....  | 3704                  |
| Électriciens, Montréal (Mod.) .....   | 3690                          | Office du Crédit Agricole du Québec (L')<br>vs Gilbert .....      | 3704                  |
| Fashion accessories, Montréal (Levy) .....  | 3694                          | Quebec Farm Credit Bureau (The) vs<br>Gilbert .....               | 3704                  |
| Funeral directors, Montréal (Appr.) .....   | 3692                          | <b>Beauharnois</b>  | <b>Beauharnois</b>    |
| Métal en feuilles, Montréal (Erratum) .....   | 3689                          | Central Mortgage and Housing Corpo-<br>ration vs King .....       | 3705                  |
| Paper box, Province (Amend.) .....  | 3691                          | St-Timothée de Beauharnois, par. vs<br>Cameron .....              | 3705                  |
| Robe, Province (Prél.) .....  | 3692                          | Société Central d'Hypothèque et de<br>logement (La) vs King ..... | 3705                  |
| Sheet Metal, Montréal (Erratum) .....   | 3689                          | <b>Chicoutimi</b>   | <b>Chicoutimi</b>     |
| <b>PROCLAMATION</b>   | <b>PROCLAMATION</b>           | Banque Provinciale du Canada (La)<br>vs Maltais .....             | 3706                  |
| Extension de la juridiction de la Cour<br>municipale de St-Lambert au terri-<br>toire de ville de Lemoyne .....       | 3695                          | Office du crédit agricole du Québec (L')<br>vs Tremblay .....     | 3706                  |
| Extension of the jurisdiction of the<br>Municipal Court of St-Lambert to<br>the territory of the town of Lemoyne.     | 3695                          | Provincial Bank of Canada (The)<br>vs Maltais .....               | 3706                  |
| <b>SOUMISSIONS</b>  | <b>TENDERS</b>                | Quebec Farm Credit Bureau (The) vs<br>Tremblay .....              | 3706                  |
| Brownsburg, village .....   | 3696                          | <b>Gaspé</b>  | <b>Gaspé</b>          |
| Drummondville, c.s.-s.c. ....   | 3697                          | Robin, Jones & Whitman Ltd. vs Lantin                             | 3707                  |
| Les Écores, c.s.p.-p.s.c. ....  | 3699                          | <b>Rimouski</b>   | <b>Rimouski</b>       |
| <b>SYNDICATS</b>  | <b>SYNDICATES</b>             | Pineau vs Lavoie .....  | 3707                  |
| <b>Coopératif</b>   | <b>Cooperative</b>            | Sept-Iles, cité - city vs Zocastello .....                        | 3708                  |
| Coopérative des fonctionnaires muni-<br>cipaux de ville Saint-Laurent (La) -<br>(Exist. term.) .....                  | 3700                          | Sun Life Assurance Co. of Canada vs<br>Charlton .....             | 3708                  |
| <b>Professionnels</b>   | <b>Professional</b>           | <b>Roberval</b>   | <b>Roberval</b>       |
| National Trade-Union of Electronics<br>Technicians (Inc.) .....   | 3701                          | Office du Crédit Agricole du Québec<br>(L') vs Boily .....        | 3708                  |
| Syndicat des producteurs de betteraves<br>à sucre de la région de St-Jean-Valley-<br>field (Le) - (Const.-Inc.) ..... | 3700                          | Quebec Farm Credit Bureau (The)<br>vs Boily .....                 | 3708                  |
| Syndicat des producteurs de poulets de<br>gril de la région de Saint-Hyacinthe<br>(Le) - (Const.-Inc.) .....          | 3700                          | Tremblay vs Dubé et vir. ....                                     | 3709                  |
| Syndicat national des techniciens en<br>électronique (Const.) .....   | 3701                          | <b>Trois-Rivières</b>   | <b>Trois-Rivières</b> |
| <b>VENTES</b>   | <b>SALES</b>                  | Duplessis (Léopold) Ltée vs Chiasson ..                           | 3709                  |
| <b>Effets non-réclamés</b>  | <b>Unclaimed Baggage</b>      | <b>Taxes</b>  | <b>Taxes</b>          |
| Canadian National Railway Company,<br>Express Department .....  | 3701                          | Chicoutimi-Nord - North, c.s.-s.c. ....                           | 3710                  |
| Compagnie des Chemins de Fer Natio-<br>naux du Canada, Service des Messa-<br>geries .....                             | 3701                          |   |                       |

Le Ministère des Postes, à Ottawa, a autorisé l'affranchissement en numéraire et l'envoi comme objet de deuxième classe de la présente publication.

Authorized as second class mail by the Post Office Department, Ottawa, and for payment of postage in cash.